

UNICEF

Evaluation du programme WASH à l'école au Mali (2014 – 2017)



Rapport final

Décembre 2019

Présenté par :



Table des matières

A. Résumé exécutif	8
A.1.1. Objet de l'évaluation	8
But, Objectifs et Portée de l'évaluation	8
A.1.2. 8	8
A.1.3. Méthodologie de l'évaluation	8
Principaux constats et conclusions (par critère)	9
A.1.4. 9	9
A.1.5. Leçons apprises	10
A.1.6. Principales recommandations	11
B. Introduction.....	14
B.1. Objet de l'évaluation	14
B.1.1. Fiche signalétique du projet.....	14
B.1.2. Contexte d'intervention.....	14
B.1.3. Zones d'intervention	15
B.1.4. Résultats visés	16
B.1.5. Théorie du changement du programme évalué	17
B.1.6. Activités prévues	17
B.1.7. Hypothèses et risques identifiés	18
B.1.8. Modalités de mise en œuvre et acteurs impliqués.....	18
B.1.9. Synthèse graphique de la logique d'intervention	19
B.2. But, Objectifs et Portée de l'évaluation	20
B.2.2 But de l'évaluation	20
B.2.1. Objectifs de l'évaluation.....	20
B.2.3 Portée de l'évaluation	20
B.3. Méthodologie de l'évaluation	21
C. Constats (par critère).....	27
Pertinence	28
Efficacité.....	50
Efficience.....	63
Impact	69
Durabilité	73
Aspects transversaux	80
D. Etat de prise en compte des recommandations de 2014	83
E. Conclusions Finales	90
E.1. Conclusions par critère	90
E.2. Récapitulatif des notations.....	92
E.3. Conclusions par composante.....	94
E.4. Leçons apprises	96
E.5. Défis	97
F. Recommandations.....	98
F.1 Pour l'UNICEF	98
F.2 Pour le gouvernement :	101

F.3 Pour les partenaires de mise en œuvre (ONG) :	101
F.4 Pour les partenaires de mise en œuvre (entreprises) :	101
F.5 Pour le gouvernement de Navarre :	102

G. Annexes.....103

G.1. Matrice des constats, conclusions et recommandations	103
G.2. Chronogramme de l'évaluation	112
G.3. Liste des documents lus et utilisés	113
G.4. Liste des personnes rencontrées.....	114
G.5. Liste des écoles visitées	117
G.6. Liste des écoles du projet.....	118
G.7. Outils de collecte de données.....	125
G.8. Termes de Références de l'évaluation.....	147
G.9. Présentation de l'équipe d'évaluation	154

Titre du rapport : Evaluation du programme WASH à l'école au Mali
Statut du rapport : Version finale
Client : UNICEF Mali, Yagouba Diallo
Consultant : HYDROCONSEIL (France)
Démarrage du contrat : Avril 2018
Date de soumission du présent document : 12/06/2018
Numéro de révision : 2
Personnes ayant contribué à l'écriture du rapport : Martina Rama et Camille Salaun
Coordination, édition et assurance qualité : Martina Rama
Des commentaires ou questions sur ce rapport ? Écrire à : rama@hydroconseil.com
Photo de couverture : Hydroconseil

Liste de Figures et Tableaux

Figure 1 : Carte du Mali et des zones géographiques couvertes par le projet.....	15
Figure 2 : Théorie du changement.....	17
Figure 3 : Photos de rencontres dans les écoles.....	24
Figure 4: Article concernant une réunion de suivi du PSPEHMS, paru dans le journal malien l'Essor	30
Figure 5 : Les mascottes de WASH-UP Elmo et Raya.....	38
Figure 6 : Court-métrage de Sesame Street sur le lavage des mains.....	38
Figure 7 : Serviettes hygiéniques lavables promues depuis juin 2017.....	39
Figure 8 : Serviettes hygiéniques lavables promues par la CN-CIEPA.....	39
Figure 9 : Kits GHM fourni aux écoles par Wateraid.....	40
Figure 10 : Introduction de la coupe menstruelle en Afrique.....	41
Figure 11 : Nombre de clubs d'hygiène se considérant chargé de chaque rôle (sur 15).....	45
Figure 12 : Rôle des directeurs concernant le WASH selon eux.....	46
Figure 13 : Rôle des CGS concernant le WASH selon eux.....	46
Figure 14 : Mobilisation de la communauté selon les parents d'élèves.....	47
Figure 15 : Cabine accessible aux élèves avec handicap dans l'école d'ATTbouyou.....	52
Figure 16 : Photos d'équipements WASH dans les écoles.....	54
Figure 17 : Connaissances et pratiques des élèves en termes de lavage des mains.....	57
Figure 18 : Rôle assuré par les CGS concernant le WASH selon eux-mêmes.....	59
Figure 19 : Niveau d'activité des CGS selon les directeurs.....	59
Figure 20 : Rôle assuré par les directeurs concernant le WASH selon eux.....	59
Figure 21 : Enseignement et/ou bonnes pratiques appris cités par les clubs d'hygiène.....	60
Figure 22 : Evolution du prix par école de 2015 à 2017.....	64
Figure 23 : Ventilation des coûts entre hard et soft.....	65
Figure 24 : Evolution des coûts par composante entre 2015 et 2017.....	65
Figure 25 : Evolution des coûts unitaires par composante (FCFA).....	66
Figure 26 : Impacts ressentis par les bénéficiaires.....	70
Figure 27: Impacts attendus selon la théorie du changement.....	70
Figure 28 : Résultats de l'enquête concernant la durabilité des bonnes pratiques.....	76
Tableau 1 : Objectifs spécifiques et résultats attendus du programme.....	16
Tableau 2 : Activités prévues par le projet.....	17
Tableau 3 : Risques et hypothèses du projet.....	18
Tableau 4 : Synthèse de la logique d'intervention.....	19
Tableau 5 : Critères et questions de l'évaluation.....	21
Tableau 6 : Ecoles visitées par cercle et années d'intervention.....	23
Tableau 7 : Activités de collecte des données réalisées dans les écoles.....	23
Tableau 8 : Besoins des acteurs et mesure dans laquelle le projet y a répondu.....	43
Tableau 9 : Financement du programme WiNS.....	63

Acronymes

Sigle	Définition
ACF	Action Contre la Faim
ADARS	Fonds d'Appui direct à l'amélioration des rendements scolaires
ADDA	Action de Développement Durable en Afrique
AE	Académie d'Enseignement
AEP	Adduction d'Eau Potable
AEPHA	Approvisionnement en Eau Potable, Hygiène et Assainissement
AES	Adduction d'Eau Sommaire
AGR	Activité Génératrice de Revenu
ALPHALOG	Association Libre pour la Promotion de l'Habitat et du Logement
AME	Association des Mères d'Elèves
AMPDR	Association Malienne Pour le Développement Rural
APE	Association des Parents d'Elevés
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
BET	Bureau d'Etudes Techniques
BM	Banque Mondiale
BSH	Bureau sahélien d'hydraulique
CADDE	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Education
CAP	Centres d'animation pédagogique
CEFAD	Centre d'Expertise pour l'Etude, la Formation et l'Accompagnement au Développement
CGS	Comité de Gestion Scolaire
CIDA	Canadian International Development Agency
CN-CIEPA	Coalition Nationale de la Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement
CNCS	Centre National des Cantines Scolaires
CPD / PSD	Country Programme Document de l'UNICEF
CPS	Cellule de Planification et de Statistique (Ministère de l'Education)
CT	Collectivité Territoriale
CV	Curriculum Vitae
DANIDA	Danish International Development Agency
DAO	Dossier d'Appel d'Offres

Sigle	Définition
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DGIS	Directorate-General for International Cooperation (Netherlands)
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement et de lutte contre les Pollutions et les Nuisances
DNEF	Direction Nationale de l'Education Fondamentale (Ministère de l'Education)
DNEN	Direction Nationale de l'Enseignement Normal
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
DNP	Direction Nationale de la Pédagogie (Ministère de l'Education)
DNS	Direction Nationale de la Santé
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement et de lutte contre les Pollutions et les Nuisances
DRH	Direction Régionale de l'Hydraulique
DRS	Direction Régionale de la Santé
EHA	Eau, Hygiène et Assainissement
EUR	Euros
FCFA	Francs CFA
FEDAL	Fin de la Défécation à l'Air Libre
FGD	Focus Group Discussion
GAAS	Groupe d'Animation Action au Sahel (ONG malienne)
GHM	Gestion de l'Hygiène Menstruelle
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (cooperation allemande)
IEC	Information, Education et Communication
IFM	Institut de Formation des Maitres
IMADEL	Initiative Malienne d'Appui au Développement Local
JICA	Japan International Cooperation Agency
MEALN	Ministère de l'Education, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MIN EDU	Ministère de l'Education
MJT	Musow ka Jigiya Ton
MSHP	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
NAtCom	National Comittee
NB	Nota bene
NORAD	Norwegian Agency for Development Cooperation
OCDE	Organisation for Economic Co-operation and Development

Sigle	Définition
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OXFAM	Oxford Committee for Famine Relief
PADS	Programme d'Appui Dano Suédois
PCA	Programme Cooperation Agreement (contrats entre l'UNICEF et les ONG de mise en œuvre)
PDA	Personal igital assistant (smartphone)
PDESC	Plan de Développement Economique, Social et Culturel
PHAST	Participatory Hygiene and Sanitation Transformation
PMH	Pompe à motricité humaine
PNA	Politique National d'Assainissement
PNAEP	Programme National d'Accès à l'Eau Potable
PRODEC	Programme décennal de développement de l'éducation
PSPEHMS	Plan Stratégique de Promotion de l'Education à l'Hygiène en Milieu Scolaire
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PUET	Projet d'Urgence Education Pour Tous (Banque Mondiale)
PV	Procès Verbal
REHA	Réseau des ONG nationales pour l'hygiène scolaire
SACPN	Service d'Assainissement et de lutte contre les Pollutions et les Nuisances
SG	Secrétaire Général
Sigle	Signification
SLH	Services Locaux de l'Hydraulique
SNA	Stratégie Nationale d'Assainissement
TDR	Termes de Référence
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	Coopération américaine
USD	Dollars Américain
WASH	Sigle anglophone pour Eau, Assainissement et Hygiène
WINS	Wash-in-School

A. Résumé exécutif

A.1.1. Objet de l'évaluation

Le projet WASH à l'école financé par le gouvernement de Navarre par l'intermédiaire du comité national espagnol pour l'UNICEF fait partie du programme plus large WASH à l'école (WinS) au Mali, actif depuis 2008.

Les 145 écoles ciblées par le projet (15% du total des écoles du programme pour la période couverte) sont réparties dans 18 communes des cercles de Youwarou, Koro et Bandiagara dans la région de Mopti et des cercles de Bougouni et Koutiala dans la région de Sikasso.

Ses objectifs spécifiques sont :

- Assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles, conformément aux normes WASH dans les écoles ;
- Contribuer à l'adoption de comportements positifs en matière d'hygiène dans les écoles et dans la communauté ;
- Améliorer la gouvernance scolaire en mettant l'accent sur la capacité du personnel, de la direction de l'école, des parents et des communautés.

La construction des infrastructures WASH dans les écoles est assurée par des entreprises de travaux, contrôlées par un bureau d'études et les services techniques. Les activités d'intermédiation sociale sont mises en œuvre par des ONG nationales. Ces deux volets construction et intermédiation sociale sont suivis par les spécialistes WASH de l'UNICEF basés à Bamako et dans les deux capitales régionales de Sikasso et Mopti.

A.1.2. But, Objectifs et Portée de l'évaluation

L'évaluation a eu deux buts principaux la redevabilité et l'apprentissage. L'objectif de l'évaluation est de déterminer, par une méthode d'évaluation bien définie, la pertinence des résultats et de l'impact du projet réalisé dans les écoles des régions de Sikasso et Mopti qui ont bénéficié d'un financement principal du Gouvernement de Navarre à travers Comité national espagnol pour l'UNICEF

Les conclusions et recommandations de cette évaluation pourraient être utiles au ministère de l'Éducation et des ministères en charge de la santé, eau et assainissement en tant qu'outil d'aide à la décision dans le cadre de l'évolution de leur politique sectorielle et permettront à UNICEF de bénéficier, pour les diffuser, des meilleures pratiques et du retour d'expérience.

L'évaluation couvre l'ensemble des activités du projet WASH de l'UNICEF financé par le gouvernement de Navarre et mises en œuvre sur la période entre Mars 2014 et Décembre 2017. Les zones géographiques couvertes sont celles du projet, à savoir les cercles de Koro, Youwarou et Douentza dans la région de Mopti et les cercles de Bougouni et Koutiala dans la région de Sikasso au Mali.

A.1.3. Méthodologie de l'évaluation

Les critères d'évaluation utilisés sont les critères d'évaluation retenus par l'OCDE¹ ainsi que deux critères additionnels d'intérêt prioritaire pour l'UNICEF : Pertinence, Efficacité, Impact, Durabilité, Équité & inclusion et environnement.

Pour pouvoir identifier les évolutions depuis, nous avons utilisé en grande partie les mêmes questions évaluatives que l'évaluation précédente du même programme, effectuée en 2014.

Cette évaluation s'appuie sur les méthodes mixtes (quantitatives et qualitative) et a utilisé une approche non-expérimentale. Les données ont été collectées à travers (i) la revue documentaire, (ii) entretiens avec les informateurs clés, (iii) discussions de groupe, (iv)

¹ Organisation de Coopération et de Développement Economique

observations sur le terrain. L'évaluation s'est déroulée en 3 phases :

- 1) **Une 1^{ère} phase** de revue bibliographique et préparation de la matrice évaluative et des outils de collecte des données (guides d'entretien, questionnaires, grilles d'observation) ;
- 2) **Une 2^{ème} phase** de collecte de données à travers les entretiens qualitatifs avec les personnes-ressources et les visites terrain au niveau des écoles :
 - 21 personnes rencontrées à Bamako (UNICEF, ministères, ONG, entreprises, etc.) ;
 - 24 personnels des services techniques déconcentrés et des mairies ;
 - 22 écoles visitées, avec 22 directeurs, 21 Comités de Gestion Scolaire (CGS), 20 Associations des mères/parents d'élèves (AME/APE) et 15 groupes d'élèves membres des clubs d'hygiène ;
- 3) **Une 3^{ème} phase** d'analyse des données et de rédaction du rapport

L'évaluation s'est déroulée entre début avril et fin mai 2018.

A.1.4. Principaux constats et conclusions (par critère)

Forces	Faiblesses
Pertinence Note du critère : 8,2 /10	
<ul style="list-style-type: none"> • Programme aligné sur le cadre sectoriel, qu'il contribue à renforcer. • Programme qui répond à des besoins très importants au Mali, dans les écoles mais aussi dans l'administration aux différents niveaux. 	Certaines composantes pourraient être ajoutées pour parfaire la pertinence du programme, notamment le suivi post projet, une plus grande attention à la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM), la différenciation technique des sites dans les Dossiers d'Appel d'Offre (DAO) et un plaidoyer politique de haut niveau plus soutenu.
Efficacité Note du critère : 8,3 /10	
<ul style="list-style-type: none"> • Les résultats attendus semblent atteints, ou le seront prochainement avec la fin des travaux. • Les activités sont de qualité, en général dans le respect des standards établis. • Le suivi et la coordination du programme sont assez bons, surtout au niveau régional et local avec les réunions mensuelles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a une désynchronisation entre hard et soft qui pose plusieurs problèmes. • La capitalisation est en perte de vitesse.
Efficiences Note du critère : 9 /10	
<ul style="list-style-type: none"> • L'efficacité du projet semble bonne en général. Des efforts sont faits pour éviter des coûts trop importants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les efforts faits pour réduire les coûts ne doivent pas pour autant venir au détriment de la qualité ou de la santé financière des acteurs locaux.
Impact Note du critère : 9,25 /10	

<ul style="list-style-type: none"> • L'Impact du projet dans les écoles à la fin du projet est élevé, les bénéficiaires et partenaires de mises en œuvre ont tous remarqué une amélioration des pratiques et conditions WASH dans les écoles et bien souvent dans les communautés attenantes. • Des améliorations sur la santé ont été remarquées par les ONG de mise en œuvre, confirmant les résultats de l'étude d'impact réalisée en 2013-2014 qui a remarqué une réduction de la diarrhée et des infections respiratoires. • De nombreuses écoles et communautés non bénéficiaires ont fait part de leur Intérêt pour le projet. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune baseline-endline n'a été effectuée pour pouvoir mesurer quantitativement les résultats du programme sur les comportements et la gestion WASH dans les écoles.
<p>Durabilité Note du critère : 6,5 /10</p>	
<ul style="list-style-type: none"> • De nombreux mécanismes ont été mis en place pour favoriser la durabilité. • Des efforts importants ont été faits pour l'appropriation par les bénéficiaires et les services techniques. • Certains résultats du plaidoyer vont dans le sens du passage à l'échelle de la formation des enseignants et du suivi du sous-secteur. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'intervention est relativement courte par rapport à la quantité d'activités prévues, la volonté de changement de comportement. Elle manque de suivi post-projet pour éviter un relâchement. • Le respect des bonnes pratiques a tendance à diminuer dans le temps. • Les services techniques n'assurent pas sur fonds propres un suivi post-projet. • Les communes ne sont pas assez impliquées pour jouer leur rôle sur la durabilité des ouvrages. • Le programme ne peut pas être passé à l'échelle dans l'état actuel des choses. • Les outils ne sont pas adaptés au passage à l'échelle.
<p>Aspects transversaux Note du critère : 8,5 /10</p>	
<ul style="list-style-type: none"> • L'équité entre les genres et les contraintes des enfants avec un handicap physique sont bien prises en compte. • Le projet a contribué à améliorer l'environnement des écoles et de leurs alentours. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une meilleure prise en compte de l'hygiène menstruelle permettrait que les filles ne restent pas à la maison pendant leurs règles.

A.1.5. Leçons apprises

LA1. Le paquet WASH est un aspect intégrateur pour les communautés. En effet, il favorise la cohésion du village grâce à l'engouement de toute la communauté qui s'organise pour gagner le concours. Ainsi, le secteur WASH se confirme comme une bonne « porte d'entrée » pour toute autre activité dans la communauté.

LA2. Coupler l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et le WASH à l'école permet une meilleure mobilisation des communautés, mais aussi une meilleure salubrité à l'échelle des communautés.

LA3. Les activités du programme étaient de qualité et en adéquation avec les standards établis mais la désynchronisation entre hard et soft constitue un risque important.

LA4. Les élèves sont des vecteurs de messages et de bonnes pratiques à la maison. Ils constituent ainsi un élément clé de durabilité.

LA5. L'implication des Musow ka Jigiya Ton et Associations de Mères d'Elèves favorise les activités WASH à l'école grâce à leur appui aux CGS. Leur formation représente aussi une opportunité pour sensibiliser les communautés sur les bonnes pratiques.

LA6. Il arrive que les écoles servent aussi d'hébergement, notamment en cas d'inondations, mais aussi pour les élections, les latrines sont alors utilisées comme douches et les fosses peuvent se remplir plus vite que prévu. Il faut donc bien prendre en compte la vidange dans la formation des directeurs et des CGS et les responsabiliser quant aux utilisations non prévues des infrastructures.

LA7. La gestion de l'Hygiène menstruelle est un enjeu au Mali, et les efforts faits ont permis une meilleure information des jeunes filles. Il serait bon de renforcer la communication autour de cette thématique, autant à l'école que dans les communautés.

A.1.6. Principales recommandations

a) *Pour l'UNICEF*

Recommandations stratégiques

- Faire un plaidoyer de haut niveau pour l'introduction du WINS dans les documents politiques et stratégiques nationaux des 3 ministères.
- Accentuer le renforcement des capacités des acteurs ministériels et l'incorporation des normes et approches WinS dans les pratiques du gouvernement (formation des enseignants, supervision des écoles, incitation administrative des directeurs d'écoles par l'intégration du WASH dans les visites de supervision des CAP et de promotion des directeurs, construction des écoles avec toujours des infrastructures WASH adéquates etc.)
- Renforcer les espaces de coordination et échange d'expériences avec les autres ONGs et structures qui font du WASH à l'école afin i) d'être plus inclusif avec les acteurs qui n'y participent pas encore tels que World Vision, CN-CIEPA, WaterAid, Banque Mondiale, USAID, etc. ; ii) de mieux les formaliser afin qu'elles deviennent effectivement des plateformes reconnues officielles de planification et de coordination.
- Élaborer une stratégie de plaidoyer pour la mobilisation des financements claire et agressive à l'UNICEF.
- Au sein du Pacte de Durabilité avec l'Etat, inclure un engagement de suivi des anciens sites sur budget étatique (budgétiser ce suivi au niveau des frais de fonctionnement des services techniques déconcentrés).
- Afin d'améliorer la durabilité, plaider auprès de bailleurs de fonds ou chercher des cofinancements afin de : (1) prolonger la durée de l'accompagnement « soft » pour couvrir 2 années scolaires entières et (2) inclure une phase de suivi post-projet dans le contrat des ONG (ex. 1 passage tous les 2-3 mois pendant 1 an) (au moins dans un certain nombre d'écoles, si cela n'est pas possible partout pour des raisons de coût). Une discussion avec les ONG d'intermédiation sociale pour trouver des facilitations ou flexibilité dans ce sens doit aussi être menée.
- Adapter les activités et les outils de sensibilisation aux personnes ayant un handicap (pour rendre ces outils disponibles au niveau national, même s'ils ne seront pas forcément appliqués dans le cadre du programme), et former les ONG sur l'équité et l'inclusion (surtout concernant l'identification et l'inclusion d'enfants avec besoins spéciaux dans le processus, à travers la collaboration de la communauté ; par exemple, si certaines enfants avec handicap ne vont pas à l'école, les toucher à travers une visite au domicile).
- Renforcer la composante de l'hygiène menstruelle, à la fois sur l'éducation/ sensibilisation et aussi sur les solutions pratiques, en menant une réflexion à partir de dernières évolutions de la recherche et des expériences existantes au Mali (ex. fabrication serviettes en matériel local, cabines « adaptées ») et dans d'autres pays africains (ex. coupe menstruelle au Kenya).

Recommandations opérationnelles

- Élaborer un guide Wash In School national (paquet minimum + options supplémentaires optionnelles) validé par les ministères, y compris outils soft et plans- type en annexe et continuer à diffuser l'approche à tous les autres acteurs WASH et WinS dans le pays.
- Actualiser l'analyse faite en 2013 pour une possible adaptation et introduction de l'approche 3

étoiles adaptée au Mali en fonction des conditions du pays qui ont évolué depuis, prenant aussi en compte le fait que l'approche 3 star en tant que telle n'a encore jamais été validée par une évaluation au niveau international (ni en termes d'efficacité ni de durabilité).

- Pour la formation des CGS, appliquer dans certains cas dans lesquels un co-financement est possible, le paquet complet de la section éducation, avec certes un focus WASH ; dans la session sur la mobilisation des fonds de cette formation, parler des fonds transférés aux collectivités (ADARS etc.) ainsi que s'assurer que la section éducation intègre la session WASH à sa formation des CGS. Dans tous les cas, pousser davantage l'intégration entre WinS et Education : essayer de cibler les mêmes écoles et d'améliorer le séquençage des activités WASH et Éducation.
- Estimer soigneusement les coûts pour les réhabilitations et/ou mieux cibler les sites à réhabiliter (parfois réhabiliter devient plus ardu / coûteux que construire à nouveau).
- Inclure des mini- Adduction d'Eau Potable (AEP), au lieu de simples Pompe à motricité humaine (PMH), pour fournir de l'eau à l'école, au village et au centre de santé en privilégiant aussi les couplages WASH à l'école et Assainissement Total Piloté par la Communauté afin de réaliser des économies d'échelle et ainsi réduire le prix unitaire par bénéficiaire.
- Différencier les plans-type des latrines dans les DAO des entreprises en fonction du terrain (ex. latrines surélevées en terrain rocheux ou inondable).
- Avancer la contractualisation entreprise par rapport à la contractualisation des ONG pour anticiper sur les retards.
- Améliorer la participation des collectivités et faire des rafraichissements plus fréquents des formations / former les nouveaux élus en cas d'élection.
- Tester des plans-type des latrines qui incluent carrelage (pour capitaliser sur le succès de l'expérience du WASH dans les centres de santé au Mali) et avec miroir (pour étudier l'impact sur le lavage des mains, qui s'est avéré très positif dans d'autres pays).
- Rétablir les ateliers de capitalisation trimestriels avec les ONG et procéder à une révision et mise à jour du guide et des outils, y compris images PHAST et traduction de certains outils dans d'autres langues.
- Institutionnaliser le concours "école propre" dans les procédures nationales (ex. organisé annuellement au niveau des CAPs ou des AE avec l'appui des DRH et DRACPN) pour systématiser cette bonne pratique.
- Améliorer l'exécution des ouvrages pour personnes ayant un handicap / veiller aux défauts techniques (éviter les marches à l'entrée de la cabine, mettre les barres assez proches, etc.).
- Inclure dans le contrat des entreprises la démolition des anciennes latrines (pour les latrines difficilement réhabilitables et présentant un danger de sécurité pour les enfants ou un risque de contamination pour la santé ou l'environnement.)

b) Pour le gouvernement

- Organiser (avec l'appui de l'UNICEF) une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la mise en œuvre du Plan Stratégique.
- Accélérer la mise en place du comité de pilotage du plan stratégique et veiller à son bon fonctionnement
- Utiliser les données récoltées chaque année pendant la campagne statistique pour rédiger un état des lieux du WASH à l'école au Mali et sur la base de ceci, calculer les fonds nécessaires pour combler les besoins identifiés ; Rendre ces données disponibles aux bailleurs de fonds et partenaires afin de les sensibiliser sur les gaps de financement et les solliciter à rendre disponibles des fonds.
- Etudier la faisabilité de mettre en place un fond spécifique dédié à l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement cofinancé par le Ministère de l'Education, de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Santé, avec l'appui des partenaires.
- Inclure l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement à l'école comme une composante importante des documents stratégiques nationaux (PRODEC II, PNAEP, PNA et SNA)

- Poursuivre la formation des maitres des IFM sur les modules WASH
- Renforcer la formation des agents des services techniques dans le WINS, inclure le suivi du WINS dans le cahier des charges des agents et leur fournir les moyens nécessaires pour ce suivi (budgétiser ce suivi au niveau des frais de fonctionnement : inclure dans le Pacte de Durabilité)
- Limiter le turn-over excessif et favoriser une mémoire institutionnelle et un transfert de compétences des anciens aux nouveaux agents qui interviennent sur cette thématique
- Pour la DNH et la DNACPN : désigner un point focal WASH in school à l'hydraulique et bien définir quelle est la division qui pilote
- L'état doit faire le plaidoyer auprès des partenaires pour inclure systématiquement les écoles dans tout projet WASH et aussi inclure le WASH dans tout projet éducation

c) *Pour les partenaires de mise en œuvre (ONG et entreprises)*

- Effectuer des séances de capitalisation avec le personnel de terrain pour pouvoir en discuter lors de réunions de capitalisation inter-ONG.
- Continuer à bien respecter les standards et participer à leur amélioration si besoin
- Améliorer la communication entre ONG et entreprises, notamment pour l'implantation des infrastructures
- Former les agents sur les questions de l'inclusion et de l'équité
- Bien prendre en compte les difficultés liées aux modalités de paiement, se concentrer sur 60% de latrines à terminer dans un premier temps, pour commencer la construction des 40% restants après avoir reçu la deuxième tranche pour éviter l'éparpillement, les problèmes de trésorerie et donc de retards.
- Bien respecter les plans types, notamment en ce qui concerne l'éloignement entre la rampe d'appui et le siège DAMU dans la latrine accessible aux enfants avec handicap.
- Améliorer la communication entre ONG et entreprises, notamment pour l'implantation des infrastructures

d) *Pour le gouvernement de Navarre*

- Continuer à financer le WASH à l'école au Mali
- Accepter que les prix unitaires par école augmentent en cas d'insécurité, d'isolement (difficulté d'accès et/ou d'approche plus complète)
- Accepter de financer un suivi post-projet pendant un an après la fin du programme en lui-même.
- Financer une étude préliminaire suivie par un projet-pilote ou une recherche-action sur l'hygiène menstruelle

B. Introduction

B.1. Objet de l'évaluation

B.1.1. Fiche signalétique du projet

Titre du projet	Soutien au programme EHA à l'école (WinS) au Mali
Pays	Mali
Bailleur	Gouvernement de Navarre via le Comité espagnol pour l'UNICEF
Référence du fond	SC140271 et SC160623
Budget total	955 000 + 321 000 = 1 276 000 EUR
Durée du financement	Mars 2014 – Décembre 2017
Objectif global du projet	Les filles et les garçons du Mali ont accès à un environnement d'apprentissage propice à l'amélioration des résultats en matière d'éducation et de santé.
Composantes du projet	<ol style="list-style-type: none"> 1. Assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles, conformément aux normes WASH dans les écoles ; 2. Contribuer à l'adoption de comportements positifs en matière d'hygiène dans les écoles ; 3. Améliorer la gouvernance scolaire en mettant l'accent sur la capacité du personnel, de la direction de l'école, des parents et des communautés.
Bénéficiaires	44 704 écoliers, dont 22 543 filles dans 145 écoles primaires et leurs familles.
Partenaire du programme	Ministère de l'eau et de l'énergie, Ministère de l'éducation, Ministère de la santé, Ministère de l'environnement et de l'assainissement, Services techniques régionaux, Communes, Secteur privé, Organisations non gouvernementales et communautaires.

B.1.2. Contexte d'intervention

a) *Situation de l'hygiène en milieu scolaire au Mali*

Au Mali, selon la récente enquête WINS (WASH à l'école) effectuée dans 14% des écoles du pays avec le soutien de l'UNICEF, 49% des écoles au Mali ne possèdent pas un point d'eau amélioré et fonctionnel. Moins de 16% des écoles ont accès à des latrines améliorées, séparées, fonctionnelles, accessibles et suffisantes, 17% des écoles ne disposent d'aucun outil de lavage des mains, et 93% des écoles ne pratiquent pas de sessions d'éducation sur la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM). Même lorsque ces équipements existent, ils sont souvent inadéquats, en mauvais état de fonctionnement, et mal utilisés.

Parce que cette situation affecte la santé, l'accès à l'éducation et le développement cognitif de l'enfant, et parce que l'accès à l'eau et l'assainissement est un droit fondamental, un Plan Stratégique de Promotion de l'Education à l'Hygiène en Milieu Scolaire a été élaboré à partir

de 2009 par le Ministère de l'Éducation avec le concours des ministères en charge de la santé, de l'eau et de l'assainissement et l'appui de l'UNICEF. L'UNICEF, grâce aux fonds reçus de plusieurs bailleurs de fond, a depuis soutenu la mise en œuvre de ce Plan à travers la mise en place d'infrastructures et de sensibilisation et renforcement de capacités dans les écoles, ainsi que par un accompagnement qui a d'ailleurs permis la mise à jour du Plan Stratégique en 2017 et sa validation en mai 2018.

b) Programme WASH à l'école de l'UNICEF-Mali

Le projet qui fait l'objet de cette évaluation fait partie du programme plus large WASH à l'école (WinS) au Mali, actif depuis 2008. De 2008 à 2014, au total, ce sont 1 626 écoles, soit 470 000 enfants et 10 000 enseignants, qui ont bénéficié de ce programme WASH à l'école, tous partenaires confondus.

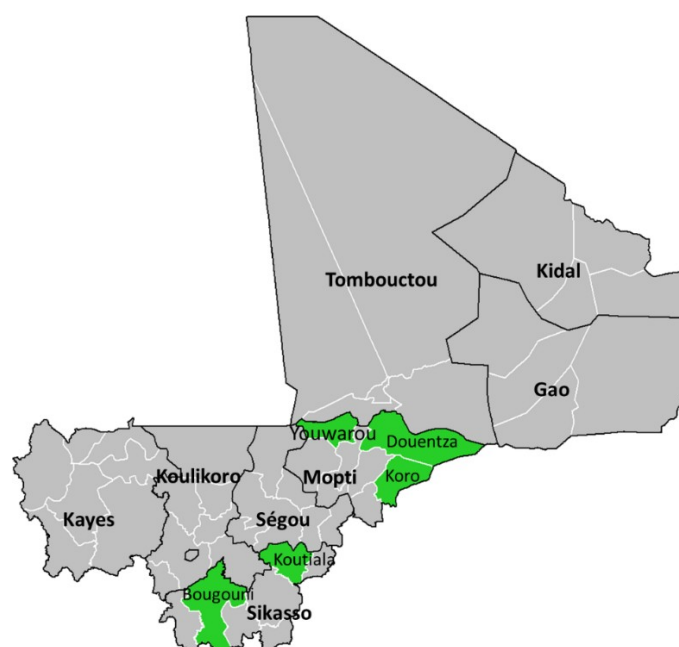
Concernant en particulier le financement du Gouvernement Régional de Navarre (GoN) et du Comité Espagnol de l'UNICEF (Spanish NatCom), le présent projet constitue la continuation d'un précédent financement qui avait couvert la période de Juillet 2011 à Juillet 2014 et qui avait concerné 139 écoles, soit 51 165 élèves et 750 enseignants, dans les régions de Koulikoro et Mopti (sur un total de 885 écoles couvertes par le programme pour la même période, représentant 11% du total).

Présentement, le programme WASH à l'école continue et touche, tous bailleurs confondus, un total de 950 écoles dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Mopti (CPD depuis début 2015). Le projet en question touchant 145 écoles représente donc 15% du total des écoles du programme.

B.1.3. Zones d'intervention

Les 145 écoles ciblées par le programme sont réparties dans 18 communes des cercles de Youwarou, Koro et Bandiagara dans la région de Mopti et des cercles de Bougouni et Koutiala dans la région de Sikasso. La liste des écoles est en annexe 6.

Figure 1 : Carte du Mali et des zones géographiques couvertes par le projet



B.1.4. Résultats visés

L'objectif global du programme est le suivant : « Les filles et les garçons du Mali ont accès à un environnement d'apprentissage propice à l'amélioration des résultats en matière d'éducation et de santé. »

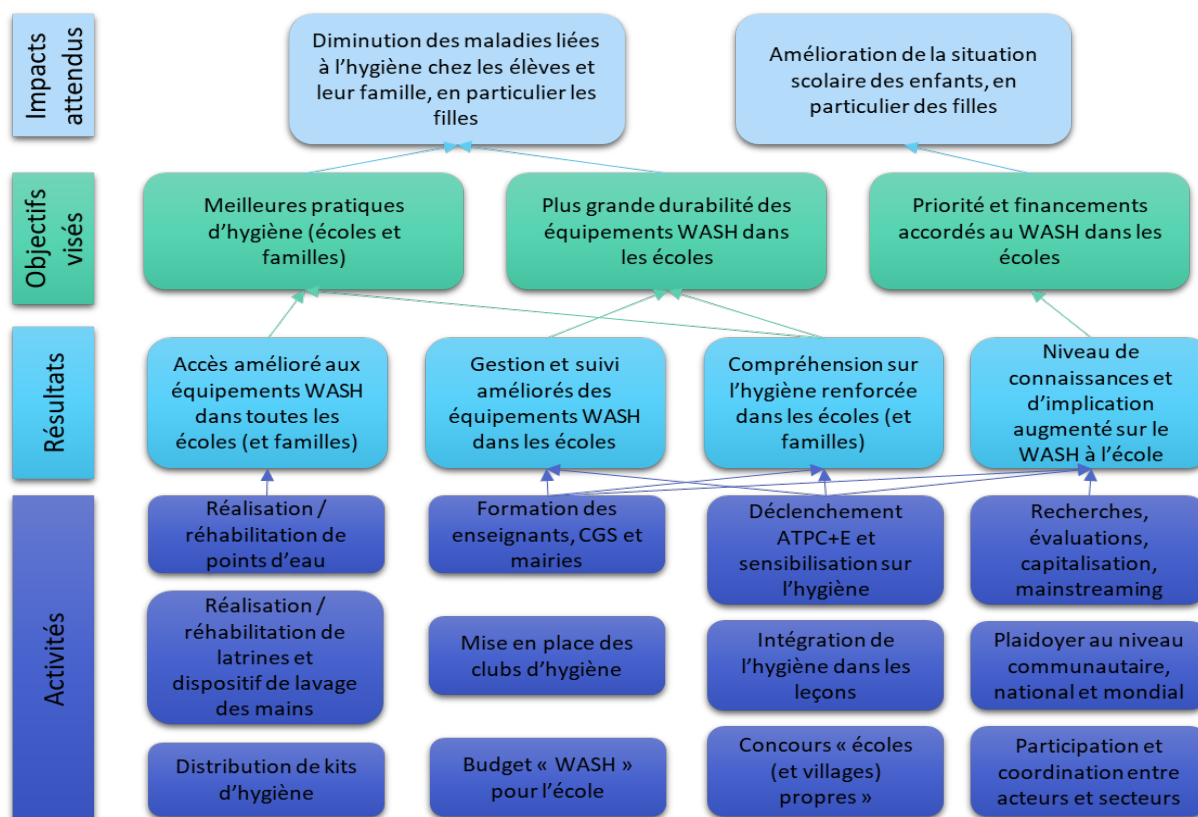
Celui-ci est décomposé en trois objectifs spécifiques et six résultats attendus comme indiqué dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Objectifs spécifiques et résultats attendus du programme

Objectif spécifique 1	Assurer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les écoles, conformément aux normes WASH dans les écoles.
Résultat 1.1	Il y a suffisamment d'eau de bonne qualité dans l'enceinte de l'école pour boire, se laver les mains, le lavage anal et nettoyer les installations conformément aux normes WASH-in-School.
Résultat 1.2	Des toilettes suffisantes, accessibles, privées, sûres, propres et culturellement appropriées sont mises à la disposition des écoliers et du personnel selon les normes WASH-in-School.
Objectif spécifique 2	Contribuer à l'adoption de comportements positifs en matière d'hygiène dans les écoles et dans la communauté.
Résultat 2.1	Des dispositifs de lavage des mains et du savon sont disponibles dans chaque école grâce à l'approche d'auto-apvisionnement.
Résultat 2.2	Les comportements positifs en matière d'hygiène, y compris l'utilisation et l'entretien corrects et obligatoires des installations, sont systématiquement encouragés parmi le personnel et les écoliers.
Objectif spécifique 3	Améliorer la gouvernance scolaire en mettant l'accent sur la capacité du personnel, de la direction de l'école, des parents et des communautés.
Résultat 3.1	Renforcement de la capacité des enseignants, du comité de gestion de l'école et des organismes partenaires d'exploitation et de maintenance des services à long terme sur le plan financier et technique.
Résultat 3.2	Amélioration de la gouvernance scolaire par l'AEPHA dans les comités de gestion des écoles.

B.1.5. Théorie du changement du programme évalué

Figure 2 : Théorie du changement



La théorie du changement ci-dessus est celle élaborée au démarrage du programme. Cependant, nous pouvons noter qu'en pratique, elle a été légèrement modifiée concernant certaines activités (voir ci-dessous).

B.1.6. Activités prévues

Tableau 2 : Activités prévues par le projet

N°	Activités
1	Réalisation/réhabilitation de points d'eau
2	Réalisation/réhabilitation de latrines et dispositifs de lavage des mains
3	Distribution de kits d'hygiène
4	Formation des enseignants, CGS et mairies
5	Mise en place des clubs d'hygiène
6	Budget « WASH » pour l'école
7	Déclenchement Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)+E et sensibilisation sur l'hygiène
8	Intégration de l'hygiène dans les leçons
9	Concours « écoles (et villages) propres »
10	Recherches, évaluations, capitalisation, mainstreaming
11	Plaidoyer au niveau communautaire, national et mondial
12	Participation et coordination entre acteurs et secteurs

Certains changements ont eu lieu dans la mise en œuvre du projet concernant les activités initialement prévues : En effet, les kits d'hygiène ne sont plus distribués, mais les Comités de Gestion Scolaire (CGS), les associations de femmes et les communautés sont sensibilisées et formées à s'auto-provisionner en équipements et intrants d'hygiène pour favoriser la durabilité des résultats en termes d'accès à ces équipements.

De plus, les activités de recherches, évaluations, capitalisation et intégration ont surtout consisté en la présente évaluation et quelques ateliers de capitalisation.

B.1.7. Hypothèses et risques identifiés

Les 2 propositions au bailleur élaborées par l'UNICEF ne mentionnent pas les hypothèses et risques identifiés au moment du montage du projet. Toutefois l'analyse de ces documents permet de dégager les constats suivants en termes d'hypothèses et risques :

Tableau 3 : Risques et hypothèses du projet

Hypothèse	Risque associé
D'autres bailleurs pourront continuer à soutenir le programme pour co-financer certaines activités (notamment upstream)	L'absence ou la diminution du financement global du programme pourrait mettre en danger l'atteinte des objectifs du projet.
Les contrats avec les prestataires (entreprises de travaux, bureaux de contrôle et ONG d'intermédiation sociale) vont permettre la mise en œuvre des activités dans les délais.	Des retards dans la mise en œuvre des activités (notamment pour les entreprises) dus aux délais dans la passation des marchés ou autres Un décalage entre activités hard et soft
Le Ministère de l'éducation ainsi que les autres acteurs institutionnels sont collaboratifs et exercent leurs rôles dans le cadre du projet	Des difficultés à avoir des interlocuteurs clairs et permanents au sein des ministères techniques et les lenteurs bureaucratiques pourraient engendrer des blocages ou retards dans l'exécution des activités

B.1.8. Modalités de mise en œuvre et acteurs impliqués

La construction des infrastructures WASH dans les écoles est assurée par des entreprises de travaux recrutées par l'UNICEF, contrôlées par un bureau d'études et les services techniques régionaux et locaux. Les activités d'intermédiation sociale sont mises en œuvre par des ONG nationales et une ONG internationale déployées sur le terrain. Ces deux volets construction et intermédiation sociale sont suivis par les spécialistes WASH de l'UNICEF basés à Bamako et dans les deux capitales régionales de Sikasso et Mopti. Le suivi-évaluation-capitalisation-plaidoyer est animé par l'équipe WASH de l'UNICEF à Bamako.

B.1.9. Synthèse graphique de la logique d'intervention

Tableau 4 : Synthèse de la logique d'intervention

Contexte	Objet	Bénéficiaires	Résultats attendus
<p>Contexte socio-politique :</p> <p>Au Mali, l'accès à l'eau et l'assainissement est un droit fondamental de l'enfant</p> <ul style="list-style-type: none"> - 49% des écoles au Mali ne possèdent pas un point d'eau amélioré et fonctionnel - Moins de 16% des écoles ont accès à des latrines améliorées, séparées, fonctionnelles, accessibles et suffisantes ; - 17% des écoles ne disposent d'aucun outil de lavage des mains ; - 93% des écoles ne pratiquent pas de sessions d'éducation sur la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM). 	<p>Élaboration d'un plan stratégique de promotion de l'éducation à l'hygiène en milieu scolaire</p>	<p>Du programme WASH tous bailleurs confondus :</p> <p>1 626 écoles, soit 470 000 enfants et 10 000 enseignants</p> <p>Concernant en particulier le financement du Gouvernement Régional de Navarre (GoN) et du Comité Espagnol pour l'UNICEF (Spanish NatCom)</p> <p>139 écoles, soit 51 165 élèves et 750 enseignants, dans les régions de Koulikoro et Mopti (de 2011 à 2014)</p> <p>950 écoles dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Mopti (CPD depuis début 2015).</p> <p>Le projet en question touchant 145 écoles représente donc 15% du total des écoles du programme.</p>	<p>R 1.1 Il y a suffisamment d'eau de bonne qualité dans l'enceinte de l'école pour boire, se laver les mains, le lavage anal et nettoyer les installations conformément aux normes WASH-in-School.</p> <p>R.1.2 Des toilettes suffisantes, accessibles, privées, sûres, propres et culturellement appropriées sont mises à la disposition des écoliers et du personnel selon les normes WASH-in-School.</p> <p>R.2.1 Des dispositifs de lavage des mains et du savon sont disponibles dans chaque école grâce à l'approche d'auto-provisionnement.</p> <p>R.2.2 Les comportements positifs en matière d'hygiène, y compris l'utilisation et l'entretien corrects et obligatoires des installations, sont systématiquement encouragés parmi le personnel et les écoliers.</p> <p>R.3.1 Renforcement de la capacité des enseignants, du comité de gestion de l'école et des organismes partenaires d'exploitation et de maintenance des services à long terme sur le plan financier et technique.</p> <p>R.3.2 Amélioration de la gouvernance scolaire par l'AEPHA dans les comités de gestion des écoles.</p>

B.2. But, Objectifs et Portée de l'évaluation

B.2.2 But de l'évaluation

L'évaluation a eu deux buts : la redevabilité et l'apprentissage. Les conclusions et recommandations de cette évaluation pourraient être utiles au ministère de l'Éducation et des ministères en charge de la santé, eau et assainissement en tant qu'outil d'aide à la décision dans le cadre de l'évolution de leur politique sectorielle et permettront à UNICEF de bénéficier, pour les diffuser, des meilleures pratiques et du retour d'expérience.

B.2.1. Objectifs de l'évaluation

Selon les Termes de référence, « *L'objectif de l'évaluation est de déterminer, par une méthode d'évaluation bien définie, la pertinence des résultats et de l'impact du projet réalisé dans les écoles des régions de Sikasso et Mopti qui ont bénéficié d'un financement principal du Gouvernement de Navarre à travers le Comité national espagnol pour l'UNICEF, sur la période Mars 2014 – Décembre 2017.*

Cette évaluation permettra d'estimer le bien-fondé et la valeur du programme, sur la base des critères recommandés par le Comité de l'Aide au Développement de l'OCDE (pertinence, efficacité, impact, durabilité), selon la demande du Comité espagnol pour l'UNICEF et avec une perspective sur le genre et les droits de l'Homme conforme à la philosophie de l'UNICEF. L'évaluation renforcera ainsi la redevabilité de l'UNICEF auprès de son donateur mais aussi de ses bénéficiaires, auxquels les résultats seront restitués. »

Cette évaluation, qui intervient quatre ans après la précédente évaluation du programme WASH à l'école de l'UNICEF Mali, permettra aussi d'apprécier les évolutions depuis 2014.

L'objectif de l'évaluation en particulier et les Termes de Références en général n'ont subi aucune modification au cours de l'évaluation en dehors de l'ajout des critères d'Équité & inclusion et environnement.

B.2.3 Portée de l'évaluation

Portée thématique

L'évaluation couvre le projet WASH de l'UNICEF financé par le gouvernement de Navarre. Elle concerne toutes les activités WASH décrites précédemment et menées aussi bien au niveau National, sous national que communautaire.

Portée géographique

Les zones géographiques couvertes sont celles du programme, elles sont représentées sur la carte au chapitre B.1.3. Il s'agit des cercles de Koro, Youwarou et Douentza dans la région de Mopti et des cercles de Bougouni et Koutiala dans la région de Sikasso au Mali.

La collecte de donnée a concerné un nombre restreint de 22 complexes scolaires sur l'ensemble des 145 écoles suivies par l'UNICEF dans le cadre du programme WASH à l'école.

Portée chronologique

L'évaluation couvre toutes les activités mise en œuvre par le projet WASH de l'UNICEF financé par le gouvernement de Navarre sur la période entre Mars 2014 et Décembre 2017.

B.3. Méthodologie de l'évaluation

a) Critères d'évaluation

Conformément aux termes de références, l'évaluation a suivi les critères d'évaluation retenus par l'OCDE/CAD ainsi que deux critères additionnels d'intérêt prioritaire pour l'UNICEF. Les critères utilisés étaient les suivants :

Critère	Définition
Pertinence, cohérence	Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement correspondent aux attentes des bénéficiaires, aux besoins du pays, aux priorités globales, aux politiques des partenaires et des bailleurs de fonds. Rétrospectivement, la question de la pertinence consiste souvent à s'interroger sur le fait de savoir si les objectifs de l'action ou sa conception sont encore appropriés compte tenu de l'évolution du contexte.
Efficience	Mesure selon laquelle les ressources (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon économe.
Efficacité	Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative. Ce terme est également utilisé comme système de mesure globale (ou comme jugement) du mérite et de la valeur d'une activité.
Impact	Effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non. La mesure de l'impact peut aussi impliquer une réflexion sur la capacité des gains à compenser pour les pertes. Par exemple, si l'évaluation relève l'apparition de risques.
Durabilité	Continuation des bénéfices résultant d'une action de développement après la fin de l'intervention. Probabilité d'obtenir des bénéfices sur le long terme. Situation par laquelle les avantages nets sont susceptibles de résister aux risques.
Equité & Inclusion	Mesure dans laquelle les interventions de l'UNICEF ont impliqué et bénéficié aux plus vulnérables : les enfants, les femmes, les personnes âgées ou handicapées, les plus démunis.
Respect de l'environnement	Mesure dans laquelle les interventions de l'UNICEF n'ont pas eu d'impact négatif sur l'environnement ou ont contribué à l'améliorer.

b) Questions d'évaluation

Comme demandé dans les Termes de Référence (TDR) et pour pouvoir identifier les évolutions depuis 2014, nous avons utilisé les mêmes questions évaluatives que l'évaluation précédente du même programme. Certaines questions ont toutefois été légèrement amendées pour plus de clarté, d'autres ont été ajoutées pour couvrir les critères d'évaluation supplémentaires. La version légèrement amendée et complétée de la matrice évaluative a été discutée et validée par l'UNICEF avant la soumission du rapport de démarrage. Les éléments de matrice d'évaluation sont présentés dans la section des constats pour chaque critère afin de présenter les méthodes et outils de collecte de données utilisés pour arriver à chaque constat.

Tableau 5 : Critères et questions de l'évaluation

Critère	Questions d'évaluation principales
Pertinence, cohérence	<p><u>Logique d'intervention</u> : La logique d'intervention du programme WASH à l'école est-elle cohérente ?</p> <p><u>Bonnes pratiques</u> : Le programme a-t-il su intégrer les derniers développements et innovations dans le domaine ?</p> <p><u>Sensibilité aux besoins</u> : Le programme a-t-il pu satisfaire les préoccupations des différentes catégories de bénéficiaires et partenaires ?</p>

Efficienc	<u>Utilisation des fonds</u> : Les ressources ont-elles été utilisées de manière efficiente ? Que peut-on dire de la Gestion administrative et financière du programme ?
Efficacité	<u>Qualité et conformité</u> : La mise en œuvre sur le terrain a-t-elle été en ligne avec ce qui été prévu ? <u>Suivi et coordination</u> : Quelle a été l'efficacité des activités de coordination, de suivi, évaluation et capitalisation ?
Impact	<u>Ressenti interne</u> : Quels sont les impacts qui ont été perçus par les différents acteurs du programme ? <u>Ressenti externe</u> : Les écoles du programme ont-elles suscité un intérêt particulier ?
Durabilité	<u>Appropriation</u> : La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de durabilité ? <u>Mise à l'échelle</u> : La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de mise à l'échelle ?
Equité & Inclusion	Dans quelle mesure le programme prend en compte les besoins spécifiques des personnes vulnérables ?
Respect de l'environnement	Le programme a-t-il intégré des préoccupations concernant l'environnement ?

c) *Approche d'évaluation et méthodes de collecte des données*

Cette évaluation s'appuie sur une approche non-expérimentale, hautement participative et orientée vers l'utilisation. Elle a utilisé les méthodes mixtes (quantitatives et qualitative), notamment : (i) la revue documentaire, (ii) entretiens avec les informateurs clés, (iii) discussions de focus groupe, et (iv) observations sur le terrain.

L'évaluation a consisté de 3 phases :

- **Une 1^{ère} phase** de revue bibliographique et préparation de la matrice évaluative et des outils d'enquête (guides d'entretien, questionnaires, grilles d'observation)

Les outils de terrain ont été élaborés dans le but de couvrir les indicateurs évaluatifs pertinents, notamment concernant l'impact du projet sur les écoles et les bénéficiaires et leur durabilité potentielle. Il s'agissait aussi d'évaluer l'atteinte des résultats sur le terrain ainsi que la prise en compte des aspects transversaux que sont l'équité et l'environnement.

Les outils mobilisés pour chaque indicateur évaluatif sont indiqués dans la matrice et dans le paragraphe méthodologique des résultats de chaque critère. Pour rendre les informations plus disponibles, la partie de la matrice d'évaluation correspondant à chaque critère est présentée dans la section des constats.

Les documents qui ont été utilisés sont listés en annexe G.3, ils sont principalement issus de l'UNICEF Mali.

- **Une 2^{ème} phase** de collecte de données à travers les entretiens qualitatifs avec les personnes-ressource et les visites terrain au niveau des écoles.

Lors de la mission des évaluatrices internationales, 21 personnes ont été interviewées à Bamako. Il s'agit de l'équipe UNICEF, des directions du ministère de l'éducation, des ONG et des entreprises de mise en œuvre (bureaux d'études et entreprises de construction), d'autres ONG œuvrant dans le sous-secteur, de la DNH et de la DNACPN. Leur liste est en annexe G.4., la grille d'entretien utilisée est en annexe G.7.

La préparation de l'enquête terrain a fait l'objet d'une journée de formation incluant une base théorique et la revue collective des outils avec explications, suivie d'une journée de pilote à Bougouni où ces outils ont été testés en conditions réelles. Suite à ces deux jours, ils ont été légèrement améliorés avant la collecte des données sur le terrain. L'expert

national a supervisé l'enquête tout en effectuant des entretiens qualitatifs et des visites d'écoles.

L'ensemble des régions et cercles du projet dan ont été ciblées. Lors de la collecte des données sur le terrain 22 écoles (14% du total des écoles appuyées par le projet) ont été visitées. Ces 22 écoles ont été tirées aléatoirement dans la liste complète des écoles et sont réparties dans les 4 académies du programme. Seul un cercle a été écarté pour raison de sécurité. Les participants des discussions et des focus groupes ont été identifiés systématiquement et ou pas possible par convenance.

Les écoles visitées ont fait l'objet d'intervention à des dates différentes en fonction de leur cercle :

Tableau 6 : Ecoles visitées par cercle et années d'intervention

Région / Cercle	Nombre d'écoles	Date de fin d'intervention dans toutes les écoles du cercle
Mopti	12	
Bandiagara	5	Janvier 2018
Koro	5	Décembre 2016
Youwarou	2	Décembre 2016
Sikasso	10	
Bougouni	6	Décembre 2015
Koutiala	4	Janvier 2015
Total général	22	

Les visites des écoles ont permis de réaliser les activités de collecte des données suivantes :

Tableau 7 : Activités de collecte des données réalisées dans les écoles

Activité	Nombre	Observation
Entretien avec le directeur	22	
Entretien collectif avec le CGS	21	Un CGS était en charge de deux écoles voisines
FGD avec les membres d'une association de parents d'élèves	20	Dans deux écoles il n'y avait aucune association de parents d'élèves
FGD avec les élèves du club d'hygiène	15	Dans 7 écoles les clubs d'hygiène n'étaient plus actifs
FGD avec des jeunes filles	17	Certaines contraintes logistiques n'ont pas permis de tenir ces FGD dans toutes les écoles
Observations	22	

Les outils utilisés (questionnaire directeur, questionnaire CGS, grille d'observation, grilles de focus groupe) sont présentés en annexe G.7.

De plus, les visites sur le terrain ont permis de rencontrer et interviewer 24 personnes impliquées en région : 6 communes, 11 services techniques au niveau des cercles, 7 au niveau des régions en utilisant la grille d'entretien en annexe G.7.

Figure 3 : Photos de rencontres dans les écoles



Rencontre avec les membres du CGS de l'école de Médina-Coura à Koutiala



Entretien avec le CGS de l'école de Sirou, cercle de Bandiagara, Région de Mopti



Rencontre avec quelques parents d'élève à Dougouni (cercle de Bougouni)



Rencontre avec le personnel de l'école de Sirou, cercle de Bandiagara, Région de Mopti



Entretien d'une Enseignante avec les élèves filles de l'école de ObDougounina B à Bougouni



Entretien avec les filles de l'école Marfatoul Nouroul Islam, cercle de Bandiagara, Région de Mopti

- **Une 3^{ème} phase** d'analyse des données et de rédaction du rapport

Les données qualitatives récoltées à Bamako ont été synthétisées par les évaluatrices internationales, les données qualitatives récoltées dans les régions et dans les écoles ont été synthétisées par l'évaluateur national. Les données quantitatives ont été saisies dans des bases de données Excel et analysées statistiquement, majoritairement en tris à plat et croisés. Elles ont été triangulées avec les informations issues de la revue documentaire et des entretiens qualitatifs. Les performances du programme ont été comparées aux résultats de l'évaluation précédente, aux standards internationaux selon l'expérience des consultantes et à ce qui était prévu dans les documents initiaux. Enfin, une fois toutes les informations et

données collectées et revues, les consultants ont procédé à la rédaction du présent rapport.

L'évaluation s'est déroulée entre début avril et fin mai 2018 selon le chronogramme qui figure en Annexe G.2.

d) Principes et conduites éthiques de l'évaluation

L'évaluation a été réalisée selon les principes éthiques et les normes définis par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation :

L'équipe d'évaluation a respecté un cadre éthique pour l'interview des participants à l'évaluation en laissant les répondants choisir de répondre ou non aux questions (autodétermination), en respectant leur dignité et la confidentialité de leur propos (pour les citations dont les auteurs sont cités, l'évaluation a demandé leur accord aux personnes concernées)

L'évaluation a suivi les règles éthiques de l'UNICEF pour la recherche avec les enfants, et celles appliquées en général au Mali. Les élèves ont été interrogés sous forme de focus groupes, donc pas individuellement, ils ont été choisis au hasard. Au début de chaque focus groupe, il était indiqué aux enfants qu'ils n'étaient pas obligés de répondre. Les informations ont été collectées de manière anonyme. Les groupes de discussions duraient moins de 20 minutes et avaient lieu dans un lieu calme de l'enceinte de l'école, les efforts à fournir par les élèves étaient donc très limités. En échange, les élèves ont reçu un petit gouter.

- **Anonymat et confidentialité** : L'évaluation a tenu à respecter les droits des personnes qui fournissent des informations, en garantissant leur anonymat et la confidentialité.
- **Responsabilité** : L'ensemble de l'équipe confirme et endorse les résultats présentés dans ce rapport, qui a été largement discuté avec l'UNICEF et les autres parties prenantes.
- **Intégrité** : Le rapport met en évidence les questions qui ne sont pas expressément mentionnées dans les TdR, afin d'obtenir une analyse plus complète du programme.
- **Indépendance** : L'équipe de consultant était indépendante vis-à-vis du programme examiné, et n'a pas été associé à sa gestion, mise en œuvre ou un autre élément de celle-ci.
- **Incidents** : Les limites relatives à l'évaluation ont été exposées dans ce rapport.
- **Validation de l'information** : Comme détaillée dans la méthodologie, un processus interne et externe de validation des données a été mis en place.
- **Propriété intellectuelle** : En utilisant les différentes sources d'information, lors de la revue documentaire, les sources d'information ont été mentionnées afin de respecter les droits de propriété intellectuelle.
- **Soumission des rapports** : Le rapport a été validé par UNICEF et il n'y a pas eu de sanction pour un motif de retard d'information fournis dans le cadre de ce contrat.

e) Difficultés rencontrées et limites de l'analyse

Le temps imparti à l'évaluation a été limité, puisqu'il s'étend entre début avril et fin mai 2018. De même, le temps imparti pour la collecte des informations sur le terrain a été réduit (2 semaines) tout comme le budget alloué à l'évaluation, ce qui ne permet pas de mobiliser une équipe conséquente d'enquêteurs. Ainsi 22 complexes scolaires ont été ciblés pour réaliser

les visites de terrain, ce qui n'est pas statistiquement représentatif pour tirer des généralités sur l'ensemble des 145 écoles suivies par l'UNICEF dans le cadre du programme WASH à l'école co-financées par le Spanish Natcom.

Néanmoins les entretiens institutionnels sur Bamako et dans les capitales régionales, qui couvrent presque 100% des acteurs de mise en œuvre, permettent de combler ce gap. En plus, le caractère qualitatif de la collecte de données dans les écoles devrait permettre d'aller plus loin dans la recherche des explications autour d'une question. La méthodologie fondée davantage sur l'approche qualitative que quantitative démontrera donc plus des tendances que des réalités statistiques.

Les données de suivi technique et financier disponibles ne sont pas systématiquement désagrégées par projet mais plutôt en fonction des partenaires de mise en œuvre, ce qui risque de compliquer les analyses sur l'efficacité et l'efficacités.

C. Constats et Conclusions préliminaire (par critère)

Cette section présente les constats et conclusions préliminaires de l'évaluation, regroupés par critère d'évaluation. L'équipe d'évaluation a répondu à toutes les questions évaluatives et a numéroté tous les paragraphes concernant les constats. Les conclusions préliminaires, qui ont été numérotées aussi, sont éparpillées tout au long du texte et dument encadrées. Afin d'assurer la pertinence et crédibilité des conclusions préliminaires, l'équipe d'évaluation a référencié les numéros exacts des paragraphes des constats sur lesquelles se fonde chacune dédites conclusions

C.1. Pertinence

Définition du critère pertinence : Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement correspondent aux attentes des bénéficiaires, aux besoins du pays, aux priorités globales, aux politiques des partenaires et des bailleurs de fonds.

Question évaluative	Sous-question	Outils mobilisés / sources d'information
Logique d'intervention : La logique d'intervention du programme WASH à l'école est-elle cohérente ?	Le programme s'aligne-t-il sur le Plan Stratégique de Promotion de l'Education à l'Hygiène en Milieu Scolaire ? Et sur les politiques et stratégies nationales en général ?	<ul style="list-style-type: none"> • Etude du PSPEHMS
	Le programme contribue-t-il à renforcer le cadre réglementaire ?	<ul style="list-style-type: none"> • Entretiens avec les acteurs du secteur
	Le programme, dans sa conception (activités et réalisations), est-il bien approprié et adéquat pour atteindre les objectifs poursuivis ? Y a-t-il eu des changements dans la conception et/ou dans les activités depuis la précédente évaluation ?	<ul style="list-style-type: none"> • Etude du cadre logique • Etude de Présentation du programme • Guides d'intervention
	Certaines interventions ont-elles été omises alors qu'elles permettraient d'atteindre plus sûrement les objectifs poursuivis ?	<ul style="list-style-type: none"> • Etude du document de projet • Etude des rapports narratifs • Revue de la littérature
	Certaines interventions ont-elles été ajoutées afin de permettre d'atteindre plus sûrement les objectifs poursuivis ?	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des rapports narratifs • Entretiens avec les sections WASH et Education UNICEF
Bonnes pratiques : Le programme a-t-il su intégrer les derniers développements et innovations dans le domaine ?	Dans quelle mesure le programme a-t-il su prendre en compte l'expérience d'autres partenaires au développement et les meilleures pratiques d'autres pays ?	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des expériences du consultant • Entretien avec la section WASH UNICEF • Etude de la littérature
	Dans quelle mesure le programme reflète-t-il les derniers développements de la recherche dans le domaine ?	<ul style="list-style-type: none"> • Etude des documents de capitalisation • Revue de la littérature récente disponible en français et anglais sur le WASH à l'école • Entretien UNICEF
Sensibilité aux besoins : Le	Le programme répond-il correctement aux besoins	<ul style="list-style-type: none"> • Etude des documents de projet • Entretien avec la section WASH

programme a-t-il pu satisfaire les préoccupations des différentes catégories de bénéficiaires et partenaires ?	prioritaires et attentes des bénéficiaires (élèves, enseignants, CGS, parents d'élèves, etc.)?	UNICEF <ul style="list-style-type: none"> • Entretiens avec les directeurs, les enseignants et les Clubs d'Hygiène
	Le programme répond-il correctement aux besoins prioritaires et attentes des partenaires de mise en œuvre (communes, services techniques, ONG, prestataires de travaux, etc.)?	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des documents de projet • Entretien Ministère de l'éducation Koulikoro/Mopti • Entretiens avec les ONG et prestataires de travaux
	Le programme a-t-il donné lieu à une implication suffisante des bénéficiaires et des partenaires ?	<ul style="list-style-type: none"> • Entretiens avec l'UNICEF • Entretiens avec les partenaires • Entretiens avec les bénéficiaires • Analyse des rapports d'activités • Analyse des PCA, DAO

a) *La logique d'intervention du programme WASH à l'école est-elle cohérente ?*

❖ **Alignement et cadre réglementaire**

A.1.1. "Le programme s'aligne-t-il sur le Plan Stratégique de Promotion de l'Education à l'Hygiène en Milieu Scolaire ? Et sur les politiques et stratégies nationales en général ? Le programme contribue-t-il à renforcer le cadre réglementaire ?"

Le programme est aligné sur le Plan Stratégique de Promotion de l'Education à l'Hygiène en Milieu Scolaire (PSPEHMS) et sur les politiques et stratégies nationales, et contribue également à renforcer le cadre réglementaire.

En effet, en 2011, l'UNICEF a été lui-même à l'origine de l'élaboration du PSPEHMS, dont la première édition couvrait une durée de cinq ans entre 2011 et 2015. Ce plan a été la référence pour le secteur, bien qu'il n'eût pas été officiellement validé à l'époque. **En 2017, l'UNICEF a appuyé la Direction Nationale de l'Education Fondamentale (Ministère de l'Education) - DNEF pour la mise à jour du plan et l'élaboration de la deuxième édition couvrant les 5 prochaines années (2018-2022).** Les principaux changements concernent l'introduction des aspects liés à l'hygiène menstruelle. Le plan a obtenu la validation technique lors d'un atelier qui a eu lieu en mars 2018, et a obtenu la validation politique qui a eu lieu le 4 mai 2018. Afin de suivre le processus de mise à jour du Plan, un **"Comité Technique de suivi des études menés sur le WASH à l'école"** a été créé par **Décision Ministérielle** du 13 Juillet 2016 signé par le Ministre de l'Education. Ce comité multi-acteurs, piloté par la DNEF, regroupe les différentes Directions et Cellules au sein du MEN concernées par la thématique (DNEF, Direction Nationale de la Pédagogie (Ministère de l'Education)-DNP, Direction Nationale de l'Enseignement Normal -DNEN, Cellule de Planification et de Statistique (Ministère de l'Education)CPS-MEN, Direction des Finances et du Matériel -DFM, Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration de l'Education - CADDE, Centre National des Cantines Scolaires -CNCS) ainsi que le Ministère en charge de l'Assainissement (DNACPN), le Ministère en Charge de la Santé (DNS), le Ministère en charge de l'hydraulique (DNH) et la CPS-Eau, ainsi que 4 partenaires à savoir : UNICEF, CARE, REHA et Wateraid.

Témoignage : « *Bien sûr que le programme WASH à l'école de l'UNICEF est aligné avec le cadre réglementaire national : nous avons élaboré la stratégie ensemble !* » (Haut fonctionnaire de la DNACPN). « *Les normes et standards de qualité pour le WASH à l'école ? C'est l'UNICEF qui en a appuyé l'élaboration* ». (Haut fonctionnaire de la DNEF)

En plus du PSPEHMS, l'Unicef a également contribué à renforcer le cadre réglementaire à travers l'élaboration des "Normes et standards pour améliorer la qualité de l'enseignement fondamental au Mali" (Avril 2016). Ce document soutenu par la section Education de l'UNICEF, inclut de nombreux éléments concernant le WASH à l'école, comme par exemple l'exigence d'un point d'eau par école, de latrines pour les enseignants, etc. Le document en soi n'introduit pas de nouvelles normes mais fait une consolidation des normes existantes, dont une partie se trouve dans le manuel du MEN de 1990. Pour le point de lavage de mains, le document fait référence aux « Normes, spécifications techniques, plans et photos pour les écoles » de UNICEF 2014-2015. Il en est de même pour les normes de construction des latrines, où on renvoie aux normes et spécifications techniques. Ces normes UNICEF sont donc devenues la référence nationale car adoptées comme annexe au plan stratégique WASH à l'école nouvellement validé.

Un autre élément important dans ce contexte est le travail mené avec la DNP pour l'introduction **des modules WASH dans la formation des maîtres auprès des IFM**.

Ce travail a démarré fin 2014 avec l'élaboration d'un guide de formation des maîtres, et s'est poursuivi avec la validation de ce guide mi-2015 et la formation de 160 maîtres (23% du total) regroupés en 4 pôles régionaux fin 2015. En 2016-2017 il était prévu de poursuivre ces formations pour couvrir la totalité des maîtres, mais des retards administratifs au niveau de la DNP ont empêché de mettre en œuvre ces formations, reprogrammées pour 2018. Fin 2017 a été également obtenue la validation politique du programme, avec l'inclusion officielle de ces modules dans le curriculum scolaire en début 2018 (il a fallu attendre la révision officielle générale du programme des Institut de Formation des Maîtres-IFM pour pouvoir l'inclure).

Enfin, un dernier appui de l'UNICEF au cadre réglementaire concerne le soutien à la CPS-MEN pour la collecte des données, l'amélioration et l'introduction des indicateurs spécifiques WASH à l'école dans l'annuaire statistique du Ministère. Ce travail avait démarré depuis 2011 avec l'introduction dans la fiche de collecte de données de 2 indicateurs sur la présence de points d'eau et de latrines dans les écoles. Cela n'étant pas suffisant, grâce à l'appui de la section éducation de l'UNICEF, une ultérieure révision de cette fiche a été acceptée par la CPS pour rajouter d'autres indicateurs tels que la présence de bornes fontaines, l'aspect genre (séparation hommes-femmes des latrines), etc. L'UNICEF a ainsi appuyé en mars-juin 2017 une collecte d'indicateurs appelé enquête WINS (WASH-in-School). Désormais ces indicateurs sont censés être collectés chaque année par la CPS pendant leur exercice annuel de campagne statistique.

A noter que pour travailler sur tous ces aspects « upstream » (renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du WASH à l'école), l'UNICEF est passé par un partenariat avec le Réseau des ONG nationales pour l'hygiène scolaire (REHA). C'est effectivement à travers le REHA que ces activités susmentionnées ont été menées, ainsi que des **activités transversales de plaidoyer et de renforcement des capacités** (tels que deux formations

Figure 4: Article concernant une réunion de suivi du PSPEHMS, paru dans le journal malien l'Essor



organisées à Ségou en juin 2017 et mars 2018, sur les outils Participatory Hygiene and Sanitation Transformation- PHAST et sur le WASH à l'école, en plus de quelques ateliers et rencontres organisés à Bamako).

Malgré toutes ces avancées sur le plan réglementaire, certaines faiblesses au niveau « upstream » / « enabling environment » persistent. On peut mentionner notamment :

- Le PSPEHMS est un outil stratégique fondamental mais sa mise en œuvre nécessite d'un côté l'élaboration de Plans Opérationnels ; de l'autre côté, la recherche de fonds pour sa mise en œuvre. Le budget est consistant (52 819 434 000 FCFA, environ 80,6 millions d'euros, pour la 1^o édition du Plan) et pour l'instant aucun partenaire n'a pris d'engagement pour son financement.
- Le Comité technique mis en place pour suivre la validation du Plan n'a pas vocation à devenir permanent, malgré les bonnes intentions. Son mandat est relatif à la validation de 3 études financées par l'UNICEF. Sa composition est aussi défailante étant donné qu'il n'inclut pas la totalité des partenaires œuvrant dans le domaine (World Vision, USAID, Banque Mondiale, etc.). En plus, son leadership n'est pas vraiment assuré par le Ministère mais plutôt stimulé par le REHA, et le rythme des rencontres est très en deçà des attentes. Cependant, il est à noter que le nouveau plan stratégique validé début mai 2018 prévoit que sa mise en œuvre soit suivie par le comité de pilotage du plan stratégique qui doit être mis en place prochainement.
- Les normes et standards techniques sont une grande avancée pour le secteur. En effet, présentement au Mali, les standards UNICEF sont de plus en plus connus et utilisés. Cependant, jusqu'à il y a peu il n'existait pas de standard national officiel et obligatoire, donc chaque partenaire utilisait ses propres plans-types pour la construction d'ouvrages WASH dans les écoles et ses propres approches concernant le soft. Les standards ont été inclus comme annexes du nouveau plan stratégique validé en mai 2018, ce qui leur donne désormais une reconnaissance de référence nationale.
- Enfin, la connaissance des acteurs étatiques de ce cadre réglementaire et leurs capacités sont encore très faibles leur empêchant d'exercer un vrai rôle de leadership. Au sein du Ministère de l'Education Nationale MEN, les responsabilités sont éparpillées. La DNEF a récemment été désignée comme pilote, cependant, la personne en charge (« point focal UNICEF ») est différente par rapport au « point focal WASH » récemment nommé ; aussi, les interlocuteurs changent fréquemment (ces 2 points focaux n'ont été impliqués que depuis fin 2017 et ne sont pas au courant des antécédents). Au sein de la DNH et de la Direction Nationale de l'Assainissement et de lutte contre les Pollutions et les Nuisances DNACPN, aucun point focal WASH à l'école n'existe. Dans tous les ministères, le départ à la retraite des anciens et le turn-over rapide pénalise la continuité des processus. Les efforts de renforcement des capacités des acteurs étatiques et de divulgation des documents réglementaires semblent encore insuffisants pour faire face aux défis.

❖ Conception (logique d'intervention et activités)

A.1.2. "Le programme, dans sa conception (activités et réalisations), est-il bien approprié et adéquat pour atteindre les objectifs poursuivis ?"

Le programme WASH à l'école de l'UNICEF est un programme très structuré et consolidé qui a bénéficié d'améliorations et d'ajustements au cours des années et a actuellement atteint un niveau de conception très solide. La complémentarité entre activités hard (construction d'ouvrages), activités soft (intermédiation sociale) et activités *upstream* (*enabling environment*) est reconnue pour faciliter l'atteinte des objectifs. En général, les activités sont adéquates pour les résultats attendus.

Témoignage : « Il y a eu une progression de l'approche, qui a beaucoup évolué depuis 2010 : tous les retours des acteurs ont été pris en compte, on a modifié les outils et méthodes, jusqu'à atteindre une version consolidée. (...) On a tellement réfléchi et travaillé sur les améliorations possibles... Par rapport à ce qu'on faisait au début, on l'a vraiment beaucoup amélioré » (WASH officer UNICEF, bureau zonal Mopti)

Témoignage : « Les plans-type de l'UNICEF ont été beaucoup améliorés dans le temps, par exemple, avec les pièges à mouche, le rehaussement du mur-rideau, l'introduction du couronnement etc. (...) Avec l'introduction de la rampe pour les handicapés, UNICEF a amené un plan très innovant dans le secteur, qui comprend plusieurs aspects de la vie : c'est holistique. » (Entreprise de construction de travaux)

Malgré cette solidité, deux faiblesses apparaissent au niveau de la conception. Elles ont été évoquées par plusieurs interlocuteurs et ressortent aussi des analyses des consultants : la durée trop courte des interventions, notamment concernant l'aspect soft, ainsi que le manque d'une intervention plus consistante et stratégique sur le volet *upstream*.

Sur le premier aspect, il est à noter que le programme fait face presque systématiquement à des retards dans la construction des ouvrages, qui sont certes dus à des facteurs conjoncturels, mais aussi en partie dus à une sous-estimation de la durée nécessaire pour les travaux; de l'autre côté l'accompagnement soft, qui est planifié à cheval entre deux années scolaires, semble insuffisant pour accompagner adéquatement les bénéficiaires notamment dans l'utilisation des équipements, étant donné que souvent les contrats des ONG se terminent avant même la fin des travaux.

Sur le deuxième aspect, malgré les très bonnes initiatives menées et les résultats importants obtenus, il y a des faiblesses que nous avons déjà signalées dans le chapitre « alignement » ci-dessus. En général, il manque une stratégie d'ensemble de l'appui à fournir aux ministères sectoriels (ex. une stratégie de plaidoyer bien détaillé et régulièrement mise à jour) afin de renforcer l'institutionnalisation du programme et son passage à l'échelle, ainsi que l'aspect renforcement des capacités qui reste insuffisant.

Enfin, il est à signaler que les efforts de capitalisation et d'amélioration des outils et approches, assez poussés au début du programme, ont été un peu ralentis depuis quelques années ; le staff UNICEF a tendance à se contenter des acquis et considérer que des mises à jour ne sont pas nécessaires ; cependant les entretiens avec les acteurs de mise en œuvre montrent que les outils commencent « à vieillir » et qu'il serait temps de les renouveler (par exemple, Wateraid estime que la boîte à images nécessite des améliorations pour s'adapter au nouveau contexte, et que certains outils devraient être traduits en d'autres langues locales en plus du Bamanankan) ; aussi, certaines nouveautés qui ont été introduites au niveau opérationnel ne sont pas encore répercutés au niveau des outils (par exemple, les améliorations dans les plans de latrines surélevées pour les terrains rocheux).

A.1.3. Certaines interventions ont-elles été omises alors qu'elles permettraient d'atteindre plus sûrement les objectifs poursuivis ?

Sur le volet « hard » :

- Démolition des anciennes latrines

Lors de la précédente évaluation du programme menée en 2014, il avait été constaté que « les anciennes latrines considérées comme non utilisables sont encore utilisées dans plusieurs écoles visitées, le coût de la destruction de ces infrastructures n'étant pas compris dans les contrats des entreprises. » (pg.40). A l'époque cela avait été fait intentionnellement pour laisser la possibilité aux écoles qui le souhaitent de réhabiliter ces latrines à leurs propres frais – ce que certaines ont fait. Toutefois une partie de ces latrines étaient irrécupérables. Cette question n'a pas été résolue depuis, puisque aucun changement n'a été introduit dans les contrats des entreprises dans ce sens, et ce problème persiste. Il faudrait donc introduire cette clause dans les contrats afin d'éviter les risques pour les enfants (risques sanitaires liés à des latrines non-améliorées et risque d'effondrement en cas de latrines non sécurisées). La

question se pose aussi de savoir ce qui se passe avec les latrines temporaires en banco que les écoles sont encouragées à construire par les ONG en attendant la finalisation des travaux. Aucune instruction n'est fournie aux écoles par les acteurs du projet sur l'avenir de ces latrines traditionnelles une fois que les latrines modernes sont finalisées, et il est probable qu'elles continuent à être utilisées en parallèle, avec les risques associés.

- Une différenciation technique liée aux spécificités des sites

Bien qu'une différenciation technique liée aux spécificités des sites concernant les latrines existe dans le Guide des équipements WASH en milieu scolaire, (page 63 et suivante), les plans-type des ouvrages, et notamment des latrines, sont standards dans tous les DAO et contrats des entreprises de construction. Il s'agit de latrines à fosse simple. Cependant, dans la réalité, il apparaît que dans certains sites caractérisés par un terrain rocheux ou inondable, il est plus pertinent de construire des latrines surélevées (ex. dans la zone de la falaise à Mopti, le terrain rocheux très dur empêche de creuser). De fait, les entreprises construisent ces modèles de latrines adéquates, sans que cela soit contractualisé. Or cela engendre non seulement un risque (puisque c'est laissé à la bonne volonté de l'entreprise) mais aussi des surcoûts pour les prestataires qui ne sont pas pris en compte dans le contrat. Il faudrait donc différencier les plans-type selon les zones dès le stade du DAO.

Sur le volet soft :

- Un suivi post projet

Le projet n'inclut actuellement aucune action de suivi post projet (voir paragraphe C.5.2. a) – Durabilité - E.1.1.) Dans le passé, l'UNICEF avait fait une tentative de confier ce suivi aux services techniques (Direction Régionale de l'Hydraulique DRH et Direction Régionale de l'Assainissement et de lutte contre les Pollutions et les Nuisances DRACPN), qui avaient la responsabilité de faire des missions de suivi dans les écoles courant les 6 mois et 12 mois après la fin du projet. Cependant l'UNICEF a constaté que les services techniques ne fournissaient aucune information pertinente sur la situation de ces écoles (les rapports de mission étaient « vides de contenu » selon le staff UNICEF), que ces missions n'apportaient aucune amélioration de la situation dans les écoles et qu'elles étaient donc inutiles. Par conséquent, l'UNICEF a abandonné cette pratique ; et ne l'a pas remplacé par un autre type de suivi. Or, la durée relativement courte des interventions dans chaque école et le décalage temporel entre hard et soft posent de sérieux enjeux de durabilité qui pourraient être en partie surmontés grâce à un suivi post projet effectué par les ONG d'intermédiation sociale. Le relâchement post projet sur le plan des pratiques d'hygiène et le risque important de non-réparation des pannes des points d'eau après la fin du projet sont des réalités reconnues au Mali, et toutes les personnes interviewées reconnaissent que des passages de l'ONG après la fin du projet pourraient limiter sensiblement ces problèmes de durabilité. Alors que le suivi post-projet dans le cadre de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté - ATPC a été reconnu et standardisé par l'UNICEF et les partenaires (y compris avec l'élaboration d'un Guide post-certification au Mali validé par l'Etat), le WASH à l'école est en retard sur ce volet.

Témoignage de l'ONG Action Mopti :

« Longtemps après la fin du projet, on est retourné visiter certaines communautés et on leur a donné des conseils sur comment réparer les PMH qui étaient en panne. Et après notre passage, ils ont suivi nos conseils ! On a ainsi constaté lors d'un 2^o passage peu de temps après, que la grande partie de ces points d'eau étaient à nouveau fonctionnels. »

- Une meilleure implication des ingénieurs des CAP/académies

En général, et comme développé dans la partie « efficacité », les acteurs locaux sont assez bien impliqués dans le projet, notamment grâce aux réunions mensuelles de suivi des travaux et aux réceptions des ouvrages, qui regroupent des personnes des services déconcentrés des ministères de l'éducation, de l'hydraulique et de l'assainissement. Cependant, il semble que les ingénieurs des Académies et CAP, qui sont les personnes responsables des infrastructures

des écoles ne fassent pas partie des acteurs impliqués. Une meilleure implication pourrait pourtant leur permettre de mieux suivre les infrastructures dont ils ont la charge et apporter une compétence technique au suivi.

- Un plus grand focus sur l'hygiène menstruelle

L'hygiène menstruelle est un sujet au sommet de l'agenda des acteurs du secteur au Mali. Presque toutes les personnes interviewées ont mentionné ce sujet comme une préoccupation et/ou comme un chantier en cours. Des nombreux partenaires ont initié des recherches ou des projets pilotes dans ce domaine, même si pour l'instant aucune solution miracle n'a été identifiée. Actuellement, le projet comprend un petit volet « Hygiène menstruelle » dans sa composante « soft ». Il s'agit de la prise en compte de la thématique « Puberté et gestion de l'hygiène menstruelle à l'école » dans la formation des enseignants (activité 7) ; et d'une sensibilisation spécifique sur l'hygiène menstruelle (activité 17) destinée aux acteurs suivants : *À l'école* : directeur, enseignants, club d'hygiène, association des mères d'élèves (si elle existe), élèves filles à partir de 11 ans, et si possible CGS et APE ; *Au village* : comité villageois (d'assainissement), membres de la MJT, relais communautaire, associations de femmes et de jeunes, et si possible chef du village et chef religieux. Les outils existants comprennent :

- Module et guide du professeur d'IFM sur le WASH et l'hygiène menstruelle
- Boîte à image sur l'hygiène menstruelle
- Questionnaires « Fausses croyances et réalités sur la menstruation »
- Livret d'information sur l'hygiène menstruelle en français et en bambara

Cependant, les acteurs interviewés estiment que les informations fournies dans ces outils et à travers ces activités restent trop synthétiques / superficielles pour permettre de résoudre réellement la question, et qu'aucune solution concrète n'est proposée pour les jeunes filles sur la façon de gérer leurs équipements hygiéniques sales lorsqu'elles sont à l'école. En plus, aucun dispositif hard ou équipement n'est associé à ce volet, alors qu'on parle de plus en plus dans le secteur du besoin d'avoir des latrines « équipées » ou « adéquates » à la gestion de l'hygiène menstruelle. En fait, le thème de l'hygiène menstruelle a été au cœur des débats sur la mise à jour du Plan Stratégique et au cœur des échanges lors des formations du REHA, mais l'UNICEF n'a pas encore à ce jour capitalisé sur les expériences dans ce domaine pour consolider sa stratégie (voir A.2.1.). Or une expérience qui mériterait d'être creusée, par exemple, a été relatée par la DNACPN et concerne un groupement de femmes mobilisé dans le cadre du programme UNICEF. Celles-ci ont pu acheter et offrir à une école des rouleaux de coton pour l'hygiène menstruelle des filles (serviettes hygiéniques en matériel local, réutilisable après lavage).

Sur le volet upstream :

- Un plaidoyer stratégique de haut niveau

Bien que le Plan Stratégique et les normes et standards soient un pas en avant dans le cadre réglementaire, le « WASH à l'école » revêt toujours une importance très limitée dans l'agenda des Ministères sectoriels, et ne fait pas partie des objectifs stratégiques affirmés dans les documents-cadres du secteur, qui attribuent actuellement une part très limitée voire inexistante à la thématique. Le WinS est déjà intégré dans le document d'opérationnalisation de la Politique Nationale d'Assainissement (volet gestion des déchets liquides), dans la Politique de santé à l'école, partiellement dans la Politique nationale de nutrition ; mais sa prise en compte est très limitée dans le Programme décennal de développement de l'éducation - PRODEC et le Programme National d'Accès à l'Eau Potable - PNAEP. Or le programme ne prévoit pas d'actions significatives pour pousser la prise en compte du « WASH à l'école » dans les politiques et stratégies nationales ; et les quelques initiatives de plaidoyer sont confiées au REHA qui n'a pas le poids politique nécessaire pour faire avancer cet agenda.

Témoignage :

« Nous, on privilégie surtout l'aspect communautaire. Dans nos documents stratégiques, le WASH institutionnel (écoles et centres de santé) est un vide ! actuellement aucun indicateur n'est inclus dedans »
(Haut fonctionnaire de la DNH)

Il est à noter que les 3 secteurs de l'éducation, l'assainissement et l'hydraulique sont actuellement (et depuis 2-3 ans) en train de faire la révision des documents stratégiques : le PRODEC II pour le MEN, la *Plan national* d'accès à l'eau potable (*PNAEP*) pour la DNH et la Politique Nationale d'Assainissement (PNA) et ses 5 Stratégies associées pour la DNACPN. Il serait donc le moment le plus opportun pour influencer la prise en compte de cette composante d'une manière plus poussée dans les documents stratégiques des 3 secteurs : ces mises à jour actuellement en cours sont une réelle opportunité à saisir.

- Elaboration d'un guide « WASH à l'école » national

Le Guide « WASH à l'école » élaboré par l'UNICEF à destination des ONG d'intermédiation sociale est un outil très important, cependant il est limité à la mise en œuvre du programme et n'a pas vocation à devenir un Guide national (même si en mai 2018 il a été décidé d'annexer ce Guide au Plan Stratégique nouvellement élaboré comme référence pour les acteurs du secteur). Ce Guide est très riche d'activités qui sont nécessairement liées à un financement consistant de la part du programme. Or cela serait utile, sur la base de cette expérience et dans une optique de mise à l'échelle du programme (voir C.5.2.b), d'appuyer le Ministère dans l'élaboration d'un guide « WASH à l'école » qui soit validé officiellement par les Ministères et devienne un document de référence pour tous les intervenants dans le secteur (sur l'exemple du « Guide de l'ATPC au Mali » et du « paquet minimum WASH dans les centres de santé », ou sur l'exemple du « Guide Méthodologique des Projets d'Alimentation en Eau Potable » de la DNH). Ce Guide pourrait comprendre un paquet minimum d'interventions « obligatoires » et des options additionnelles en fonction des budgets disponibles, et serait assorti en annexe d'outils IEC officiellement validés ainsi que de plans-types des ouvrages également officiellement validés (car actuellement, le MEN ne dispose pas d'outils et de plans-types officiels, donc chaque partenaire utilise ses propres outils et plans, avec comme conséquence des interventions de qualités assez disparates).

A.1.4. Certaines interventions ont-elles été ajoutées afin de permettre d'atteindre plus sûrement les objectifs poursuivis ?

De 2013-2014 à 2014-2015, des nombreux changements ont été apportés aux activités du programme suite à la capitalisation de la 1^o année de mise en œuvre, comme on peut le voir en comparant la 1^o version du Guide Soft (2013-2014) avec la 2^o version de 2014-2015. Les principaux changements apportés ont été les suivants :

- Le changement de paradigme sur l'auto-provisionnement : auparavant, l'UNICEF distribuait des kits d'hygiène aux écoles ; cependant, cette approche a montré ses limites puisqu'elle encourageait une attitude passive chez les bénéficiaires et n'encourageait pas l'appropriation. Du coup, l'UNICEF encourage désormais les écoles à se procurer elles-mêmes, avec les conseils et l'accompagnement des animateurs, le matériel d'assainissement nécessaire à l'hygiène scolaire.
- Le changement dans le prix du concours qui est devenu monétaire : auparavant, le prix du concours consistait dans la fourniture d'un kit de matériel d'hygiène pour l'école. Cependant cela n'était pas considéré comme très motivant par les acteurs, car souvent les écoles ont d'autres besoins qu'elles considèrent plus prioritaires (tels que la construction d'une cantine scolaire, d'un magasin, d'une clôture, etc.). Le passage à un prix monétaire consistant (1 000 000 FCFA pour le 1^o gagnant, 500 000 FCFA pour le 2^o et 250 000 pour la 3^o place) est plus apprécié par les écoles car cela leur permet de réaliser ou contribuer à réaliser leur projet le plus prioritaire.

- L'introduction d'une sensibilisation spécifique sur l'hygiène menstruelle parmi les activités d'intermédiation sociale (activité 17) qui est très positive, bien qu'insuffisante (tel que décrite ci-dessus) ;
- L'introduction d'un soutien aux activités génératrices de revenus au sein de la communauté (« Musow ka Jigiya Ton » abrégé MJT) : les groupements de femmes existants (ou hommes ou mixtes) sont renforcés de sorte que la tontine devienne comme une sorte de banque (on emprunte et on rembourse avec un intérêt). Ainsi, le bénéfice généré avec les intérêts permet de financer des activités génératrices de revenus ainsi que l'achat de matériel pour le WASH à l'école. Cette nouvelle approche a permis une meilleure appropriation du programme par les bénéficiaires, visant à une meilleure atteinte des résultats et leur durabilité.
- L'approche de couverture communale : pour la sélection des écoles, l'UNICEF cible désormais toutes les écoles de la commune. Les écoles sont ainsi présélectionnées, mais elles doivent également remplir un formulaire pour confirmer leur accord à participer au programme et s'engager à jouer leur rôle. Cela permet non seulement de concentrer les zones d'interventions pour multiplier les impacts et accroître l'appropriation des bénéficiaires mais également une meilleure implication et responsabilisation de la commune.
- Intégration eau et assainissement dans la communauté et dans l'école : l'UNICEF associe désormais presque automatiquement le WASH à l'école avec l'ATPC au village (ils commencent par la communauté la plus proche de l'école et élargissent au fur et à mesure, jusqu'à couvrir toutes les communautés de la Commune, dans l'objectif d'atteindre des Communes FEDAL). Le WASH à l'école avec l'ATPC au village sont mises en œuvre au même moment et par la même ONG. Le projet espagnol ne comprenant pas l'ATPC au départ, UNICEF a co-financé via son programme ATPC. Désormais, toutes les nouvelles propositions aux bailleurs associent systématiquement cet aspect. Aussi : l'UNICEF ne fait plus de WASH à l'école et ATPC sans avoir aussi un point d'eau au village.
- L'allongement de la mise en œuvre du programme dans chaque école de 1 an (environ) à 1 an et demi – limité par le budget disponible
- La présentation du programme comme un concours entre écoles et communautés, l'information des écoles/villages éligibles, et l'auto-sélection des écoles basées sur une candidature de participation au concours (bien que cela ne soit qu'une formalité : en réalité les écoles sont sélectionnées par l'UNICEF en collaboration avec les services techniques et selon l'approche de couverture communale, et on demande tout simplement aux écoles d'adhérer au programme afin de renforcer leur appropriation et engagement : aucune n'a jamais refusé)
- L'introduction des lave-mains collectifs et l'Introduction du lavage des mains collectif et quotidien à heures fixes sous la supervision du club d'hygiène et des enseignants responsables du WASH
- Le concours interclasse qui peut se pérenniser sur ressources propres des écoles sans appui extérieur
- Une implication renforcée des écoles, CGS, villages et ONG dans le suivi des travaux
- La création et utilisation de vidéos de formation (à l'endroit des partenaires de mise en œuvre et des écoles bénéficiaires) et de sensibilisation (pour diffusion lors des formations et dans les médias : radios locales et télé en 2014)
- L'ajout d'une formation sur la gestion du point d'eau scolaire

- L'assemblée générale en début d'année scolaire suivante pour rendre compte des activités WinS à la communauté

Après 2015 le programme a très peu évolué. Du 2° Guide 2014-2015 au 3° Guide 2015-2016 il y a eu quelques changements mineurs (focus sur l'aspect participatif du diagnostic initial y compris identification des priorités d'intervention, introduction d'une activité spécifique pour le lancement des travaux, introduction du « règlement intérieur » pour la gestion du point d'eau). Ensuite, les versions successives du Guide (pour 2016-2017, et pour 2017-2018) sont restées complètement identiques.

Toutes ces nouveautés introduites dans le programme fin 2014 ont été consolidées au cours de 2015, 2016 et 2017 et ont été positives aux yeux des acteurs interviewés et des évaluateurs, ayant permis des améliorations perceptibles et concrètes dans l'approche du programme en vue de l'atteinte des résultats.

Conclusion préliminaire pour la dimension « Logique d'intervention »	Notation
Le projet a su prendre en compte les leçons apprises des précédentes phases pour s'améliorer et devenir un ensemble cohérent hard-soft-upstream, bien rodé pour atteindre les objectifs. Certaines améliorations peuvent tout de même être apportées pour compléter l'ensemble et favoriser la durabilité et la mise à l'échelle du WASH à l'école.	9,25/ 10

b) Le programme a-t-il su intégrer les derniers développements et innovations dans le domaine ?

❖ Echange d'expériences

A.2.1. Dans quelle mesure le programme a-t-il su prendre en compte l'expérience d'autres partenaires au développement et les meilleures pratiques d'autres pays ?

Le programme a été conçu par une méthode expérimentale et incrémentale très participative au cours des années 2011-2014. Depuis lors, le programme a peu évolué, s'agissant surtout de prendre en compte les expériences passées et de consolider les approches. A l'époque du consortium Dubai Cares, chaque partenaire avait la responsabilité de mener une activité d'action-recherche et de partager les leçons apprises avec les autres partenaires. Ainsi, certaines bonnes pratiques des partenaires inspirées par l'expérience d'autres acteurs et pays pilotées à ce moment-là ont été introduites dans le programme fin 2014 ou début 2015. Il s'agit grosso modo des nouveautés décrites au paragraphe précédent, telles que :

- MJT vient d'un programme d'appui aux initiatives communautaires de Oxfam et CARE (pas WinS mais intégré aux activités WinS de l'UNICEF)
- L'idée de la candidature des écoles + villages pour participer au programme vient du programme Ecoles et Villages Assainies en République Démocratique du Congo.
- L'approche de la couverture communale (« district-wide approach ») vient du programme WASH de l'UNICEF Nigéria

Cet aspect de consolidation est positif ; toutefois, il semblerait que **la prise en compte de l'expérience d'autres partenaires et des meilleures pratiques d'autres pays ait été très limitée voire absente depuis début 2015**. Aucune initiative n'a été signalée, mise à part la participation d'une délégation du REHA (3 membres), sur financement UNICEF, à une formation sur le WASH à l'école à l'institut 2iE à Ouagadougou en 2017, ce qui avait aussi comme objectif de permettre un échange d'expériences avec les autres pays, mais qui n'a pas pour l'instant produit des effets concrets.

Des nombreux partenaires (CARE, Wateraid, etc.) ont regretté que les échanges d'expériences avec l'UNICEF n'aient pas continué au cours des dernières années. Même si cela semble être surtout au détriment de l'UNICEF : car si d'un côté l'UNICEF n'a pas introduit

de nouveautés majeures dans son approche et n'a pas lancé des chantiers de recherche-action depuis début 2015, il n'en est pas de même pour les partenaires. Ainsi, plusieurs nouveautés existent dans le secteur et l'UNICEF n'en a pas pris connaissance. Elles n'ont donc pas fait l'objet d'une réflexion pour une éventuelle intégration ou adaptation du programme WASH à l'école. Parmi ces nouveautés, on peut mentionner par exemple les suivantes :

- **Nouvelles méthodes de sensibilisation à l'hygiène dans les écoles :**

World Vision au Mali est en train de piloter actuellement une nouvelle approche de sensibilisation à l'assainissement par le jeu à travers les outils élaborés par Sesame Street (initiative WASH-UP, voir: <http://www.sesameworkshop.org/what-we-do/our-initiatives/wash-up/>). Cette approche est plus ludique que l'approche adoptée par l'UNICEF et inclut, entre autres, les activités ou outils suivants :

- Distribution aux écoles de vidéoprojecteurs (qui fonctionnent sur batterie, y compris chargeable avec panneaux solaires) avec lesquels ils montrent aux enfants des court-métrages éducatifs sur le thème de l'eau, l'hygiène et l'assainissement.
- Le jeu des échelles et des tobogans (une adaptation WASH du classique jeu de l'oie) qu'on joue avec des dés qui nous font avancer ou reculer selon les cases.
- Un jeux-tapis éducatif pour des quizz de questions-réponses sur le WASH qui est étalé sur le sol de la salle de classe et où l'enfant doit se déplacer physiquement sur l'image qui représente la réponse à la question.

Cette approche a été élaborée et testée initialement au Nigeria, et suite au succès obtenu, les outils ont été traduits en français.

**Figure 5 : Les mascottes de WASH-UP
Elmo et Raya**



Figure 6 : Court-métrage de Sesame Street sur le lavage des mains



- **Nouveautés sur la thématique de l'hygiène menstruelle :**

Des nombreuses ONG telles que Save the Children, CARE, etc. mènent des initiatives sur la thématique. **World Vision** est en train de tester dans les écoles des latrines équipées d'une antichambre destinée aux filles pour se changer. Il s'agit d'une cabine supplémentaire rattachée / contiguë à la cabine de défécation, mais sans trou et comprenant avec une petite table en ciment sur laquelle en théorie sont posées des serviettes hygiéniques de rechange (morceaux de pagne). L'idée est que les pagnes sales soient jetés dans le trou de défécation et que l'école puisse fournir les serviettes de rechange. (Or, les résultats sont pour l'instant très mitigés).

Plusieurs ONG et associations au Mali telles que **Mali-Médicaments** ou la **CN-CIEPA** initient actuellement des projets de fabrication et distribution de serviettes hygiéniques lavables

construites avec du matériel local (formation des tailleurs ou couturiers et distribution aux écolières) :

Figure 7 : Serviettes hygiéniques lavables promues depuis juin 2017 par l'association Mali-Médicaments sur la base d'une expérience au Burkina Faso
(<https://www.mali-medicaments.org/?p=2130>)

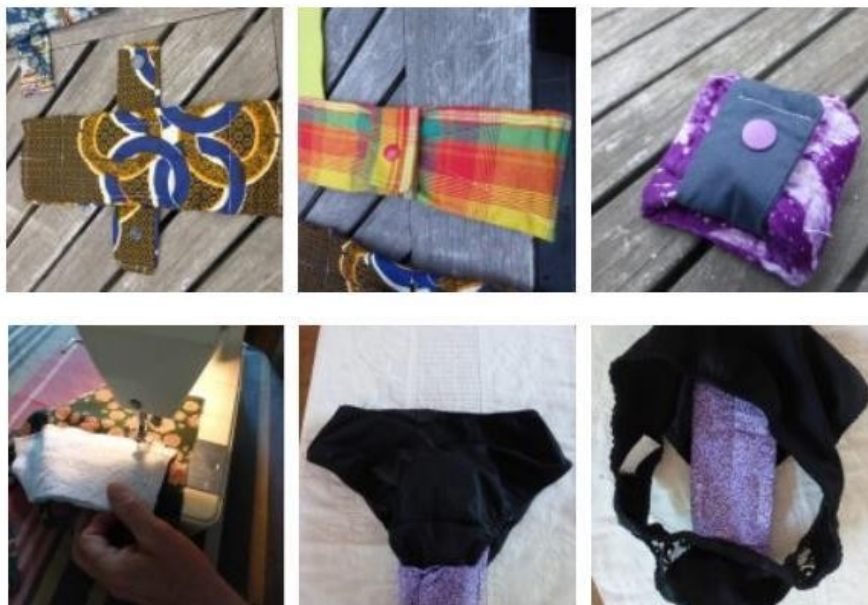


Figure 8 : Serviettes hygiéniques lavables promues par la CN-CIEPA dans le cadre d'un projet dans les régions de Sikasso et Kayes en 2017 (<https://www.cn-ciepa.org/nos-actions-phares/egalite%20de-genre-diversite%20inclusion/gestion-de-l-hygiene-menstruelle-ghm/>)



Wateraid au Mali a conduit en 2014 un Projet pilote de Gestion de l'hygiène menstruelle à l'école (Projet GHM - 'Tantie N'térini') en collaboration avec l'Université Emory, dans la région de Koulikoro. Ce projet est basé sur un rôle important à jouer par les enseignantes femmes qui peuvent devenir des confidentes des élèves et leur donner des conseils en intimité. Le projet prévoit les activités suivantes: renforcement de capacités, la Création des comités GHM (conseil de direction, enseignants, CAP, APE), la Sélection et coaching des enseignantes leader GHM 'tantie n'térini', Dynamisation des clubs d'hygiène, Dotation des écoles en Kits GHM et de documentation (modules, guides et outils), Planification et animation de sessions d'information et de sensibilisation en hygiène menstruelle en classe dans deux écoles et Célébration de la Journée Mondiale de l'Hygiène Menstruelle (célébrée pour la première fois au Mali le 28 mai 2015). Ce projet a fourni de la matière pour élaborer un document de capitalisation ainsi qu'un Guide opérationnel Pour la Gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) à l'école, 2016. Enfin, Wateraid a mené en Aout 2016 une Etude de l'Hygiène Menstruelle (GHM) sur un échantillon de 2069 filles et femmes dans les 4 régions de Bamako, Koulikoro,

Sikasso et Ségou. Cette étude fournit des données quantitatives intéressantes sur les connaissances et pratiques autour de cette thématique au Mali.

Figure 9 : Kits GHM fourni aux écoles par Wateraid : serviettes, médicaments, boîtes et poubelles GHM



Save international au Mali initie des tests de serviettes et autres produits hygiéniques en milieu communautaire auprès de femmes dans la région de Sikasso. **One World** est une ONG internationale qui travaille sur la santé de la reproduction auprès des adolescents au Mali dans le monde. Ces ONG sont à l'origine depuis 2013 de la création d'une page Facebook intitulée "Info Ado: Apprendre à Vivre Mali", qui exploite le potentiel des nouveaux médias pour créer des outils innovants et dynamiques permettant aux jeunes de s'exprimer et d'exiger leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs. (<https://www.facebook.com/apprendreavivremali/>)

Enfin, au niveau international, plusieurs ONG, fondations ou entreprises sociales testent actuellement **l'introduction de la coupe menstruelle en Afrique**. La coupe menstruelle (ou "Moon Cup" en anglais) est un appareil de protection hygiénique féminin utilisé lors des menstruations, constitué d'une petite coupe en forme d'entonnoir aux bords arrondis et terminé le plus souvent par une petite tige. Elles sont composées de caoutchouc, de latex ou de silicone. Placée à l'intérieur du vagin pour recueillir le sang, la coupe menstruelle se conserve jusqu'à 12 heures en place, avant de devoir être vidée du sang (dans un lavabo ou une toilette), rincée puis réinsérée. Réutilisable pendant plusieurs années, elle est ainsi perçue comme une alternative écologique aux protections hygiéniques jetables comme les tampons et les serviettes. Elle nécessite toutefois une manipulation délicate : elle doit être lavée avec de l'eau potable avant chaque réinsertion, et bouillie pour désinfection chaque mois avant la première utilisation lors de la période des règles. La coupe menstruelle est utilisée depuis une quinzaine d'années en Europe et aux Etats Unies et est très appréciée par ses utilisatrices. En Afrique, elle est commercialisée à destination des clientes aisées depuis plusieurs années, et a également été introduite récemment dans le cadre de projets en milieu scolaire, notamment en Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie, Ouganda) avec le programme Twaweza, par l'association Femme International (www.femmeinternational.org) ainsi qu'en Afrique du Sud (projet Inkululeko : <http://www.myowncup.co.za/?page=project>), entre autres. **Ces initiatives donnent pour l'instant des résultats prometteurs.**

Figure 10 : Introduction de la coupe menstruelle en Afrique



Cependant, ces approches n'ont pas encore fait leurs preuves de manière documentée, et leur adaptation au contexte du Mali pour certaines n'est pas encore assurée, des réflexions doivent donc être menées avant d'intégrer ces approches à l'échelle du programme.

Le constat ici est tout simplement le fait que ces réflexions et expérimentations existent dans le secteur et que le programme WASH-à-l'école de l'UNICEF n'a pas engagé une réflexion sur ces éléments ou un dialogue avec les partenaires qui expérimentent ces approches au Mali.

❖ Derniers développements de la recherche

A.2.4. Dans quelle mesure le programme reflète-t-il les derniers développements de la recherche dans le domaine ?

Au cours de la période couverte par cette évaluation, les responsables du programme ont été surtout mobilisés sur la mise en œuvre des activités. Ainsi, le programme n'a pas pu intégrer les derniers développements de la recherche dans le domaine du WASH à l'école, tels que par exemple la recherche au Bangladesh de 2016 sur le « nudging » (<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4730520/> et <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4889767/>), bien que des réflexions soient en cours au sein de la section WASH. Il s'agit notamment de réflexions toutes récentes concernant :

- l'hygiène menstruelle (sur la base d'une recherche formative menée au Niger en 2015, dont le rapport a été partagé avec UNICEF-Mali en Février 2018, d'une étude formative simplifiée réalisée au Mali en 2015 et sur la base d'échanges initiés avec Wateraid en Avril 2018) et
- l'approche 3 étoiles. Le programme avait analysé l'approche 3 étoiles avant la période couverte par l'évaluation, quand le guide a été publié en 2013 par GIZ et UNICEF Siège et les webinars organisés en 2014. Il a été décidé à l'époque de ne pas suivre à la lettre cette approche à faible coût au Mali compte tenu de son manque d'adaptation à un contexte où encore beaucoup d'écoles manquent d'infrastructures de base pour le WASH. Par contre le programme s'en était inspiré en supprimant le kit d'hygiène, appelant à la créativité des écoles, instaurant le concours inter-écoles et inter-classes, introduisant le lavage des mains collectif,

etc. Tout récemment (fin 2017), la réflexion a été relancée et l'approche 3 étoiles a été introduit dans le nouveau PSD 2018-2022 pour la section WASH.

Toutefois, ces chantiers de réflexion sont récents et ne concernent pas la période couverte par l'évaluation.

Par contre, le programme a su **adopter une approche innovante d'hydraulique rurale pour l'appliquer à l'hydraulique scolaire** : il s'agit de la réalisation de 17 forages manuels à Youwarou. Les forages manuels sont une alternative intéressante aux forages classiques puisque moins chère et plus adaptée à certains contextes (ex. sites isolés ou d'accès difficile). L'UNICEF New York a mené plusieurs recherches et études de cas sur cette technique au cours des dernières années, et il s'agit d'une approche porteuse bien que limitée aux contextes géologiques favorables. Au départ UNICEF-Mali n'avait pas prévu cette technique pour le WASH à l'école, mais a pu saisir l'opportunité apparue grâce à l'existence d'un programme de forages manuels mené par l'ONG belge PROTOS à travers l'ONG nationale Action Mopti (également partenaire de l'UNICEF) dans la même région d'intervention. UNICEF-Mali disposait déjà d'une certaine expérience dans ce domaine ayant déjà réalisé des forages manuels à Mopti et Sikasso (dans les zones favorables, sur la base d'une étude menée par PRACTICA), et a donc pu amender son PCA avec Action Mopti pour y inclure cet aspect.

Conclusion préliminaire pour la dimension « Bonnes pratiques »	Notation
⇒ Le programme a beaucoup évolué de 2013 à 2014, mais a peu évolué depuis fin 2015, avec pour conséquence un manque d'intégration de nouvelles bonnes pratiques, ce qui se remarque notamment dans le secteur de l'hygiène menstruelle qui a connu des évolutions ces dernières années.	6 / 10

c) **Le programme a-t-il pu satisfaire les préoccupations des différentes catégories de bénéficiaires et partenaires ?**

❖ **Besoins et attentes des bénéficiaires**

A.3.1. Le programme répond-il correctement aux besoins prioritaires et attentes des bénéficiaires (élèves, enseignants, CGS, parents d'élèves, etc.) ?

Selon l'enquête WINS au Mali effectuée avec le soutien de l'UNICEF en 2017 dans 1168 écoles (soit 14% du total), 49% des écoles au Mali ne possèdent pas un point d'eau amélioré et fonctionnel ; Moins de 16% des écoles ont accès à des latrines améliorées, séparées, fonctionnelles, accessibles et suffisantes. 17% des écoles ne disposent d'aucun outil de lavage des mains, 93% des écoles ne pratiquent pas de sessions d'éducation sur la GHM. Cela montre que le programme répond à un besoin important au Mali puisqu'il a participé et participe à améliorer cette situation dramatique.

19 CGS sur 21 rencontrés ont indiqué que le projet avait répondu à leurs besoins en termes de WASH, 12 étant très satisfaits et 5 satisfaits de la formation reçue. Ainsi, 6 CGS ont indiqué ne pas connaître de difficultés pour assurer leur rôle de renouvellement et d'entretien des intrants et équipements WASH, cependant, 11 d'entre eux continuent à avoir des difficultés à mobiliser les ressources financières suffisantes pour assurer leur rôle. Certains ont noté que le nombre de points d'eau n'est pas proportionnel au nombre d'élèves, selon eux, dans certains cas, une PMH ne suffit pas.

Nous avons demandé aux 19 groupes de parents quels étaient les besoins en matière de WASH dans la communauté avant le projet, et auxquels celui-ci avait répondu. 7 groupes de parents ont considéré que le projet a répondu à tous les besoins WASH de la communauté, tandis que 9 ont considéré que leur besoin en point d'eau n'avait pas été réglé, deux groupes ont cité les latrines comme besoin, et pas comme apport du projet.

Concernant les autres acteurs, la question ne leur a pas été posée clairement, mais ils semblent en grande partie satisfaits de ce que le projet a apporté dans leur vie.

❖ **Besoins et attentes des partenaires de mise en œuvre**

A.3.2. Le programme répond-il correctement aux besoins prioritaires et attentes des partenaires de mise en œuvre (communes, services techniques, ONG, prestataires de travaux, etc.) ?

En général, tous les partenaires sont très satisfaits de la relation avec l'UNICEF. Toutes les personnes interviewées indiquent que la collaboration se passe très bien, que le staff de l'UNICEF est compétent et disponible, que les appuis fournis sont utiles et pertinents.

La majorité des acteurs rencontrés estiment que le projet répond en grande partie à leurs besoins prioritaires et à leurs attentes, bien que le niveau de satisfaction varie d'un acteur à l'autre (voir tableau ci-dessous). Les ONG et prestataires de travaux sont dans l'ensemble satisfaits, et apprécient particulièrement le fait que le programme a contribué à renforcer leurs capacités (même si apparemment les dernières formations complètes ont eu lieu en 2015). Par contre à la fois les ONG et les entreprises estiment être réellement sous pression et regrettent les budgets très restreints du programme (voir chapitre C.3 Efficience).

Témoignage : *Chaque année il y a des activités qui s'ajoutent. L'ONG est beaucoup sous pression. On a un planning, un budget, il faudrait nous donner plus de temps. Il y a les vacances, les congés, les grèves, mais une fois que le contrat est signé on ne peut rien faire. Si on dépasse, 1 à 3 mois de plus, c'est à nos frais. C'est la pression.* » **(ONG Alphalog)**

Les services techniques nationaux de l'éducation, l'hydraulique et l'assainissement sont très satisfaits mais auraient aimé recevoir plus d'appui en termes de renforcement des capacités. Les services techniques régionaux et locaux, qui sont les plus étroitement impliqués dans les activités sur le terrain, sont aussi très satisfaits et n'expriment pas de doléance particulière. Des insatisfactions ont par contre été constatées au niveau des communes et de la DNS.

Tableau 8 : Besoins des acteurs et mesure dans laquelle le projet y a répondu

Acteur	En quoi le projet a répondu (ou pas) à leurs attentes
Communes	Les communes saluent la pertinence du projet qu'elles considèrent prioritaire parce qu'il améliore les conditions WASH dans les écoles qui en ont grandement besoin. Cependant, certaines se sont plaintes de ne pas être assez impliquées et ont recommandé d'inclure des formations à l'attention des communes pour les aider à jouer un rôle d'appui et de suivi concernant les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement dans les communautés et les écoles.
Min Education	Le personnel du MEN est très satisfait de la collaboration avec l'UNICEF. Le projet est considéré comme pertinent et répondant à un besoin réel et la relation avec l'UNICEF se passe bien. Le personnel exprime toutefois une difficulté pour « bien s'imprégner de la thématique » surtout en raison du turnover fréquent : des efforts plus consistants et fréquents de renforcement des capacités seraient utiles pour pallier ce problème. Aussi, le point focal WASH récemment nommé regrette de ne jamais avoir rencontré une personne de l'UNICEF.
Min Eau	Le personnel est très satisfait de la collaboration avec l'UNICEF. Le projet répond à leurs attentes et est considéré très pertinent et utile dans le

Acteur	En quoi le projet a répondu (ou pas) à leurs attentes
	<p>contexte du Mali. L'approche participative adoptée est très appréciée, ainsi que les opportunités de formation et d'échange (ateliers REHA).</p> <p>Toutefois la plupart des personnes qui étaient associées au projet sont parties à la retraite d'où l'importance de renouveler les formations et les échanges.</p>
Min Assainissement	<p>Le personnel est très satisfait de la collaboration avec l'UNICEF. Le projet répond à leurs attentes et est considéré très pertinent et utile dans le contexte du Mali. L'approche participative adoptée est très appréciée, ainsi que les opportunités de formation et d'échange (ateliers REHA). Toutefois une seule personne au sein de la DNACPN est au courant du projet ce qui met en péril la continuité en cas de mutation.</p>
Services techniques - niveau régional	<p>Les services techniques au niveau local (AE, DRACPN et DRH), sont satisfaits de la pertinence du projet. Ils n'ont pas indiqué de besoins auxquels le projet n'aurait pas répondu les concernant.</p>
Services techniques - niveau local	<p>Les services techniques au niveau local (CAP, SACPN et SLH), sont satisfaits de la pertinence du projet. Ils n'ont pas indiqué de besoins auxquels le projet n'aurait pas répondu les concernant. Les CAP ont été renforcés, ce qui a été souligné par certains SACPN et SLH.</p>
ONG de mise en œuvre	<p>Les ONG de mise en œuvre sont satisfaites de leur collaboration avec l'UNICEF. S'agissant principalement de partenariats de long terme, certaines ont pu apprécier les améliorations apportées depuis 2011. Elles apprécient aussi la communication fluide en cas de problème. Les ONG ont cependant regretté que la durée d'intervention dans les écoles ne soit pas plus longue puisque le changement de comportement requiert du temps. De plus, du fait du retard dans les travaux, elles doivent mobiliser du personnel après la fin du contrat pour la réception des ouvrages, et ne peuvent pas appuyer les écoles dans leur gestion et leur entretien.</p>
Prestataires de travaux	<p>Les prestataires de travaux sont satisfaits de la collaboration avec l'UNICEF, mais se sont plaints des échéances de paiement éloignées de l'UNICEF (à 30%, 60% et 100% d'exécution). Ces échéances, du fait de leur capacité financière limitée, du montant des travaux élevé et du manque de coopération des banques maliennes, ont occasionné des difficultés financières qui ont engendré des retards. Les entreprises de forage se sont aussi plaintes du paiement des forages positifs uniquement, le nombre de forages négatifs pouvant être élevé, avec des coûts engendrés presque aussi conséquents que les forages positifs.</p>

❖ Implication des bénéficiaires et des partenaires

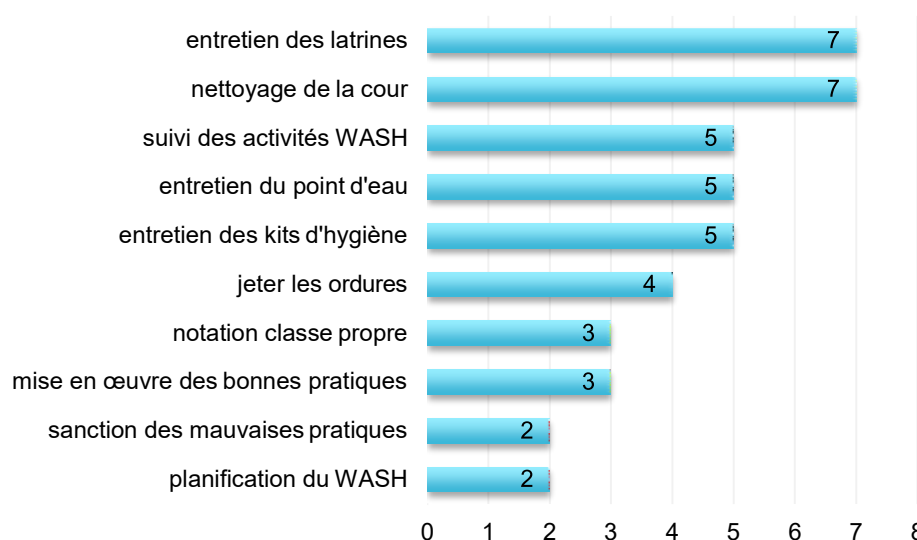
A.3.3. Le programme a-t-il donné lieu à une implication suffisante des bénéficiaires et des partenaires ?

- **Implication des bénéficiaires**
 - **Les élèves du club d'Hygiène**

Dans le cadre du concours écoles propres, les clubs d'hygiène ont considéré qu'ils avaient eu comme rôle de nettoyer eux même la cour, les latrines et les équipements (7 sur 15), de mettre en œuvre eux-mêmes les activités WASH (4), ou de suivre et/ou superviser la mise en œuvre des activités WASH par tous les élèves (4). Dans les deux premiers cas, les élèves hors du club d'hygiène ont probablement été peu impliqués, alors que les membres l'ont été plus intensément.

Une fois le concours passé, les clubs d'hygiène rencontrés n'ont pas non plus tous la même perception de leur rôle, une grande partie se considère en charge du nettoyage de l'école et de l'entretien de la cour, des latrines, des kits d'hygiène et/ou du point d'eau, 5 groupes interrogés considèrent qu'ils sont là pour suivre les activités WASH. Une minorité se sentent investis du rôle de sensibilisation aux bonnes pratiques (3) ou ont cité la notation du concours classes propres (3) ou le fait de sanctionner les mauvaises pratiques (2).

Figure 11 : Nombre de clubs d'hygiène se considérant chargé de chaque rôle (sur 15)



Les clubs d'hygiène rencontrés ont donc tous été impliqués dans le cadre du projet, notamment pour le concours, et plus largement dans le WASH de leur école, cependant, tous n'ont pas la même perception de leur rôle.

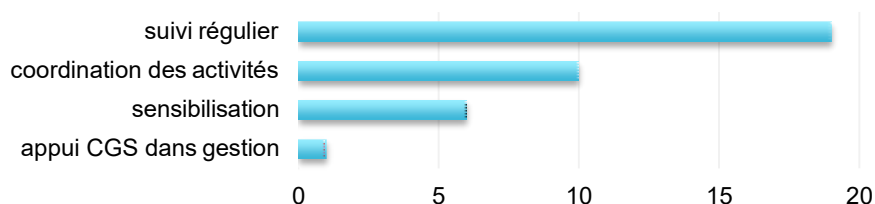
- **Les enseignants/directeurs**

Nous avons demandé à 22 directeurs comment l'école avait intégré le programme, 10 ont indiqué qu'ils avaient répondu à une invitation, 8 ont préparé une demande d'adhésion, 2 ont signé une lettre d'engagement et 3 considèrent qu'ils ont été sélectionnés par le CAP. Cette dernière réponse donne une perception de passivité du directeur, tandis que les 8 écoles qui ont préparé une demande d'adhésion ont dû être actives dès le début du processus.

Bien que souvent, il semble que les écoles aient été déjà sélectionnées en fonction de leurs besoins, cet effort qui leur est demandé de fournir une demande d'adhésion (souvent avec l'appui de l'ONG) permet une implication du personnel des écoles dès le tout début du processus.

De plus, tous les directeurs rencontrés se sentent investis d'un ou plusieurs rôles en matière de WASH dans leur école :

Figure 12 : Rôle des directeurs concernant le WASH selon eux



Témoignage :

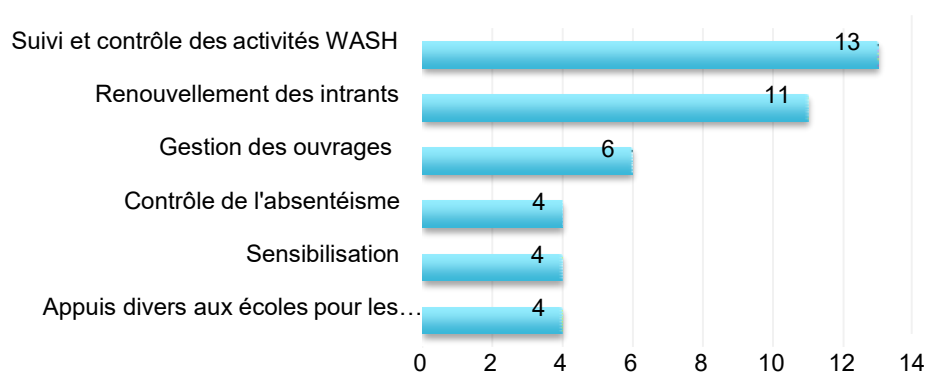
« Les directeurs d'école, dès le démarrage du projet, on leur dit qu'ils doivent participer. Ils comprennent leur rôle. Ils sont motivés. Trois mois après le début, ce sont les enseignants qui deviennent des conseillers WASH, ils veulent tous le renforcement de capacité. » (Une ONG d'intermédiation sociale)

- Les CGS

Grâce à la nouvelle approche de l'auto-provisionnement, les CGS sont mieux impliqués dans le projet. En effet, les écoles, avec l'appui du CGS, doivent elles-mêmes se doter des équipements du kit d'hygiène (lave mains, bouilloires, intrants...). De plus, en général, 2 à 3 membres du CGS sont formés sur le WASH à l'école : les besoins en intrants, l'entretien des latrines et du point d'eau, les modes de gestion et les sources de financement, notamment, ce qui permet de bien les impliquer.

Ainsi, les CGS se sentent investis des rôles suivants :

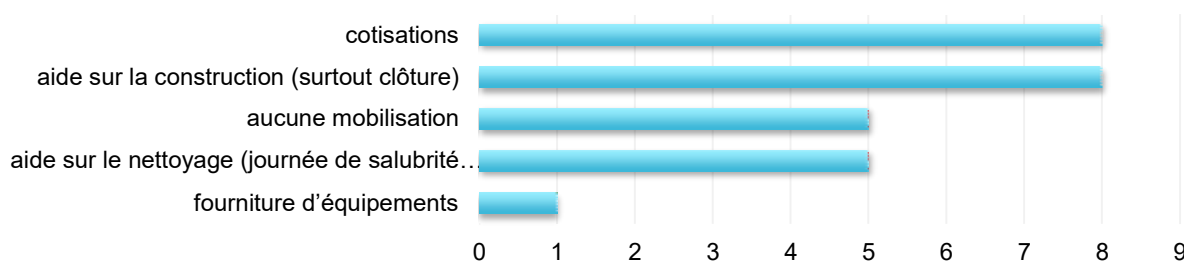
Figure 13 : Rôle des CGS concernant le WASH selon eux



Il est cependant à noter que sur 21 écoles, 10 CGS n'ont pas cité le renouvellement des intrants parmi leurs tâches alors qu'il s'agit bien de leur responsabilité.

- Les parents d'élèves / la communauté

Selon parents d'élèves, les communautés se sont mobilisées significativement dans le cadre du programme :

Figure 14 : Mobilisation de la communauté selon les parents d'élèves

Selon les CGS, sur 19 AME/APE/MJT, 10 ont des activités génératrices de revenus (dans les écoles touchées plus récemment) et 7 d'entre elles aident l'école pour la fourniture des intrants, ce chiffre est de 8 si on écoute des groupes de parents d'élèves.

Le nombre de communautés qui ne se sont pas du tout mobilisées est de 9 / 21 selon les CGS, tandis que ce chiffre est de 5 / 19 selon les groupes de parents d'élèves. Il s'agit en moyenne de 45% des écoles.

A Sorou, communauté qui semble s'être le plus mobilisée, celle-ci a pris part aux constructions de la clôture, de hangars et de latrines provisoires.

Avoir suscité l'implication de 55% des communautés est positif, si comparé avec le point de départ d'une mobilisation généralement assez faible, cependant, cela reste en-deçà des objectifs du programme qui visent à mobiliser la totalité des communautés.

• Implication des communes

Il y a eu un vrai effort d'implication des communes, qui ne sont pas toujours impliquées dans ce type de projet de développement. En effet, il est prévu qu'elles soient présentes à un certain nombre de moments clefs :

- Au lancement du concours écoles propres
- À la certification ATPC des villages et écoles (ATPC+ E)
- À la réception des ouvrages)
- Elles sont invitées aux formations
- Elles sont dans certains cas encouragées à inclure le WASH dans leur PDESC (selon Alphalog).

Cependant, cette implication est jugée trop faible par les services techniques locaux et régionaux. Certaines communes elles-mêmes se sont plaintes de leur manque d'implication (d'autres sont par contre satisfaites). Leur implication aux moments clefs du projet ne suffit pas toujours à lancer une dynamique d'appropriation et de suivi des activités WASH dans les écoles (sensibilisation, bon usage et entretien des équipements et infrastructures) par les mairies, alors qu'elles sont les maîtres d'ouvrages du WASH et des écoles. Notamment, les mairies ne sont pas invitées lors des réunions mensuelles alors que cela pourrait leur permettre d'être mieux impliquées.

• Implication des services techniques

Les AE/CAP en tant que structures techniques de l'école sont chargés de :

- Identifier les besoins en EHA pour les transmettre à l'UNICEF
- Valider les besoins identifiés avec les acteurs locaux (CGS et Directions des écoles) ;
- Lancer le concours école propre avec les Directions des écoles avec la participation des communes bénéficiaires ;
- Former les enseignants sur la gestion du WASH à l'école ;
- Suivre l'application des messages d'IEC sur l'EHA dans les écoles ;
- Analyser avec les écoles la qualité des ouvrages réalisés.

Les CAP font en moyenne une mission par mois dont la durée varie entre 3 et 5 jours pour des besoins de formation, de déclenchement de l'ATPC + E, de suivi des progressions, d'accompagnement des ONG et des entreprises qui réalisent les ouvrages ;

Leur niveau d'implication est donc élevé et a permis de les renforcer significativement. Toutefois comme déjà évoqué, la personne au sein du CAP qui participe aux activités n'est pas toujours la mieux placée (notamment, les ingénieurs des CAP, qui sont les personnes responsables des infrastructures des écoles, ne font pas partie des acteurs impliqués.)

Les SACPN / DRACPN sont chargés de :

- La validation technique des besoins exprimés par les CAP /AE ;
- Suivre les normes de réalisation des ouvrages ;
- Réceptionner les ouvrages ;
- Accompagner le CAP et l'ONG dans tout le processus du concours école propre

Les SACPN font en moyenne une mission par mois avec l'accompagnement de la DRACPN. Ils accompagnent les ONG et le CAP dans tout le processus ;

Les DRH/SLH font aussi une mission par mois, mais essentiellement sur la période de réalisation et de réception des travaux (pendant une période de 6 mois en général).

Les réunions mensuelles regroupent les représentants de ces trois services déconcentrés. Ce qui assure leur implication aussi en dehors du terrain. Cependant, ces réunions sont souvent pilotées par l'hydraulique, alors que du fait de leur mandat, il serait plutôt souhaitable qu'elles soient pilotées par les CAP. De plus, certains services déconcentrés n'envoient jamais la même personne aux réunions, ce qui limite leur capacité de suivi. Enfin, les services techniques ne se déplacent que si leurs frais et per diems sont pris en charge par le projet, ce qui comporte un risque (avéré) de désengagement dès sa fin. Aussi, lors des entretiens conduits au cours de cette évaluation, il a été signalé par une partie prenante que certains représentants des services techniques, bien que n'ayant pas participé à certaines activités, s'assureraient que leur nom soit bien inscrit sur le registre de présence pour pouvoir fournir une note de frais. Cela est probablement un cas exceptionnel, mais qui doit alerter l'UNICEF sur la nécessité de renforcer le contrôle à ce niveau.

Témoignage :

« S'il n'y a pas de per diems, c'est compliqué d'impliquer les services techniques. Mais normalement, ils ont leur salaire, ils sont là pour ça. L'aide extérieure, c'est un appui.

Comment justifient-ils leur salaire ? La mentalité qui est en train de se développer est un peu décevante. »

(Une ONG d'intermédiation sociale)

• **Implication des ONG**

Les ONG jouent tout à fait leur rôle, et leur présence au moment des réunions mensuelles de suivi de travaux est salutaire puisque cela leur permet d'être mises à jour de l'avancée des travaux. Nous pouvons cependant noter un point faible par rapport à la situation décrite lors de la dernière évaluation concernant la capitalisation. En effet, jusque 2014, il y avait des réunions de capitalisation tous les 6 mois entre les ONG internationales (avec Save, CARE, WaterAid et Oxfam), et tous les ans avec toutes les ONG et les services techniques, pour la mise à jour annuelle des guides soft et hard. Ces réunions ne sont plus tenues, le dernier atelier de capitalisation date de janvier 2017. De ce fait, les ONG ne sont pas assez impliquées dans la capitalisation et le partage de bonnes pratiques entre elles et avec l'UNICEF pour

l'amélioration continue du programme. Elles auraient pourtant des leçons apprises du terrain à partager.

Les entreprises ont joué leur rôle, et leur présence à toutes les réunions mensuelles démontre leur bonne implication. Elles nous ont indiqué que l'importance du projet pour améliorer la vie des enfants du Mali les motive à bien effectuer leur travail malgré les difficultés :

Témoignage :

« Le programme, c'est très bien, ça répond à un vrai besoin, moi je suis motivé ! nous on exécute, mais on est utile aussi pour les enfants ! on contribue à assainir le milieu ! cela est une source de motivation pour moi ! une fois mes agents étaient un peu découragés à cause des difficultés mais je les ai boostés, en leur expliquant que ce programme c'est pour nos enfants et que c'est une fierté pour nous ! le programme est nécessaire voir indispensable. » (Une entreprise de construction des travaux)

Mais là aussi, il faudrait pouvoir capitaliser sur leurs expériences en les réunissant pour voir si de bonnes pratiques pourraient être généralisées et intégrées aux outils.

Conclusion préliminaire pour la dimension « Réponse aux besoins »	Notation
⇒ Le projet répond à des besoins très importants au Mali, en termes d'infrastructures, de sensibilisation aux bonnes pratiques et de renforcement de capacité des acteurs locaux et nationaux. Certains besoins persistent, notamment en termes de renforcement de capacité des acteurs locaux qui pourraient assurer la durabilité : les CGS et les communes. En outre, de nombreuses écoles maliennes restent démunies en matière de WASH, il serait donc utile que le projet continue à toucher de nouvelles écoles.	8,3 /10

Conclusion pour le critère « Pertinence »

Notation globale pour ce critère : 8,2 /10

Le programme WASH in school de l'UNICEF au Mali est un programme très pertinent puisqu'il répond à des besoins importants. Son approche est solide, aboutie et cohérente, élaborée à partir des leçons apprises des phases précédentes. Ces dernières années ont représenté une phase de consolidation nécessaire. Cependant, les efforts d'amélioration, de mise à jour et de capitalisation ont été relativement faibles, laissant certaines possibilités d'amélioration.

C.2. Efficacité

Définition du critère efficacité : Mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative. Ce terme est également utilisé comme système de mesure globale (ou comme jugement) du mérite et de la valeur d'une activité.

Question évaluative	Sous-question	Outils mobilisés / sources d'information
Qualité et conformité : La mise en œuvre sur le terrain a-t-elle été en ligne avec ce qui été prévu ?	Les principaux critères et standards préalablement établis par le programme sont-ils respectés ? Les ouvrages présentent-ils une qualité satisfaisante (respect des standards de construction, état de fonctionnement, accessibilité, degré de dégradation (usure, vandalisme)) ?	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des standards et normes : guides hard et soft - Analyse des guides de construction - Visite de site, discussion Directeur - Discussion UNICEF - Discussion ONG
	De quelle manière les activités sont-elles planifiées, exécutées et supervisées ?	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse des chronogrammes d'activités - Discussion UNICEF - Revue documentaires (rapports, etc.)
	Résultat 1 : L'accès aux équipements WASH dans toutes les écoles appuyées par le Spanish Natcom est-il amélioré ?	<ul style="list-style-type: none"> - Discussion UNICEF - Revue documentaires (rapports, etc.) - Analyse des DAO et contrats avec les entreprises - Observations de site - Discussion Directeur - Discussion avec les CGS
	Résultat 2 : La gestion et le suivi des équipements WASH dans les écoles sont-ils améliorés ?	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien avec les enseignants et le directeur - Entretien avec les CGS - Entretien avec les mairies et services techniques - Entretien avec les clubs d'Hygiène
	Résultat 3 : La compréhension sur l'hygiène est-elle renforcée dans les écoles et dans les familles ?	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien avec les enseignants et le directeur - Entretien avec les CGS - Entretien avec les clubs d'Hygiène - Entretien avec les associations de parents d'élèves - Entretien avec les ONG "intermédiation sociale"
	Résultat 4 : Le niveau de connaissance et d'implication des acteurs est-il augmenté dans le cadre du WASH à l'école ?	Reprise des observations réalisées plus haut

Suivi et coordination : Quelle a été l'efficacité des activités de coordination, de suivi, évaluation et capitalisation ?	Dans quelle mesure les mécanismes de coordination inter-acteurs au niveau local et national sont adéquats ?	- Entretien avec les acteurs clef du programme - Revue documentaire (CoPil, réunion de coordination etc.)
	Dans quelle mesure les mécanismes et outils de suivi-évaluation-capitalisation sont adéquats pour permettre de mesurer des progrès et la qualité, et procéder aux éventuels ajustements à temps ?	- Entretiens avec les acteurs (UNICEF national et régional) - Entretiens avec les partenaires (DRACPN) - Entretiens avec les bénéficiaires (Directeurs) - Revue documentaire

a) La mise en œuvre sur le terrain a-t-elle été en ligne avec ce qui était prévu ?

❖ Respect des standards

B.1.1. Les principaux critères et standards préalablement établis par le programme sont-ils respectés ? Les ouvrages présentent-ils une qualité satisfaisante (respect des standards de construction, état de fonctionnement, accessibilité, degré de dégradation (usure, vandalisme)) ?

Le projet repose sur des standards techniques et de mise en œuvre rigoureux, compilés dans le guide des ONG et les guides des ouvrages. Ces standards sont reconnus de bonne qualité par l'ensemble des acteurs rencontrés. Il n'a pas été possible de vérifier tous les standards, et il faut noter que dans une partie des écoles visitées, l'intervention s'est terminée il y a plus de trois ans, rendant difficile le jugement du respect des standards au moment de l'intervention. Dans l'ensemble, il semble que les standards soient assez bien respectés, notamment grâce aux formations des ONG, des bureaux d'études et des entreprises de travaux au début de leur collaboration avec l'UNICEF. Cela permet en effet de bien expliquer ces standards et comment les respecter. Le suivi étroit effectué par l'UNICEF et les services techniques permet de corriger les erreurs et malfaçons éventuelles.

• Volet hard

Le bureau de contrôle nous a indiqué rappeler ces standards au début des contrats des entreprises de travaux pour s'assurer qu'elles sont conscientes du niveau de qualité qu'il est attendu d'elles. Nos observations sur le terrain nous ont tout de même permis de constater quelques défauts ou faiblesses.

Dans 01 école sur 22, un bloc de latrine présentait un défaut de construction. Il s'agit de l'école de Ouro, où des latrines ont été construites et d'autres réhabilitées et dans laquelle les battants des portes sont de mauvaise qualité, ce qui fait qu'une partie des latrines n'est pas utilisable.

Dans 5 écoles sur 22, les latrines ne sont pas dotées d'une rampe d'accès pour les personnes avec handicap, ce qui ne correspond pas au standard imposé. Dans trois de ces écoles, il s'agit de réhabilitations de latrines, dans une il n'y a pas eu de travaux sur les latrines et dans la dernière il y a eu construction et réhabilitation de latrines. Il faut cependant noter que très peu d'élèves en milieu rural utilisent des chaises roulantes (voir C.6.2.b).

Concernant l'accessibilité des latrines, nous avons pu observer que le siège DAMU est trop éloigné des rampes d'appui pour aider les élèves à se relever (voir photo ci-dessous). En effet, dans les standards techniques, celui-ci est situé au centre de la cabine, à environ 55 centimètres du mur et une barre d'appui est indiquée au fond de la cabine, rapprochée à moins de 20 cm du siège. Cependant, dans la latrine visitée en photos ci-dessous, la rampe est à

proximité du mur, et donc trop loin pour que les élèves puissent s'y appuyer suffisamment pour se relever en cas de faiblesse des jambes.

De plus, sur les latrines visitées, il y avait une petite marche entre la rampe d'accès et la cabine, compliquant l'accès d'une chaise roulante à l'intérieur. Enfin, les standards techniques prévoient une largeur de porte de 70 cm, or, selon les normes pour l'accès aux personnes avec handicap, une porte doit avoir une largeur d'au moins 77 cm pour permettre l'accès d'un fauteuil roulant.

Figure 15 : Cabine accessible aux élèves avec handicap dans l'école d'ATTbougou



Il semblerait que dans le cas de réhabilitations il y ait plus de difficultés à respecter les standards, tout en mettant en difficultés les entreprises parce que le prix d'une réhabilitation est forfaitaire alors que les travaux à effectuer peuvent être plus ou moins importants. D'ailleurs, les deux seuls cas dans lesquels les CGS ne sont pas satisfaits des latrines sont des cas de réhabilitation.

Les équipements du kit d'hygiène n'étant plus fournis par le projet mais par les bénéficiaires eux-mêmes, leur standard n'a pas été évalué. Cependant, certains CGS se sont plaints de leur faible résistance au soleil du fait de leur choix pour le plastique.

Par endroits le sol est trop dur pour creuser les fosses, c'est le cas au niveau des falaises à Mopti, il faut donc faire des latrines surélevées. Les entreprises ont suivi des plans différents les uns des autres, alors que des plans types de latrines surélevées ont été inclus dans les normes techniques en 2014. Les entreprises ne semblaient pas en avoir connaissance.

- **Volet soft**

Les ONG du projet travaillent depuis plusieurs années avec l'UNICEF, ce qui leur a permis de bien apprendre et intégrer les standards. Nous pouvons cependant noter quelques anomalies constatées ou indiquées par les directeurs des écoles visitées.

Toutes les écoles ont bien au moins une boîte à images. Un directeur a indiqué ne pas avoir reçu de posters et un autre de ne pas avoir reçu de guide WASH à l'école.

Dans toutes les écoles, au moins deux membres du CGS ont été formés.

Dans toutes les écoles ciblées entre octobre 2016 et janvier 2018 il y a bien un club d'hygiène. 5 écoles n'ont pas de club d'hygiène actuellement, mais il semble qu'il s'agisse plus d'un problème de durabilité / non renouvellement du club d'hygiène que d'un manque de respect des standards.

Dans 18 écoles sur 22, au moins deux enseignants ont été formés sur le WASH, dans deux écoles seulement une personne l'a été, dans les deux dernières écoles, le directeur a indiqué

qu'il n'y avait pas eu de formations, mais il s'agit peut-être d'un problème de mémoire institutionnelle puisque ces formations auraient dû avoir lieu avant janvier 2015.

❖ Planification, exécution et supervision des activités

B.1.2. De quelle manière les activités sont-elles planifiées, exécutées et supervisées ?

Le projet est bien planifié, selon un schéma rodé depuis plusieurs années. Il existe des guides et manuels à destination des partenaires de mise en œuvre qui définissent en détail la façon dont le programme doit être exécuté. La succession des 34 activités du Guide d'intermédiation sociale est très cohérente.

La supervision concernant le soft et le hard est surtout opérée au niveau des bureaux de zones de Sikasso et Mopti. Les partenaires de mise en œuvre rencontrés ont salué le sérieux et la disponibilité du staff UNICEF en charge du projet. La communication est fluide et permet de résoudre rapidement les problèmes rencontrés.

Témoignages :

« Au niveau du suivi, l'équipe régionale est très disponible, ils nous accompagnent à tout moment. A chaque fois nous sommes en contact, s'il y a une difficulté on trouve la solution. Il y a une bonne coordination national-régional, on a fait des missions ensemble. » (ONG d'intermédiation sociale - GAAS)

« Le staff UNICEF est très disponible ; ils ont un agent basé dans la région ce qui facilite la collaboration ; ils nous ont toujours appuyé dans l'exécution » (entreprise ETT)

De plus, pendant la durée des travaux, des réunions mensuelles sont organisées en présence des entreprises de travaux, du bureau de contrôle, des services techniques, des ONG de mise en œuvre et de l'UNICEF. Celles-ci permettent un suivi régulier de l'avancée des travaux. De telles réunions n'ont malheureusement pas lieu concernant les activités soft.

Malgré cela, un problème persiste dans l'exécution du projet. En effet, alors que les activités hard et soft sont censées être complémentaires et avoir lieu en parallèle, il y a très régulièrement **un décalage entre le soft et le hard**. Ainsi, les travaux sont rarement terminés avant la fin du PCA des ONG, alors que les réceptions devraient représenter leurs 19^{ème} et 21^{ème} activités sur 34 (points d'eau et latrines respectivement). Cela s'explique par les délais et souvent les retards dans :

- la sélection des entreprises de travaux,
- le début des travaux, notamment du fait de la nécessité pour les entreprises de fournir une caution bancaire pour obtenir l'avance au démarrage,
- la mise en œuvre des travaux par les entreprises, notamment lorsque celles-ci se retrouvent en difficultés financières avant d'avoir atteint les 60% d'ouvrages terminés pour pouvoir recevoir la deuxième tranche.

Ainsi, les ONG sensibilisent aux bonnes pratiques dans des écoles qui n'ont pas encore les moyens techniques de les mettre en œuvre. De plus, les ONG expliquent dès le début du projet que les écoles recevront les infrastructures. Lorsque, vers la fin de l'intervention de l'ONG, les écoles ne voient pas arriver les entreprises de travaux, cela réduit la crédibilité du message transmis par l'ONG auprès des bénéficiaires. Enfin, sans ouvrages terminés, la formation sur la bonne utilisation, l'entretien et la maintenance de ceux-ci reste théorique et donc risque d'être moins bien assimilée par les bénéficiaires.

Témoignage :

« On doit tirer des enseignements pour décaler les délais car trop optimistes. le timing des ouvrages c'est un vrai problème, car les écoles n'auront pas bénéficié de notre accompagnement pour l'utilisation, alors qu'on devrait les former à la gestion et à l'entretien : quand on les forme sans les ouvrages, c'est théorique, et une fois que les ouvrages sont là, il n'y a personne pour les aider. » (ONG Alphalog)

Ce problème est bien connu de l'UNICEF qui a tenté de pallier ce problème en anticipant l'identification des besoins dans les écoles. En effet, précédemment, c'était l'ONG de mise en œuvre qui en était chargée au début de son contrat, cette identification des besoins permettait ensuite d'élaborer les TDR et de lancer l'appel d'offres pour la sélection des entreprises. Cela créait un décalage d'au moins 5 mois entre le début des activités de l'ONG et ceux des entreprises. L'anticipation de l'identification des besoins devait donc permettre de réduire cet écart. Cependant, la sélection des entreprises continue à avoir lieu après la signature du PCA, et les délais de signature du contrat, de préparation et lancement des travaux restent importants. Deux écoles de notre échantillon n'avaient toujours pas de latrines terminées en mai 2018, 5 mois après la fin de l'intervention de l'ONG.

❖ Atteinte des résultats

B.1.3. Résultat 1 : L'accès aux équipements WASH dans toutes les écoles appuyées par le Spanish Natcom est-il amélioré ?

Toutes les écoles sont (ou seront prochainement pour 2 d'entre elles) dotées de latrines.

19 écoles sur 22 sont dotées de points d'eau. Les trois restantes n'ont pas pu recevoir de point d'eau car les trois tentatives de forages ont été infructueuses à Sirou et Guinékinda, tandis qu'à Maarifatou l'école est située sur une colline, à deux kilomètres de toute source d'eau.

Toutes les écoles avaient des kits de lavage des mains, d'eau potable et des intrants, bien que leur nombre ne soit pas toujours suffisant pour qu'il y ait un kit de lavage des mains par bloc de latrine et par classe (il s'agit du standard utilisé pour la notation du concours écoles propres).

Malgré ces quelques faiblesses, en général, l'accès aux équipements WASH dans toutes les écoles appuyées par le Spanish Natcom est amélioré comme il est possible de l'observer sur les photos ci-dessous :

Figure 16 : Photos d'équipements WASH dans les écoles

Latrines



Latrine de l'école de Monzondougou Koloni à Zantiébougou



Latrine de l'école de Kendé, vue intérieure, cercle de Bandiagara, Région de Mopti



Latrine de l'école de Simérou, cercle de Koro, région de Mopti

Points d'eau



Point d'eau de l'école de Dougounina A et B à Bougouni



PMH de l'école d'Ondougouda, cercle de Bandiagara, région de Mopti

Lave-mains



Des élèves pratiquant le lavage des mains avec le dispositif de lave mains



Kit de lave-mains de l'école Kendé, cercle de Bandiagara, Région de Mopti

Poubelles et dépôt d'ordures



Dépôt d'ordure de l'école de Banikani, Région de Mopti



Photo d'une poubelle fermée de l'école de Médina-coura
2^{ème} Cycle de Koutiala



Poubelle de l'école de Sorou, cercle de Koro, Région de Mopti

B.1.4. Résultat 2 : La gestion et le suivi des équipements WASH dans les écoles sont-ils améliorés ?

La gestion et le suivi des équipements WASH dans les écoles reviennent principalement aux CGS, qui ont été formés pour prendre en charge le renouvellement des intrants et petits équipements et l'entretien des latrines et du point d'eau. Pour cela, ils sont encouragés à inclure dans leur plan d'action ces activités. Sur les 21 CGS rencontrés, 20 avaient élaboré un plan d'action, dans lequel ils ont inclus l'achat et le renouvellement des intrants et petits équipements (14), Achat des intrants et entretien des ouvrages (4), organisation des journées de salubrité (2).

Depuis l'intervention du projet, sur les 5 PMH qui sont tombées en panne, 4 ont été réparées par les acteurs locaux, ce qui est un très bon résultat. Les réparations ont été prises en charge par le CGS dans 3 cas, par le directeur dans 1 cas.

Les 11 écoles qui n'ont pas encore fait face à une panne ont prévu, si une panne devait arriver, de passer par le CGS (10) ou par la mairie (1) pour la réparation.

Dans 18 écoles visitées il y a du matériel de nettoyage en stock (savon, javel, grésil, omo...), bien que dans deux écoles, les stocks soient limités.

Il semble donc que la gestion et le suivi des équipements WASH soient améliorés dans les écoles grâce au renforcement des CGS. Cependant, lorsque des manquements sont constatés, la raison invoquée par les autres acteurs (directeurs, ONG, services techniques) est souvent le manque de capacités financières du CGS, qui reste un facteur de blocage important.

B.1.5. Résultat 3 : La compréhension sur l'hygiène est-elle renforcée dans les écoles et dans les familles ?

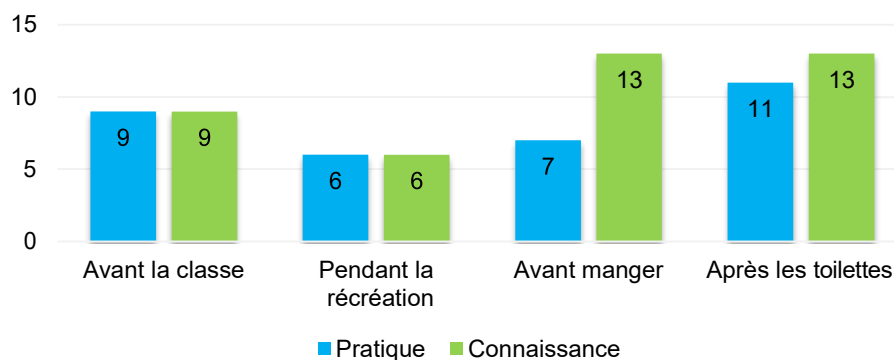
• Dans les écoles

Nous pouvons tout d'abord remarquer que toutes les écoles ont atteint le statut Fin de la Défécation à l'Air Libre -FDAL et que dans aucune des traces de défécation à l'air libre ont pu être constatées. Il s'agit d'une réelle

amélioration, puisque la moitié des groupes d'élèves interrogés ont considéré que le projet avait introduit dans leur vie l'utilisation des latrines.

Nous avons demandé aux 15 groupes d'élèves rencontrés quand ils se lavent les mains, puis quand ils doivent se laver les mains, d'où la différence entre la pratique et les connaissances dans le graphique ci-dessous. Dans la grande majorité des écoles visitées, les élèves savent qu'il faut se laver les mains avant manger et à la sortie des toilettes, ce qui montre que leur connaissance en la matière est améliorée.

Figure 17 : Connaissances et pratiques des élèves en termes de lavage des mains



Sur 15 clubs d'hygiène, 10 ont déclarés que tous les élèves appliquent bien les bonnes pratiques, tandis que 5 ont indiqué que certains continuent avec les mauvaises pratiques. La raison qui l'expliquerait selon eux est le manque de volonté et non le manque d'information ce qui montre que les élèves sont bien informés.

En effet, le programme, en renforçant la capacité des enseignants et en les dotant d'outils didactiques appropriés leur permet d'améliorer la façon dont ils donnent les leçons d'hygiène, pour que les élèves les comprennent et se les approprient mieux. De plus, le concours écoles propres, avec l'engouement qu'il crée au sein des écoles, permet aux élèves d'apprendre à mettre en œuvre les bonnes pratiques de façon régulière.

- **Au sein des familles et communautés**

Dans les 20 écoles où nous avons rencontré des parents, tous les groupes ont rapporté que les enfants leur parlent des pratiques d'hygiène, notamment concernant le lavage des mains au savon aux moments critiques, ce qui se traduit par un changement des pratiques au sein des ménages.

D'ailleurs, les parents ont indiqué dans 15 écoles que les enfants mettent en œuvre les pratiques dans les familles. Dans une école, ils ont indiqué qu'une partie des élèves n'avaient pas encore pris les bonnes habitudes, tandis que dans trois écoles, les parents ont indiqué qu'ils devaient s'assurer que les enfants les pratiquaient, ce qui montre qu'ils reconnaissent eux-mêmes l'importance des bonnes pratiques.

En couplant le WASH à l'école avec une intervention d'ATPC dans les communes attenantes grâce à d'autres financements, l'UNICEF s'assure que le niveau de connaissance en matière d'hygiène et d'assainissement s'améliore aussi dans la communauté. D'ailleurs, la moitié des communautés attenantes aux écoles visitées avaient atteint le statut FDAL.

B.1.6. Résultat 4 : Le niveau de connaissance et d'implication des acteurs est-il augmenté dans le cadre du WASH à l'école ?

- **Acteurs au niveau national**

Les acteurs rencontrés au niveau national, notamment les ministères, qui ont participé aux réunions animées par le REHA et l'UNICEF ont reconnu que le projet les a vraiment renforcés dans la compréhension des problématiques du WASH à l'école et des solutions à y apporter.

Par exemple, par le passé, au sein de la CPS-éducation il n'y avait personne qui « connaissait le langage WASH » ; avec l'enquête WINS ils se sont familiarisés avec la thématique et ont montré un réel intérêt et demandé un renforcement des compétences. Le point focal DNEF aussi est très impliqué et demande à être formé sur ces thématiques. Il est prévu en 2018 d'envoyer au Burkina (2iE) 3 représentants des 3 directions du MEN (en plus des représentants du REHA) pour une formation de 2 semaines sur le WASH à l'école.

Cependant, ce renforcement est nuancé par le départ à la retraite et le fort *turn-over* du personnel de ces ministères, et les capacités des ministères restent limitées. Par exemple, la personne récemment nommée « point focal WASH » au sein du MEN n'avait absolument aucune connaissance du WASH au moment de sa nomination. Au niveau de la DNACPN, une seule personne (actuellement, Directrice par interim) est familiarisée avec le thème, parce que toutes les autres ont été mutées. Au sein de la DNH, 3 des personnes qui suivaient le dossier sont parties à la retraite l'an dernier ; là aussi, 1 seule personne qui connaît le sujet est restée, et cette même personne partira à la retraite l'an prochain.

C'est justement pour pallier ce problème que l'UNICEF (à travers le REHA) organise chaque année des formations / recyclage avec l'ensemble des acteurs concernés. Cependant ces séances de formation annuelles ne semblent pas suffisantes puisqu'au cours d'une même année le personnel ministériel peut changer plusieurs fois. Aussi, la participation à une seule formation ne garantit pas un réel renforcement de capacités. Des petites « séances de rattrapage » pourraient être ainsi organisées ad-hoc selon les besoins sous forme de rencontre restreinte pour le personnel nouvellement affecté ou pour rafraîchir les anciens.

Les acteurs participent aux réunions lorsqu'elles ont lieu. Cependant, ces réunions ont lieu à l'initiative de l'UNICEF ou du REHA, ce qui signifie que les ministères ne prennent toujours pas le lead du WASH à l'école.

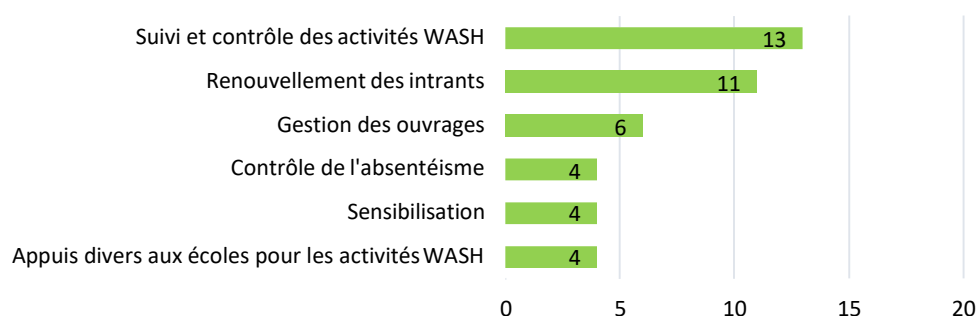
- **Acteurs au niveau déconcentré et décentralisé**

Des formations ont été dispensées aux services techniques déconcentrés (CAP, AE, DRACPN/SACPN DRH/SLH). Le niveau de connaissance du WASH par les structures techniques est bon dans l'ensemble si le personnel reste sur place et s'il ne change pas. Le niveau de connaissance des services techniques régionaux et locaux sur le WASH à l'école est très sensiblement augmenté grâce au programme. Leur implication dans le projet est relativement élevée, mais étant liée au paiement des frais et des per diems, il y a un risque élevé que les structures s'impliquent moins concernant les écoles hors projet ou après la fin du projet.

La connaissance des communes sur le WASH à l'école est faible, notamment du fait de leur implication variable (seulement les Maires motivés et passionnés par le thème s'impliquent réellement) et du renouvellement des équipes municipales il y a environ un an. Les Secrétaires Généraux sont censés assurer la continuité, mais dans les faits, ils sont soumis au Maire et ne prennent pas d'initiative en termes de transfert de connaissances ou compétences au sein de la Marie. Les Communes n'assurent toujours pas leur rôle de maître d'ouvrage des infrastructures WASH à l'école.

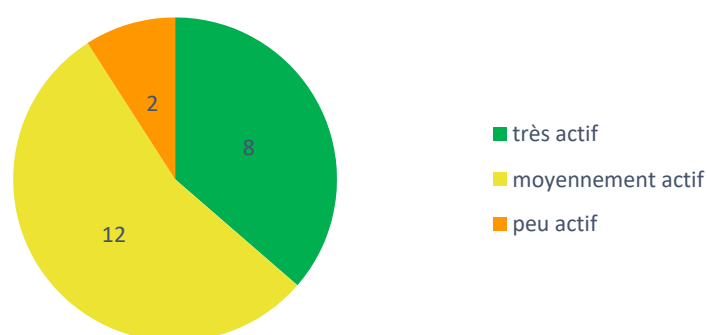
- **Acteurs dans les écoles**

Les CGS se réunissent une fois par mois en général (19 sur 21) et ont inclus le WASH dans leur plan d'action (20 sur 21) ce qui signifie qu'ils savent qu'ils ont un rôle à jouer dans le WASH. D'ailleurs, tous nous ont indiqué une ou plusieurs activités liées au WASH et qu'ils assureraient selon eux :

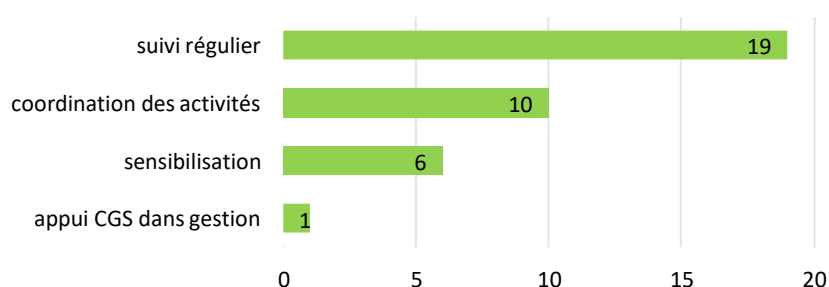
Figure 18 : Rôle assuré par les CGS concernant le WASH selon eux-mêmes

Cependant, la moitié (11 d'entre eux) ont indiqué qu'ils rencontrent des difficultés à assurer leur rôle de renouvellement des équipements et des intrants. Les difficultés majeures qu'ils évoquent sont celles financières, problème récurrent au Mali que le projet à lui seul ne peut pas résoudre, bien qu'il ait été tenté d'y palier partiellement par la mise en place de MJT.

Pour pouvoir trianguler l'information, nous avons interrogé les directeurs sur le niveau d'activité des CGS sur le WASH, certains considèrent que les CGS pourraient être plus actifs en la matière :

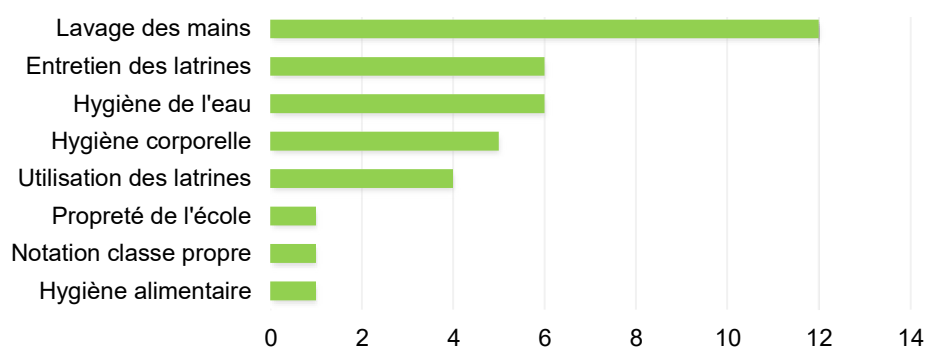
Figure 19 : Niveau d'activité des CGS selon les directeurs

Les directeurs quant à eux nous ont indiqué assurer les rôles suivants :

Figure 20 : Rôle assuré par les directeurs concernant le WASH selon eux

Dans 20 écoles sur 22 au moins un enseignant a été formé, les directeurs étant satisfaits ou très satisfaits de la formation, cela montre que le projet a permis d'améliorer les connaissances des enseignants sur le WASH. Dans 20 écoles sur 22 il y a au moins un enseignant en charge du WASH, ce qui favorise l'implication effective d'au moins un enseignant dans chaque école.

Dans les écoles visitées, les membres des clubs d'hygiène (15) ont tous pu nous donner des exemples de bonnes pratiques apprises (voir figure ci-dessous).

Figure 21 : Enseignement et/ou bonnes pratiques appris cités par les clubs d'hygiène

L'implication des clubs d'hygiène peut être réelle mais reste fragile et dépend sûrement de l'implication de l'enseignant en charge du WASH qui doit mobiliser les membres du club. En effet, dans 5 écoles sur 22, il n'y avait plus de club d'hygiène au moment de notre visite, et six clubs sur 15 ne s'étaient pas réunis depuis plus de 3 mois.

Conclusions préliminaires pour la dimension « Qualité et conformité »	Notation
<p>⇒ Mises à part quelques exceptions, les standards sont plutôt bien respectés, autant sur le soft que sur le hard. Les résultats sont atteints, excepté la construction de certaines infrastructures qui accumulent des retards. La difficulté la plus importante d'exécution des activités est le décalage entre les activités soft et les activités hard (en retard), qui sont pourtant planifiées de manière parallèle pour maximiser les résultats. Globalement, la capacité de gestion et le suivi des équipements WASH dans les écoles s'est amélioré grâce au projet. Pareillement, le niveau de connaissance et d'implication à la fois des bénéficiaires et des acteurs a augmenté grâce au projet, bien que des défis persistent surtout au niveau du personnel ministériel et des collectivités territoriales.</p>	9 /10

b) Quelle a été l'efficacité des activités de coordination, de suivi, évaluation et capitalisation ?

❖ Coordination inter-acteurs

B.2.1. Dans quelle mesure les mécanismes de coordination inter-acteurs au niveau local et national sont adéquats ?

• Au niveau local

Les réunions mensuelles mises en place pendant la durée des travaux permettent une bonne coordination inter-acteurs au niveau régional et local. En effet, elles regroupent les services techniques concernés (éducation, assainissement et hydraulique), les entreprises de travaux, le bureau de contrôle, l'UNICEF et les ONG. Cela permet d'informer tous les acteurs impliqués, d'apporter des solutions aux blocages et de faire avancer les activités. Cela permet aussi d'améliorer la communication et la collaboration entre les différents services techniques ainsi que d'améliorer les pratiques de tous les acteurs grâce à un partage des bonnes pratiques et une remise à niveau si des manquements sont constatés. De plus, en cas de problème urgent, les canaux de communication sont bien établis, surtout par mail mais aussi par téléphone, ce qui permet d'agir au plus vite pour y faire face. La disponibilité du staff de l'UNICEF au niveau de Mopti et de Sikasso dans ce sens a été saluée par l'ensemble des acteurs.

Témoignage :

« La coordination du projet était très bonne. Depuis le démarrage, on a eu des réunions mensuelles d'équipes techniques au niveau régional. Avec les entreprises et services techniques aussi. On avait chaque fois le PV. Ces réunions étaient très utiles, elles permettaient de se confronter sur ce que les acteurs avaient apprécié de bon, ce qui ne marche pas... d'exposer les problèmes et trouver les solutions ensemble ; ça permettait de renforcer la collaboration et d'améliorer les pratiques. »

(ONG Wateraid)

Nous pouvons par contre regretter que ces réunions n'incluent pas des représentants des communes et les ingénieurs des AE/CAP. Surtout, même si les ONG y participent, ces réunions concernent avant tout les travaux. Il serait opportun que ces réunions aient lieu aussi avant le début des travaux concernant les activités de formation et de sensibilisation. Aussi, il est à noter que ces réunions sont liées exclusivement aux activités du projet et ne sont pas des plateformes de coordination avec les autres acteurs intervenant dans le WINS dans la région (le cas échéant).

- **Au niveau national**

A l'heure actuelle, le seul mécanisme mis en place au niveau national est le « Comité Technique de suivi des études menées sur le WASH à l'école ». Celui-ci, sous la direction nationale de l'enseignement fondamental du ministère de l'éducation regroupe le ministère de l'assainissement, de l'eau, de la santé, le REHA, l'UNICEF, WaterAid et CARE. Par contre, USAID et World Vision n'y participent pas alors qu'ils sont actifs dans le WASH à l'école, et la Banque Mondiale non plus, alors qu'elle a financé un projet de 200 forages dans les écoles à Koulikoro, Ségou et Mopti réalisé courant 2017 en partenariat avec le MEN et la DNH.

Témoignage :

« Le Comité a été créé dans l'optique que ce soit désormais le ministère à piloter le processus, donc c'est beaucoup mieux ! Par contre, toutes les ONG et bailleurs devraient faire partie de ce comité, alors que ce n'est pas le cas. Le Comité n'est pas représentatif ! Ce Comité, ça devrait être une façon pour le gouvernement de veiller sur ce que font les ONG sur le terrain, pour avoir toutes les informations ... c'est une opportunité pour le Ministère, mais il ne saisit pas cette opportunité. »

(ONG CARE)

Surtout, en fonction des acteurs rencontrés, les objectifs de ce comité et son caractère permanent ou temporaire sont compris différemment : alors que d'après l'UNICEF et les ONG, le Comité a vocation à être permanent, d'après le Ministère, c'est un comité temporaire. Le nom officiel du Comité montre son caractère conjoncturel, puisqu'il est lié exclusivement aux études en cours. D'après la décision ministérielle n°2016/003184/MEN-SG qui le crée, le mandat du Comité est le suivant :

- De valider les rapports des trois études menées
- De transmettre les rapports validés au Cabinet du Ministère de l'Education Nationale
- D'organiser la validation officielle des rapports des trois études.

(Source : Article 2 de la décision ministérielle n°2016/003184/MEN-SG : Missions du Comité)

Ce Comité n'a donc pas officiellement une vocation à coordonner les interventions dans le domaine, mais plutôt à faire valider les études, et il semblerait donc logique qu'une fois les trois études validées, le Comité cesse d'exister. Ce qui montre que ce Comité n'est pas assez institutionnalisé. De plus, ses réunions ne sont pas régulières, les rencontres se font en fonction des besoins. Ces réunions sont donc plutôt des séances de travail plutôt que de réelles réunions stratégiques de coordination et d'échanges de leçons apprises au niveau du secteur. Cette problématique, déjà identifiée par l'UNICEF a été palliée par la mise en place d'un comité de pilotage du Plan Stratégique de Promotion de l'Education à l'Hygiène en Milieu Scolaire (PSPEHMS), prévue dans le nouveau plan et qui devrait avoir lieu prochainement.

❖ Suivi-évaluation-capitalisation

B.2.2. Dans quelle mesure les mécanismes et outils de suivi-évaluation-capitalisation sont adéquats pour permettre de mesurer des progrès et la qualité, et procéder aux éventuels ajustements à temps ?

En termes de suivi, les rapports des ONG et du bureau de contrôle permettent à l'UNICEF de suivre la mise en œuvre des activités régulièrement. Surtout, grâce à la présence du staff dans les bureaux de zone, en contact permanent avec les partenaires de mise en œuvre, les activités sont suivies de près, ce qui permet de résoudre les problèmes rapidement. Les activités sont aussi suivies depuis Bamako, mais pas de manière systématique. Un outil de suivi avait été élaboré au démarrage du programme, comprenant un outil Excel de suivi soft, un outil de suivi du hard, et un tableau de bord récapitulatif. Cet outil permettait un suivi rapproché chaque mois, des mesures correctrices, et un rapportage facile et clair à tous les bailleurs. Celui-ci n'est plus utilisé depuis 2015, car jugé trop complexe par les successeurs du concepteur.

La capitalisation, qui était très importante dans les premières phases du programme WASH à l'école de l'UNICEF, semble en perte de vitesse depuis plusieurs années. Celle-ci avait permis d'améliorer continuellement l'approche et les outils grâce au partage de bonnes pratiques entre les différentes ONG de mise en œuvre de l'UNICEF, ainsi qu'avec les autres ONG du programme Dubai Care (voir chapitre C.1.2.b). La dernière réunion entre ONG de mise en œuvre pour le partage de bonnes pratiques remonte à janvier 2017 et il n'y a plus eu de réunions de capitalisation avec les autres ONG du secteur comme WaterAid. D'ailleurs, plusieurs ONG nous ont fait part d'améliorations qu'il serait possible d'apporter aux outils, notamment sur la boîte à image qui ne couvre plus toutes les situations connues par les bénéficiaires. Une réunion de capitalisation aurait permis de rassembler ces retours d'expérience et de faire des mises à jour. C'est aussi le cas des bonnes pratiques en termes d'activités génératrices de revenus pour les AME/APE ou les CGS sur lesquelles il serait intéressant de capitaliser.

Conclusion préliminaire pour la dimension « Suivi et coordination »	Notation
<ul style="list-style-type: none"> ⇒ La coordination des activités est très efficace au niveau local grâce aux réunions mensuelles. Elle est moins régulière au niveau national, le comité n'étant pas assez institutionnalisé. ⇒ Le suivi des activités est d'un niveau acceptable, la capitalisation est par contre en perte de vitesse. 	7,5 /10

Conclusion pour le critère « Efficacité »

Notation générale pour ce critère : 8,3 / 10

Les objectifs du projet semblent atteints, ou le seront prochainement avec la fin des travaux. Les activités sont de qualité, en adéquation avec les standards établis.

En général, les activités ont été à la hauteur de ce qui était prévu, malgré quelques exceptions, dont la plus importante est liée à la désynchronisation entre hard et soft.

Le suivi et la coordination du programme sont assez bons, surtout au niveau local. La capitalisation est par contre en perte de vitesse.

C.3. Efficience

Définition d'Efficience : Mesure selon laquelle les ressources (fonds, expertise, temps, etc.) sont converties en résultats de façon économe.

Question évaluative	Sous-question	Outils mobilisés / sources d'information
Utilisation des fonds : Les ressources ont-elles été utilisées de manière efficiente ?	Les résultats sur les 3 volets ont-ils été à la mesure des sommes dépensées ?	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse des budgets mobilisés par le programme dans son ensemble (prévisionnel/réel) - Analyse des sommes mobilisées par le Spanish NatCom - Entretien avec la section WASH UNICEF
Gestion administrative et financière du programme : La gestion du programme a-t-elle permis de maximiser la relation coûts-résultats?	Aurait-il été possible d'atteindre les mêmes résultats à moindre coûts ?	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien avec la section WASH UNICEF - Analyse des modalités de passation de marché et de contractualisation des ONG - Analyse comparative des coûts unitaires (avec d'autres ONG et d'autres pays) - Analyse des PCA - Analyse des Fiches Techniques, devis quantitatif etc

a) *Les ressources ont-elles été utilisées de manière efficiente ?*

- ❖ *Les résultats sur les 3 volets ont-ils été à la mesure des sommes dépensées ?*

Partie espagnole dans le budget total du programme :

La présente évaluation concerne les activités mises en œuvre dans le cadre d'un financement du Spanish Nat Com sur base d'un fonds du Gouvernement de Navarre. Le financement est le suivant : 955 000 + 321 000 = 1 276 000 EUR (pour les deux phases). En USD, ça représente 1 489 693,54 USD (au taux de change du 01 juin 2018).

Ces activités s'inscrivent dans le cadre du programme WASH à l'école de l'UNICEF Mali, qui, dans son ensemble, est co-financé par plusieurs bailleurs de fonds, comme illustré par le tableau ci-dessous (certaines valeurs sont estimatives, fournies pour donner une idée des ordres de grandeur) :

Tableau 9 : Financement du programme WiNS

Bailleur	Contribution (USD) depuis 2015	% du total
DGIS	2 160 000	11%
JICA	550 000	3%
PADS	3 000 000	16%
Navarre / Spanish Nat Com	1 489 694	8%
Autres fonds espagnols	350 000	2%
Suède	2 460 000	13%
CIDA (Canada)	8 300 000	44%
UNICEF (estimatif)	750 000	4%
TOTAL	19 059 694	100%

Nous pouvons ainsi remarquer que le financement espagnol représente environ 8% du total du financement du programme WASH à l'école de l'UNICEF-Mali, alors que le nombre d'écoles sous financement espagnol représente 15% du total.

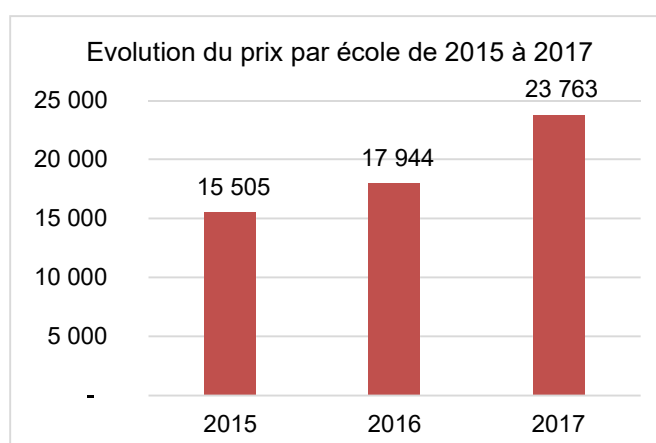
Calcul des prix unitaires :

Considérant que les écoles couvertes par l'ensemble du programme WINS de l'UNICEF-Mali sont 950 écoles dans les régions de Koulikoro, Sikasso et Mopti (CPD depuis début 2015), le prix unitaire par école est de 18 846 000 USD / 950 c'est-à-dire, 20 063 USD par école en moyenne.

Le prix unitaire NATCom pour les écoles est de 1 489 694 /145, c'est-à-dire, 10 274 USD, ce qui est largement inférieur au prix unitaire moyen : cela s'explique par le fait que le programme dans les 145 écoles NatCom est en réalité co-financé par d'autres bailleurs afin de compléter le paquet d'interventions. Ainsi, le budget total pour les 120 écoles des trois dernières années a en réalité été de 2 430 585 USD (en incluant toutes les composantes, y compris le salaire du personnel de l'UNICEF), ce qui représente un prix de 20 255USD par école en moyenne sur les trois années.

Une analyse plus fine des données des contrats avec les entreprises et les PCA au cours des années 2015-2017, montre l'évolution suivante des prix unitaires :

Figure 22 : Evolution du prix par école de 2015 à 2017



L'UNICEF nous a confirmé qu'au cours des dernières années, le prix unitaire par école a effectivement eu tendance à augmenter, à cause des facteurs suivants :

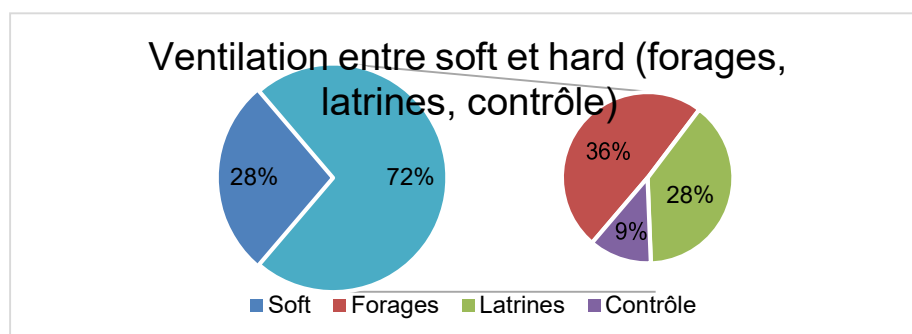
- 1) l'insécurité, ce qui rend l'accès à certaines zones plus cher (par exemple, à cause de l'obligation de louer les moyens de déplacement des rebelles pour rentrer dans certaines zones)
- 2) le ciblage de zones de plus en plus reculées et inaccessibles (ce qui a par conséquence une augmentation des coûts de transport et coût du matériel de construction peu disponible sur place)
- 3) l'augmentation de la qualité des interventions (paquet de plus en plus intégré comprenant ATPC, point d'eau, etc.)

Ainsi, l'UNICEF a signalé que dans certaines zones complexes (ex. sur la falaise à Mopti), le cout unitaire est plus élevé, autour de 30 000 USD par école. Pour cette raison, les nouvelles propositions aux bailleurs, actuellement en cours de négociation, s'orientent plus vers ce budget (ex. proposition Union Européenne).

Ventilation des coûts par composante :

L'analyse des données des contrats avec les entreprises et les PCA au cours des années 2015-2017, montre qu'en moyenne, sur les 3 années, le coût du hard a représenté 72% et le soft 28% du budget hors salaires. Dans les coûts du hard, on peut remarquer que le coût principal est représenté par les forages (36%), suivi par les latrines (28%) et enfin le contrôle (9%). Cette ventilation est en ligne avec la ventilation classique des projets WASH et est pertinente.

Figure 23 : Ventilation des coûts entre hard et soft



Une analyse de l'évolution des coûts par composante montre une tendance à l'augmentation des coûts des forages (surement lié aux risques des forages négatifs, que les entreprises commencent à internaliser dans leurs offres), ainsi qu'une diminution du coût du contrôle (en 2016, le bureau de contrôle BIRA était beaucoup moins cher que SID-SERTAS en 2015, l'année suivante le marché est encore revenu à SID-SERTAS qui a par contre réduit son prix par rapport à 2015). Cette alternance et cette évolution des coûts montre que la compétition lors des appels d'offre joue bien son rôle de régulation des prix.

Figure 24 : Evolution des coûts par composante entre 2015 et 2017

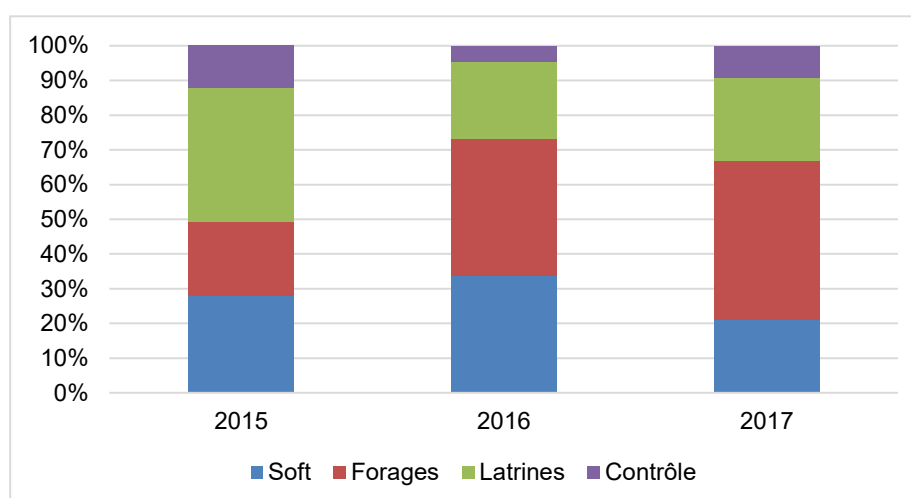
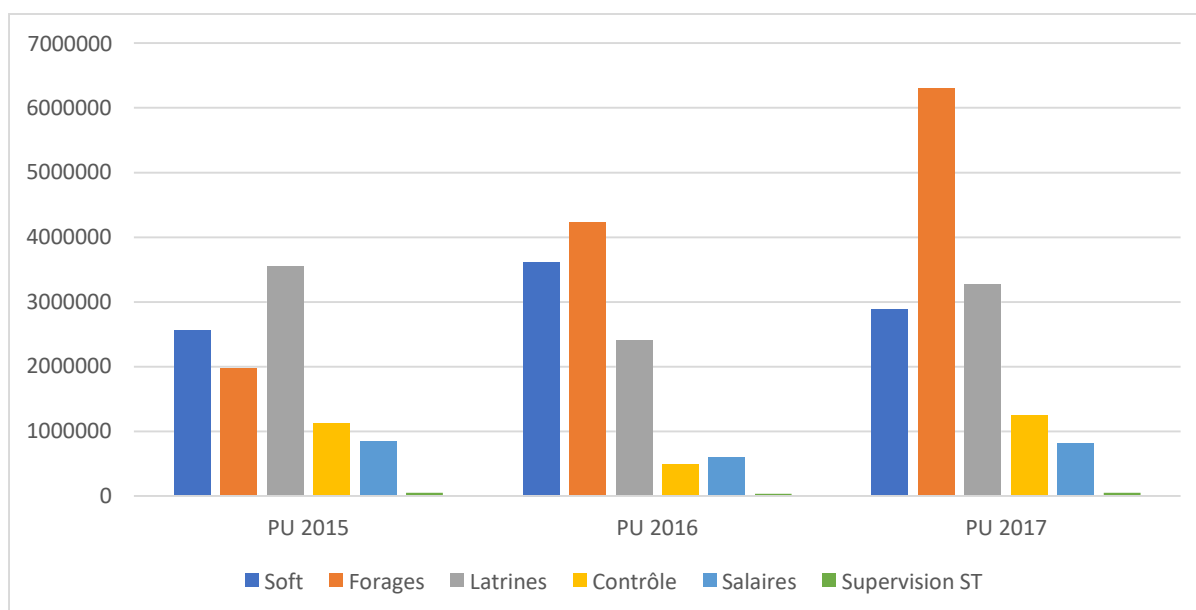


Figure 25 : Evolution des coûts unitaires par composante (FCFA)



C'est surtout le prix unitaire des forages qui a beaucoup augmenté du fait des contraintes indiquées. D'ailleurs, l'augmentation aurait été plus importante en 2016 si tous les forages avaient été mécaniques (cette année-là, 20 forages manuels ont été réalisés, ceux-ci étant au prix unitaire de 4000 contre plus de 9000 USD pour les forages mécaniques). De plus, cette année-là, le recours à l'ONG internationale WaterAid a fait augmenter considérablement les prix unitaires pour le soft.

En général, notamment à la lumière des résultats atteints par le programme (voir chapitre précédent), ces données montrent que les résultats sur les 3 volets ont été à la mesure des sommes dépensées.

b) La gestion du programme a-t-elle permis de maximiser la relation coûts-résultats ?

❖ Aurait-il été possible d'atteindre les mêmes résultats à moindre coûts ?

Les analyses ci-dessus et les entretiens avec les acteurs confirment sur tous les plans, l'attention de l'UNICEF pour maintenir les coûts faibles et accroître l'efficacité du programme

Les coûts du volet soft sont négociés étroitement avec les ONG d'intermédiation sociale. Depuis 2016, dans un souci de réduction des coûts, l'UNICEF ne signe plus de PCA avec les ONG internationales mais uniquement les ONG nationales, ce qui permet de limiter les coûts par rapport aux ONG internationales (le rapport peut aller de 1 à 10 dans certains cas) et de renforcer les capacités des acteurs nationaux. De plus, certaines ONG nous ont confié avoir dû négocier et justifier chaque ligne de leur budget, leurs frais généraux étant réduits par rapport aux contrats signés avec d'autres bailleurs (2 à 6% contre 10 à 15% habituellement).

Témoignage :

« Les couts unitaires se discutent au 1 franc prêt avec l'UNICEF ! ils essayent toujours de réduire les prix ! on doit toujours amener les preuves pour justifier nos budgets qui sont très restreints »
(Une ONG d'intermédiation sociale)

Les coûts du volet construction sont maintenus raisonnables par le recours à des appels d'offres compétitifs et ouverts aux entreprises maliennes, et le strict respect des procédures de l'UNICEF relatives à la passation des marchés de construction. Aussi, les entreprises mentionnent que l'UNICEF est très attentif aux prix et qu'elles font de leur mieux pour faire

des offres financièrement très compétitives, même parfois au risque de perdre de l'argent, puisqu'elles tiennent à avoir des contrats avec l'UNICEF pour le prestige que ça leur rapporte.

En dehors de ces calculs, il est important de mentionner que les coûts de gestion interne à l'UNICEF sont dans la moyenne puisque 1 personnel international a été affecté à plein temps sur le programme, et 1 personnel international à temps partiel, en plus des 2 ingénieurs nationaux dans les régions de Mopti et Sikasso et un autre national basé à Bamako, les trois ingénieurs nationaux étant tous les trois à temps partiel sur le projet.

L'UNICEF a également mis en place des mécanismes pour s'assurer que les prix payés soient ceux prévus au moment de l'attribution des marchés. Cependant, certains de ces mécanismes ont des effets négatifs :

- Seuls les forages positifs sont payés, les entreprises de travaux doivent donc faire les études géophysiques et effectuer des forages. Cependant, même si elles ont mobilisé leur équipe et les moyens logistiques nécessaires, s'il n'y a pas d'eau, elles ne sont pas rémunérées ou défrayées pour ce forage. Or, le taux de négativité peut atteindre 50%, comme dans la région de Sikasso dernièrement. Pour comparaison, les marchés du ministère prévoient une rémunération au mètre linéaire que les forages soient positifs ou négatifs. Ce mécanisme permet à l'UNICEF de s'écarter de tout risque et de responsabiliser les entreprises, cependant, dans les terrains particulièrement difficiles comme la zone de Mopti, les entreprises ont tendance à proposer des prix unitaires par forage plus élevés pour anticiper le risque, sans quoi elles peuvent se retrouver à pertes.
- Certaines communautés sont difficiles d'accès, ce qui engendre des frais et surtout des délais supplémentaires pour acheminer l'atelier de forage ainsi que les matériaux. C'est notamment le cas dans les falaises du pays Dogon. Certaines entreprises considèrent qu'elles ne sont pas assez informées au moment de l'appel d'offres sur ces difficultés à accéder aux sites, bien que les noms des sites soient indiqués, ce qui les empêcherait, selon elles, d'anticiper ces contraintes dans leur budget.
- De l'aveu de tous les acteurs rencontrés, le calendrier de paiement met les entreprises moyennes en difficultés. Celui-ci consiste en 30% au démarrage contre caution bancaire, 30% à 60% d'ouvrages terminés puis les 40% restants à 100% d'ouvrages réceptionnés. Tout d'abord, les banques maliennes étant peu coopératives, la caution bancaire est relativement compliquée à obtenir. Ensuite, atteindre 60% d'ouvrages terminés avec seulement 30% d'avance signifie qu'il leur faut financer sur fonds propres 30% du marché. Les marchés étant conséquents par rapport à la taille des entreprises, celles-ci se trouvent souvent bloquées par manque de trésorerie avant l'atteinte des 60% d'achèvement, ce qui crée des retards.

Témoignage :

« La méthode de paiement de l'UNICEF crée problème. Cette année on a eu assez de blocages. Ils nous obligent à préfinancer, et ils n'évaluent pas sur la base des décomptes. Le décompte est évolutif, mais eux ils ont un canevas de paiement fixe. Les autres clients et partenaires nous versent une avance de démarrage importante et sur chaque décompte ils enlèvent une partie de ce qu'ils ont déjà versé. Le système UNICEF au contraire ça crée des problèmes de liquidité à notre niveau. Aussi, les banques maliennes nous posent beaucoup de difficultés, car le système UNICEF ne les rassure pas ! elles se sont calquées au système national. » (une entreprise de travaux)

- Le bureau de contrôle a terminé ses activités rémunérées en janvier 2018. Du fait des retards des entreprises de travaux, il lui est demandé de continuer à assurer sa mission huit mois de plus, avec un avenant de seulement 10%. Le risque des retards est donc porté par le bureau de contrôle alors que sa responsabilité n'est pas plus élevée que celle de l'UNICEF.

- Les réhabilitations des latrines sont payées avec une somme forfaitaire en fonction de leur état général, cependant, selon les entreprises, celui-ci a pu se dégrader depuis l'évaluation de l'état, et les travaux peuvent être plus coûteux que le montant payé, cela explique que certaines latrines réhabilitées ne soient pas de qualité suffisante.

Ces difficultés sont connues de l'UNICEF, et des réflexions sont en cours à l'UNICEF Bamako pour trouver des solutions efficaces qui permettent de ne pas mettre trop en difficultés les entreprises. Celle-ci est en effet souhaitable, car les entreprises maliennes sont des acteurs de développement locaux pérennes, les mettre en trop grandes difficultés financières serait contre-productif dans le souhait d'aider au développement du Mali.

Comme indiqué précédemment, les coûts des ONG sont fortement limités. De plus, dans un souci de contenir les prix unitaires par école, la durée des PCA est limitée à 15 mois. Cependant, une durée plus longue d'intervention, et incluant un suivi-post projet pourrait permettre d'atteindre de meilleurs résultats avec une meilleure durabilité. Bien sûr, il s'agit d'une décision qui nécessite des arbitrages, puisque celle-ci augmenterait le coût unitaire par école.

Les coûts du projet sont donc limités, mais peut-être le sont-ils trop sur certains aspects.

Ainsi, certains objectifs peuvent demander un effort financier supplémentaire, qui vaut le coup. C'est le cas de la volonté d'aller intervenir dans des écoles particulièrement vulnérables du fait de leur isolement ou des problèmes sécuritaires dans leur région. En effet, ces écoles ont particulièrement besoin de l'intervention, mais les atteindre coûte plus cher. Cela s'explique tout d'abord par les prix liés au transport des entreprises, des matériaux et de leurs équipements, mais aussi celui du personnel de l'ONG pour effectuer les formations et la sensibilisation. Dans certains cas, il s'agit aussi de zones géologiques peu favorables aux forages, les efforts nécessaires pour trouver l'eau sont donc plus importants. De plus, dans les zones où surviennent des problèmes sécuritaires, comme c'est le cas dans la région de Mopti dernièrement, notamment dans le cercle de Youwarou ciblé par le projet, les risques supportés par le personnel des partenaires de mise en œuvre sont élevés. En effet, il y a régulièrement des vols de pick-up et de motos (ces deux types de véhicules sont maintenant interdits dans la zone), ce qui a demandé un effort d'adaptation aux acteurs. Il faut aussi parfois les véhicules ou la protection des groupes armés de la zone puisque c'est le seul moyen de ne pas se faire attaquer par la suite. Aussi, la main d'œuvre et les matériaux locaux sont plus chers. Par exemple, la tonne de ciment à Bamako coûte 80 000 FCFA tandis que dans ces zones, elle atteint 120 000 FCFA.

C'est aussi le cas lorsque, dans un souci d'amélioration de la qualité de l'intervention et multiplication des impacts, sont ajoutées des activités : couplage WASH à l'école – ATPC et la construction systématique d'un point d'eau. La construction d'un AEP plutôt que d'une PMH pourrait à l'avenir justifier une nouvelle augmentation du prix par école. Mais comme cela permettrait de fournir de l'eau à l'école, au village et au centre de santé, le nombre de bénéficiaires serait fortement augmenté, réduisant le prix unitaire par bénéficiaire.

Conclusion pour le critère « Efficience »

Notation globale pour ce critère : 9 /10

L'efficience du projet semble bonne en général. Les efforts faits pour réduire les coûts sont réels, ils ne doivent pas pour autant venir au détriment de la qualité ou de la santé financière des acteurs locaux.

C.4. Impact

Définition du critère impact : Effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non. La mesure de l'impact peut aussi impliquer une réflexion sur la capacité des gains à compenser pour les pertes. Par exemple, si l'évaluation relève l'apparition de risques.

Question évaluative	Sous-question	Outils mobilisés / sources d'information
Ressenti interne : Quels sont les impacts qui ont été perçus par les différents acteurs du programme ?	Quels sont les principaux changements (effets positifs/négatifs) du programme qui ont été perçus par les différentes catégories de bénéficiaires ?	- Entretien avec les enseignants et le directeur - Entretien avec les CGS - Entretien avec les clubs d'Hygiène - Entretien avec les élèves (grandes classes) - Entretien avec les parents d'élèves - Entretien avec les ONG "intermédiation sociale"
	Quels sont les principaux changements (effets positifs/négatifs) du programme qui ont été perçus par les partenaires de mise en œuvre ?	- Entretien avec les ONG "intermédiation sociale" - Entretien avec les ONG "construction"
Ressenti externe : Les écoles du programme ont-elles suscitées un intérêt particuliers ?	Le projet a-t-il suscité des réactions (ou intérêt) dans les communautés non bénéficiaires (Ecole/village) ?	- Entretien Maire - Entretien avec les ONG - Entretien Directeur - Entretien UNICEF au niveau des régions de Sikasso et Mopti

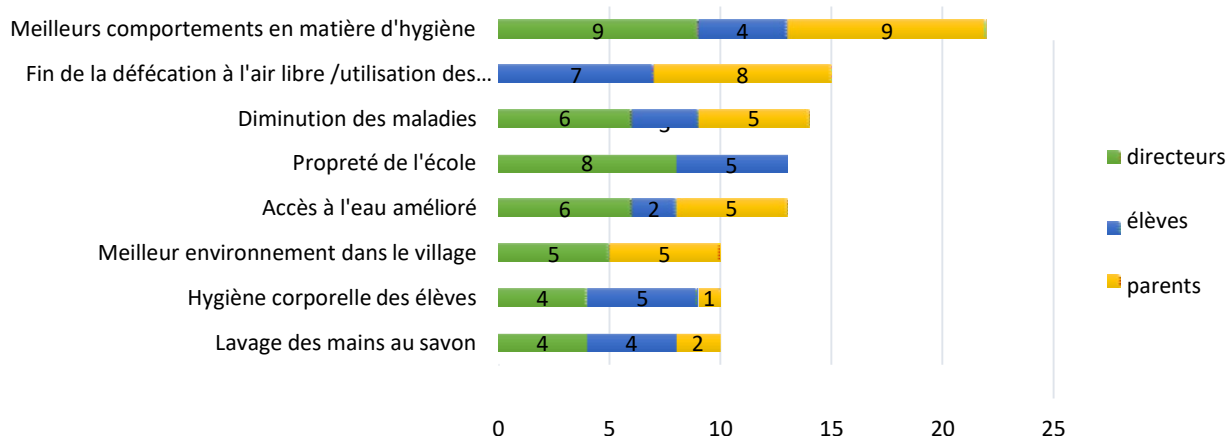
a) *Quels sont les impacts qui ont été perçus par les différents acteurs du programme ?*

❖ Impacts/effets perçus par les bénéficiaires

D.1.1. Quels sont les principaux changements (effets positifs/négatifs) du programme qui ont été perçus par les différentes catégories de bénéficiaires ?

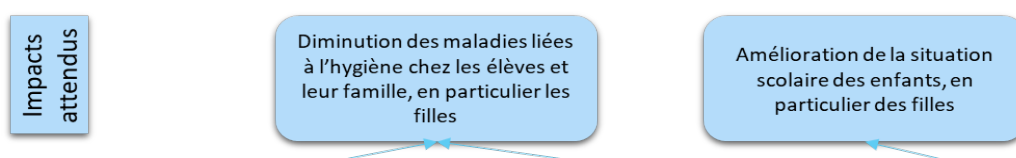
Le graphique ci-dessous représente les impacts les plus cités par les directeurs, les élèves et les parents d'élèves. Nous pouvons remarquer que les impacts les plus cités sont liés au changement de comportement des bénéficiaires. La santé a été citée par 6 directeurs, 3 groupes d'enfants et 5 groupes de parents. Par contre, la baisse de l'absentéisme ne fait pas partie des impacts les plus cités. Les directeurs ont indiqué que les raisons de l'absence des élèves sont multiples, en grande partie non liées à leur santé. Cela correspond aux résultats de l'évaluation d'impact effectuée entre 2013 et 2014 sur la phase précédente du programme WASH sur financement Dubai Care, qui avait mesuré un impact sur la réduction des cas de diarrhée auto-déclarés ainsi que sur les infections respiratoires, mais pas d'impact sur l'absentéisme des élèves.

Figure 26 : Impacts ressentis par les bénéficiaires



Ces impacts ressentis correspondent bien aux impacts attendus selon la théorie du changement du programme :

Figure 27: Impacts attendus selon la théorie du changement



❖ Impacts perçus par les partenaires de mise en œuvre

D.1.2. Quels sont les principaux changements (effets positifs/négatifs) du programme qui ont été perçus par les partenaires de mise en œuvre ?

Tous les partenaires de mise en œuvre estiment que le projet a eu des effets positifs sur la propreté de l'école, les bonnes pratiques d'hygiène et la santé des enfants.

Les ministères au niveau central ont salué l'impact du projet sur l'environnement scolaire qui améliore la santé des enfants et favorise ainsi l'apprentissage.

Les services techniques saluent la présence des infrastructures WASH grâce au projet, mais aussi la bonne connaissance et mise en pratique des mesures d'hygiène par les élèves et les enseignants. Ils considèrent que l'intervention a amélioré la santé des élèves dans les écoles, notamment grâce au lavage des mains.

Les ONG ont remarqué un réel engouement pour le projet, avec de vrais progrès des élèves dans le cadre du concours écoles propres. Ceux-ci, ainsi que le corps enseignant veut vraiment gagner le concours et joue donc le jeu en appliquant les bonnes pratiques systématiquement. En effet, la visite peut avoir lieu à tout moment dans les six mois après la fin de l'intervention.

Les partenaires de mise en œuvre ont d'ailleurs remarqué que les enfants deviennent des vecteurs de changement au sein de la communauté, certaines mères indiquent ainsi que leurs enfants les obligent à adopter les bonnes pratiques et exigent du savon pour pouvoir se laver les mains.

L'approche de l'auto-provisionnement permet une responsabilisation des bénéficiaires, puisque les écoles s'organisent pour se doter en matériel nécessaire. Cela permet de bien leur faire comprendre que c'est leur rôle et pas celui de l'ONG. Toutes les écoles se sont ainsi dotées elles-mêmes de lave-mains etc.

La combinaison ATPC + E (E pour école) permet d'améliorer la salubrité des villages de manière conséquente. Certaines communes ciblées dans le cadre du programme UNICEF sont ainsi devenues complètement FDAL, ce qui signifie que toutes les communautés sur leur territoire sont FDAL.

De nombreuses personnes rencontrées ont d'ailleurs indiqué pouvoir observer au moment des visites que le village et les alentours de l'école sont plus propres qu'avant.

Toutes les ONG ont reçu des témoignages indiquant que le projet aurait amélioré la santé des bénéficiaires. Ainsi, l'ONG Action Mopti a indiqué avoir remarqué, sur les registres des centres de santé, un recul des maladies hydriques, impact multiplié lorsque l'ATPC et le WASH à l'école sont mis en œuvre en parallèle. WaterAid a reçu la même information des directeurs et de leur registre de malades.

Témoignage :

« Avant on croisait souvent des enfants qui rentraient de l'école : « j'ai mal à la tête, j'ai mal au ventre »... ils disaient. Ce sont maintenant des cas rares. Les élèves tombent moins malades ; ils sont propres, à l'aise. »
(ONG d'intermédiation sociale)

Ce résultat est en adéquation avec les résultats de l'étude d'impact menée en 2013-2014 - l'une des plus robustes menées sur le WINS dans le monde, avec l'université d'Emory et publié dans un journal scientifique américain - qui a révélé une réduction de la prévalence de la diarrhée et des infections respiratoires.

Cette évaluation d'impact effectuée sur la phase précédente, dont la robustesse a été reconnue, a permis d'évaluer l'impact de l'approche précédente, elle avait d'ailleurs été largement citée dans l'évaluation finale de 2014. Les dispositifs nécessaires à la représentativité des données ainsi qu'à l'attribution des résultats et impacts au programme justifient qu'il ne puisse pas y avoir d'évaluation d'impact à chaque fois. Cependant, il aurait été intéressant de voir si les éléments ajoutés ont permis de maximiser l'impact. De plus, aucune baseline-endline n'a été effectuée pour pouvoir mesurer quantitativement les résultats sur les comportements et la gestion des équipements et infrastructures WASH dans les écoles.

Témoignage :

« Le CAP de Koro nous a dit que quand ils font une évaluation en fin d'année, les écoles que nous encadrons sont les meilleures en termes de note des enfants ! » (WaterAid)

L'ONG GAAS a aussi remarqué que le projet a permis d'améliorer la coordination entre les services techniques déconcentrés sur le WASH à l'école.

Selon la plupart des partenaires de mise en œuvre, la présence de latrines séparées filles/garçon introduite par le programme permettrait également une meilleure scolarisation et présence des filles à l'école, même en période de menstruations. Il est à noter cependant que cet impact ressenti par les acteurs, n'est pas confirmé par les statistiques : au contraire, l'évaluation d'impact conclue en 2015 n'a trouvé aucun impact du programme sur l'absentéisme scolaire, même des filles. Le seul indicateur qui s'est amélioré est l'absentéisme dû à la diarrhée.

Le manque de lien entre la présence d'équipements WASH et l'absentéisme est confirmé par l'enquête menée en 2017 par la Section Education de l'UNICEF (« Etude de base "zones de couverture de NORAD" : 382 écoles dans la région de Sikasso et 105 écoles dans la région de Kayes), dont les données statistiques ont été analysés lors de cette évaluation.

Ici également, les impacts ressentis correspondent bien aux impacts attendus selon la théorie du changement du programme.

Conclusion préliminaire pour la dimension « Ressenti interne »	Notation
⇒ Les bénéficiaires et partenaires du programme considèrent que le programme a des impacts importants, notamment sur les pratiques d'hygiène et la salubrité dans les écoles et les communautés. Ils ont aussi relevé une amélioration de la santé des élèves. Ces impacts sont d'ailleurs en ligne avec les résultats de l'évaluation d'impact effectuée lors de la précédente phase du programme. En général, ces impacts ressentis à la fois par les bénéficiaires et les acteurs de mise en œuvre correspondent bien aux impacts attendus selon la théorie du changement du programme.	9,5 /10

b) **Les écoles du programme ont-elles suscité un intérêt particulier ?**

❖ Intérêt des écoles et communautés non bénéficiaires

D.2.1. Le projet a-t-il suscité des réactions (ou intérêt) dans les communautés non bénéficiaires (Ecole/village) ?

Dans 18 écoles sur 22, les directeurs ont indiqué que le projet avait suscité l'intérêt des communautés ou écoles non bénéficiaires. Ainsi, le directeur de l'école de M'baradou a demandé au directeur de l'école Amadou Faye B comment intégrer le programme.

Les services techniques et acteurs locaux ont aussi fait part du fait que les demandes continuent de venir de toutes les communes et localités non bénéficiaires pour bénéficier de telles initiatives de la part de l'UNICEF.

L'ONG WaterAid a remarqué que certaines écoles et communautés voisines essayent de d'adopter certaines bonnes pratiques en se basant sur leurs ressources propres :

Témoignage :
« Notre façon d'intervenir influence même les communautés voisines qui essaient de suivre les mêmes démarches sans avoir les mêmes dispositifs dans les écoles et/ou les maisons. Certaines utilisent par exemple des tippy taps. » (WaterAid)

Conclusion préliminaire pour la dimension « Ressenti externe »	Notation
⇒ Le programme suscite l'intérêt des communautés voisines, et a pu avoir certains impacts indirects.	9 /10

Conclusion pour le critère « Impact »

Notation générale pour le critère « Impact » : 9,25 / 10

L'Impact du projet dans les écoles à la fin du projet est élevé, les bénéficiaires et partenaires de mises en œuvre ont tous remarqué une amélioration des pratiques et conditions WASH dans les écoles et bien souvent dans les communautés attenantes. Des améliorations sur la santé ont été remarquées par les ONG de mise en œuvre, ce qui est en ligne avec les résultats de l'évaluation d'impact effectuée lors de la précédente phase du programme.

De nombreuses écoles et communautés non bénéficiaires ont fait part de leur intérêt pour le projet.

C.5. Durabilité

Définition du critère durabilité : Continuation des bénéfices résultant d'une action de développement après la fin de l'intervention. Probabilité d'obtenir des bénéfices sur le long terme. Situation par laquelle les avantages nets sont susceptibles de résister aux risques.

Question évaluative	Sous-question	Outils mobilisés / sources d'information
Durabilité, appropriation: La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de durabilité ?	Les stratégies, mécanismes, outils mis en place au niveau des bénéficiaires comme des partenaires d'intervention sont-ils adéquats pour assurer une durabilité maximale des résultats compte tenu du contexte du pays?	<ul style="list-style-type: none"> - Etude des documents de projet - Etude des rapports narratifs - Discussion UNICEF - Entretien DRACPN - Entretien Directeur - Entretien CGS - Entretien Association des mères d'élèves
	De quelles manières le programme pourrait-il avoir de meilleures chances de durabilité ?	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse propre du consultant
Mise à l'échelle : La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de mise à l'échelle ?	Les stratégies, mécanismes, outils mis en place au niveau des bénéficiaires comme des partenaires d'intervention sont-ils à même d'être mis à l'échelle compte tenu du contexte du pays?	<ul style="list-style-type: none"> - Etude des documents de projet - Etude des rapports narratifs - Discussion UNICEF - Discussion Dubaï CARE - Entretien DRACPN - Entretien Directeur - Entretien CGS - Entretien Association des mères d'élèves
	De quelles manières le programme pourrait-il avoir de meilleures chances de généralisation ?	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse propre du consultant

a) **La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de durabilité ?**

❖ Durabilité

E.1.1. Les stratégies, mécanismes, outils mis en place au niveau des bénéficiaires comme des partenaires d'intervention sont-ils adéquats pour assurer une durabilité maximale des résultats compte tenu du contexte du pays ?

Les mécanismes mis en place par le projet :

Le programme a mis en place un certain nombre de stratégies, mécanismes et outils pour favoriser la durabilité. Il s'agit principalement des aspects suivants :

- De réels efforts ont été faits pour favoriser l'appropriation des bénéficiaires (directeurs, enseignants et élèves). L'approche auto-sélection des bénéficiaires (notamment la lettre d'engagement des directeurs d'écoles en début du programme) sert à garantir leur implication et motivation. En plus, le concours école propre leur donne un rôle très actif pour améliorer la situation WASH dans l'école et le concours classes propres a pour but de pérenniser les effets positifs du concours écoles propres à la seule responsabilité des élèves et du personnel de l'école.
- l'approche d'auto-provisionnement concernant les kits d'hygiène et la recherche de solutions locales aux problèmes rencontrés (ex. construction de la clôture avec du matériel local, construction de latrines temporaires en attente des travaux), couplé avec l'introduction des activités génératrices de revenus pour financer les dépenses WASH de l'école
- le travail upstream pour institutionnaliser un certain nombre de « normes » au niveau national : la mise à jour du plan stratégique, les normes et standards, les indicateurs pour l'annuaire statistique, les modules de formation des IFM
- le renforcement des acteurs à tous les niveaux : clubs d'hygiène, CGS, services techniques, collectivités, personnel des ministères, partenaires de mise en œuvre, etc.
- l'implication de toutes les autorités (services techniques régionaux et locaux, collectivités, directeurs d'école, etc.) et leur responsabilisation dans le suivi-contrôle des activités
- Les standards techniques et le contrôle des travaux permettent une qualité suffisante des ouvrages et donc une usure relativement lente.

Toutes ces stratégies sont positives et ont surement contribué à améliorer les chances de durabilité du programme par rapport au passé. Cependant, selon la grande majorité des acteurs rencontrés, la durabilité reste incertaine.

La faible capacité des acteurs :

Le fait que les services techniques, les communes et les CGS assurent la continuité des acquis du programme en termes d'entretien, de réparation et de réhabilitation, n'est pas assuré du fait du contexte malien.

En effet, les zones rurales du Mali posent de manière générale des problèmes de durabilité des résultats des projets quels qu'ils soient. Cela est dû à un important manque de moyens financiers mais aussi et surtout à des capacités limitées de la population, des structures communautaires et des autorités locales. De plus, le personnel des écoles est fréquemment muté, ce qui complique encore la durabilité des résultats, puisque les personnes renforcées dans d'autres écoles et sont remplacées par des personnes qui ne l'ont probablement pas été.

Dans le cadre de la décentralisation, les communes ont reçu de l'Etat des prérogatives sans avoir les moyens financiers et humains de les assurer. Or, les communes sont peu impliquées et ne font pas l'objet de formations spécifiques. Elles sont par contre conviées aux formations des autres acteurs comme les ONG et les CGS. Elles ont pourtant un rôle important à jouer parce qu'elles sont les maîtres d'ouvrages. Selon les acteurs locaux, elles ne sont pas assez renforcées et impliquées pour s'assurer qu'elles jouent leur rôle de suivi et de réhabilitation des ouvrages le temps venu.

Les CGS font eux l'objet de formation et d'une implication importante dès le début de l'intervention. En effet, l'approche de l'auto-provisionnement responsabilise dès le début le CGS sur les intrants et les équipements du kit d'hygiène et d'assainissement. Comme ils les ont achetés dans un premier temps, il est plus probable qu'ils en assurent le renouvellement par la suite puisqu'ils savent que c'est de leur responsabilité. Cependant, les services techniques restent dubitatifs quant à la capacité réelle des CGS à assumer ce rôle, notamment sur le plan financier. 11 CGS ont d'ailleurs indiqué connaître des difficultés financières. Le

point de départ des CGS étant très bas, les formations doivent être réellement poussées pour améliorer leurs capacités.

Les efforts de formation et de renforcement de capacités des services techniques et autorités nationales aux différents niveaux (national, régional et cercles) ainsi que leur implication régulière favorise leur implication par la suite. Malgré cela, la responsabilisation des autorités reste insuffisante, celles-ci ont parfois une approche projet, qui consiste à n'intervenir que tant que les per diem et frais sont payés, en oubliant qu'il ne s'agit que d'un appui à leurs tâches régaliennes.

L'absence de suivi post-projet :

Il y a un réel manque de suivi post-projet. Une fois le concours passé et les prix distribués, il n'y a plus d'enjeu, il y a un grand risque que l'engouement retombe dans les écoles et qu'il y ait un relâchement concernant certaines bonnes pratiques. De l'aveu même des directeurs, ainsi que selon les ONG, il y a un réel besoin de suivi post-projet pour rappeler aux acteurs leurs rôles et les remotiver régulièrement. Cela est d'autant plus vrai que la durée de l'intervention dans les écoles est relativement courte pour assurer la consolidation des acquis de la sensibilisation dans chaque école et communauté et permettre de mettre en application les pratiques de bon usage et d'entretien des infrastructures une fois terminées. La tentative qui avait été mise en place d'impliquer les services techniques dans le suivi post-projet en 2014 a été abandonnée. En effet, les rapports remis par ceux-ci, qui représentaient plus des rapports d'activités qu'un rapport de résultat avec un regard critique ne permettaient pas d'en tirer des informations pertinentes. Il est pourtant probable que la seule visite d'un service technique ait pu permettre de relancer la dynamique dans les écoles. Certains mécanismes, peut-être avec un paiement aux résultats auraient pu permettre d'améliorer la qualité des rapports remis. Les visites des CAP au moins une fois par an dans les écoles n'ont pas été utilisées jusque-là pour assurer un suivi des bonnes pratiques WASH. De plus, le programme n'a pas profité la présence permanente des mairies à proximité des différentes écoles touchées dans leur territoire pour les impliquer dans le suivi des bonnes pratiques.

Les constats de cette évaluation :

La plupart des acteurs interviewés mentionnent l'aspect de l'entretien des ouvrages WASH comme le principal défi en termes de durabilité, suivi par le maintien des bonnes pratiques d'hygiène. Plusieurs reportent avoir été témoins de situations où des petites pannes des PMH n'avaient pas pu être réparées par les écoles. Aussi, les services techniques sont conscients qu'une bonne collaboration entre l'éducation et l'hydraulique/l'assainissement fait défaut à ce niveau.

Témoignage :

« L'an dernier on a fait une évaluation interne du programme 2013-2014, sur notre initiative propre : on a vu que sur les 40 points d'eau construits dans les écoles, seulement 10 étaient encore fonctionnels ! »

(ONG Action Mopti)

Témoignage :

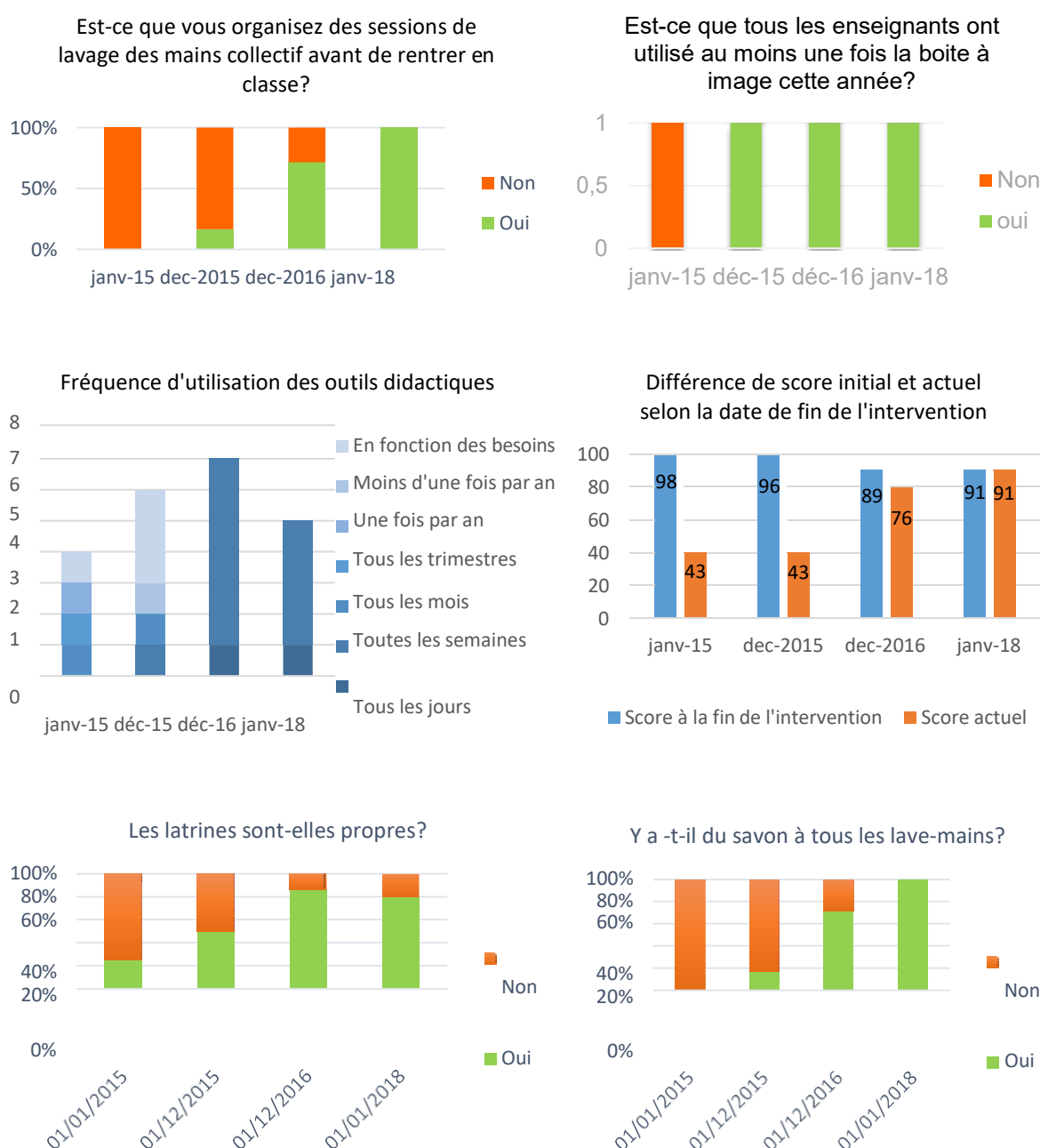
« L'entretien des ouvrages après la fin du projet, ça pose problème. On a pris des dispositions pour les petits entretiens, on a formé des gens, mais c'est du bénévolat et cela a montré ses limites un peu partout. Pour réparer une PMH, si le réparateur habite dans le village, il peut le faire, même gratuitement ! mais c'est différent s'il doit faire un déplacement »

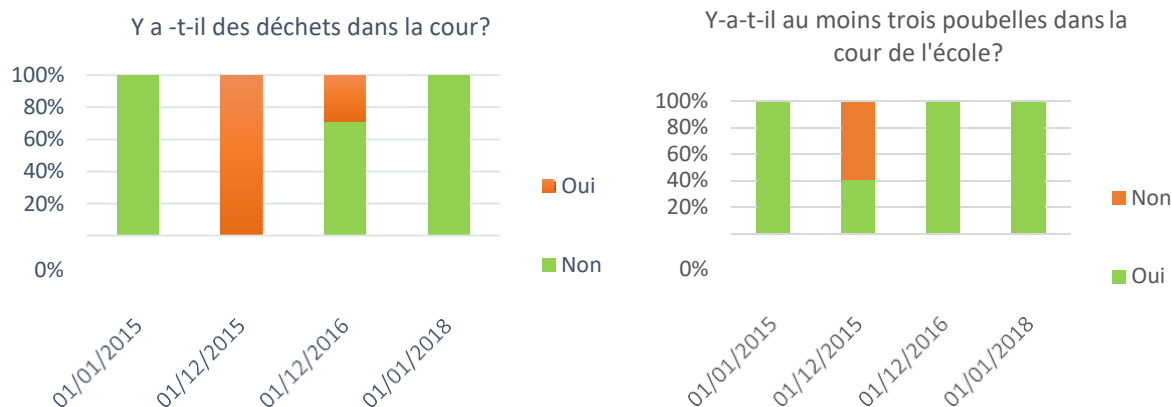
(Wateraid)

Concernant les pratiques d'hygiène, tous les acteurs témoignent un « relâchement » après la fin du projet. Cela est confirmé par les résultats de cette évaluation. En ayant visité des écoles dont la date de fin d'intervention va de janvier 2015 à janvier 2018, nous avons d'ailleurs pu

remarquer que certains aspects se perdent avec le temps, puisque plus la date de fin d'intervention est tôt, et donc l'intervention est terminée depuis longtemps, moins les bonnes pratiques sont appliquées. C'est notamment le cas, comme indiqué ci-dessous, des sessions collectives de lavage des mains, ou de l'utilisation de la boîte à image dans les leçons d'hygiène. La disponibilité de savon à tous les lave-mains ainsi que de la propreté des latrines sont aussi de moins en moins bons avec le temps. Par contre, la présence de poubelles et la propreté de la cour ainsi que l'absence de traces de défécation à l'air libre sont toujours d'actualité dans les écoles ciblées en 2014. Lors de nos visites, nous avons utilisé la grille de notation du concours écoles propres pour pouvoir comparer le score à la fin de l'intervention (date indiquée sur l'axe horizontal) et le score actuel (avril 2018). Alors que les écoles dont l'intervention s'est terminée en janvier 2018 maintiennent leur score, celles qui ne reçoivent plus l'intervention depuis 2015 ont perdu en moyenne 50 points.

Figure 28 : Résultats de l'enquête concernant la durabilité des bonnes pratiques





E.1.2. De quelles manières le programme pourrait-il avoir de meilleures chances de durabilité ?

Allonger la durée de l'intervention (composante « soft »)

Selon une grande partie des acteurs rencontrés, allonger la durée de l'intervention pourrait permettre d'améliorer la durabilité. En effet, cela permettrait d'inculquer plus durablement les bonnes pratiques et s'assurer que les CGS assurent correctement l'entretien des infrastructures après la fin de leur construction. Pour ne pas trop augmenter le coût par école et ainsi nuire à l'efficacité du projet, il s'agirait de répartir sur un temps plus long le même paquet d'activités. Grâce à la convergence géographique, les ONG peuvent couvrir plus d'écoles avec moins de temps de trajet, en ajoutant à cela qu'elles interviennent aussi dans les communautés dans le cadre de l'ATPC, le nombre d'activités (si le nombre d'écoles et de communauté est conséquent) est suffisant pour occuper le personnel des ONG à temps plein en faisant des économies d'échelles. Cependant, à l'heure actuelle, les ONG nous ont indiqué que la durée des PCA était trop courte et qu'il n'est pas toujours aisé de réaliser toutes les activités de manière approfondie et bien coordonnée. Un atelier de réflexion avec les ONG pour réfléchir aux possibilités d'allonger le calendrier des activités en maximisant la convergence géographique et les économies d'échelles sans impacter trop le coût unitaire mériterait d'être organisé.

Dans la même optique, si les ONG se voient attribuer des écoles dans le même cercle, mais dans une autre commune l'année suivante, il serait possible d'ajouter à leurs activités deux à trois visites post-intervention par année scolaire dans les écoles précédentes sans que cela ait un coût trop élevé.

Renforcer et institutionnaliser l'implication des institutions nationales

Cependant, les ONG ne peuvent être des acteurs de durabilité qu'à moyen terme. Ce sont les institutions nationales qui sont destinées à assurer la durabilité à long terme. C'est pourquoi il serait opportun de chercher des solutions pour les mobiliser à nouveau dans le suivi post-projet, avec un renforcement des capacités préalables et si possible des subventions basées sur les résultats pour s'assurer que ce dispositif permette de réels résultats.

Surtout, il faut faire un plaidoyer pour que les activités de suivi bénéficient d'un budget étatique. Pour cela, il faut s'appuyer sur des activités déjà effectuées par les services techniques. Ainsi, les écoles font déjà l'objet de visites par les CAP au moins une fois par an, l'inclusion des indicateurs WASH dans l'annuaire statistique permet que ces personnes portent une attention à cet aspect. Il pourrait être intéressant de les former pour qu'elles soient en capacité de prodiguer des conseils en cas de manquements constatés. Aussi, il est important de responsabiliser l'Etat davantage, par exemple, en incluant au sein du Pacte de Durabilité avec l'état, un engagement de suivi des anciens sites sur budget étatique (budgétiser ce suivi au niveau des frais de fonctionnement des services techniques déconcentrés)

Il pourrait aussi être opportun de former les mairies à la mise en œuvre du concours écoles propres. En effet, elles pourraient l'organiser chaque année à l'échelle de leur commune, la grille d'observations étant déjà prête. Cela pourrait tirer profit du fait que toutes les écoles d'une même commune sont ciblées.

Conclusion préliminaire pour la dimension « Durabilité et appropriation»	Notation
⇒ Des efforts importants ont été faits pour améliorer les capacités et l'appropriation des acteurs locaux, on peut notamment citer le concours écoles propres et l'auto-provisionnement des kits d'hygiène qui donnent un rôle très actif aux bénéficiaires. Cependant, certains acquis se perdent avec le temps, un suivi-post projet notamment permettrait d'éviter un relâchement.	6,5 /10

b) La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de mise à l'échelle ?

❖ **Potentialité du passage à l'échelle**

E.2.1. Les stratégies, mécanismes, outils mis en place au niveau des bénéficiaires comme des partenaires d'intervention sont-ils à même d'être mis à l'échelle compte tenu du contexte du pays ?

Le programme couvre un très grand nombre d'écoles (2 576 écoles de 2008 à 2017) et est, de ce point de vue, un programme de vaste envergure. Au Mali, selon les données de la CPS-Education, il y avait en 2014 un total de 8 625 écoles publiques ou communautaires au Mali de 1^o cycle (auxquelles d'ajoutent 3 894 écoles privés ou Medersa, qui ne sont pas ciblées par le programme). Selon ces chiffres, le programme aurait couvert environ 30% des écoles du pays en 10 ans, ce qui est un résultat très important. Cependant, il est peu probable que le programme tel quel puisse s'élargir pour couvrir l'ensemble des écoles du Mali, surtout étant donné que l'UNICEF a fait le choix stratégique de ne pas intervenir dans certaines régions. Aussi, il est à noter que les anciennes écoles où le programme est intervenu au tout début nécessiteraient très probablement une nouvelle intervention (au moins partielle).

Le programme est actuellement trop complexe et surtout trop coûteux pour être passé à l'échelle nationale du Mali tel quel (c'est-à-dire, être appliqué dans toutes les écoles du pays sur budget étatique ou sur co-financements de plusieurs bailleurs). En effet, il repose en grande partie sur un financement lourd pour les infrastructures et sur l'action et le savoir-faire des ONG, ce qui nécessite à l'heure actuelle un soutien financier et opérationnel important de l'UNICEF.

Cependant, certains aspects sont sur le point d'être passés à l'échelle ou au moins d'être généralisés à tous les partenaires du WASH dans les écoles :

- La formation des enseignants sur le WASH a été incluse dans le programme des Instituts de Formation des Maîtres. Tous les enseignants nouvellement formés devraient donc recevoir la formation et être sensibilisés aux aspects WASH.
- Les standards techniques et plans types sont devenus des références dans le secteur, une grande partie des acteurs les utilisent. Cependant, ils pourraient être mis à jour et acquérir force obligatoire grâce à un plaidoyer pour leur validation et adoption politique. Un plaidoyer est d'ailleurs en cours pour les inclure dans les annexes du prochain plan stratégique.
- L'inclusion d'indicateurs WASH dans l'annuaire statistique du ministère de l'éducation (voir partie C.1.2.a) alignement et cadre réglementaire) favorise le suivi du WASH à l'école à l'échelle nationale. En effet, le ministère de l'éducation doit renseigner des

indicateurs sur les infrastructures WASH dans le cadre d'un processus déjà effectué à l'échelle nationale.

- Le concours écoles propres est commun à plusieurs partenaires ce qui permet de multiplier le nombre d'écoles y ayant participé.
- Le concours classes propres, ne demandant aucun moyen supplémentaire pourrait être passé à l'échelle aisément.

❖ Pistes pour le passage à l'échelle

E.2.2. De quelles manières le programme pourrait-il avoir de meilleures chances de généralisation ?

Un guide « WASH à l'école » allégé, avec un paquet minimal obligatoire d'activités et des options additionnelles pourrait être mieux à même d'être passé à l'échelle. Il serait donc intéressant de l'élaborer en collaboration avec les ministères impliqués et de faire de lui une norme nationale.

L'approche trois étoiles, qui fait l'objet de réflexions au sein de l'UNICEF Mali, pourrait représenter une sorte de concours écoles propres pérenne à l'échelle du Mali, puisque les critères de notations correspondraient aux indicateurs WASH inclus dans l'annuaire statistique et les trois étoiles seraient un critère de prestige qui pourrait encourager les efforts chaque année dans les écoles.

Cependant, au vu des besoins en infrastructures dans les écoles du Mali, du coût élevé et en augmentation requis pour leur construction et au manque de capacités financières des acteurs locaux, la seule solution reste l'intervention extérieure, la plus large possible. En continuant au rythme élevé des années précédentes, l'UNICEF peut continuer à améliorer la situation dans de nombreuses écoles au Mali, mais cela ne pourra pas se faire sans un soutien financier conséquent de bailleurs internationaux.

Témoignage :

« Les ouvrages sont un très bon atout du programme. Les écoles ne peuvent pas financer les forages. L'UNICEF est un bon bailleur qui a financé 30% à 40% des ouvrages au Mali. » **Entreprise Falaise**

Conclusion préliminaire pour la dimension « Mise à l'échelle »	Notation
⇒ Le passage du programme à l'échelle du Mali, qui nécessiterait une prise en charge par les ministères, n'est pas possible du fait de la complexité et du fort besoin en financements du programme. Cependant, certains aspects sont en passe de passer à l'échelle grâce au travail de plaidoyer effectué.	6,5 / 10

Conclusion pour le critère « Durabilité »

Notation générale pour le critère « Durabilité » : 6,5 / 10

Des efforts ont été effectués pour améliorer les capacités et favoriser l'implication des bénéficiaires et des autorités nationales et assurer la durabilité, mais ceux-ci doivent se faire dans la durée et être appuyés par un suivi post-projet pour éviter un relâchement.

Le programme ne peut pas être passé à l'échelle dans l'état actuel des choses, mais certains résultats du plaidoyer vont dans le sens du passage à l'échelle de la formation des enseignants et du suivi du sous-secteur. De plus, certaines composantes du programme pourraient être sélectionnées dans un paquet minimum WASH à même d'être passé à l'échelle.

C.6. Aspects transversaux

Question évaluative	Sous-question	Outils mobilisés / sources d'information
Équité et inclusion: Dans quelle mesure le programme prend en compte les besoins spécifiques des personnes vulnérables?	Dans quelle mesure le programme intègre-t-il les besoins des filles et des femmes ?	- Analyse des documents de projet - Entretien avec la section WASH UNICEF - Analyse des supports didactiques - Entretiens avec la population scolaire fille/enseignantes - Entretiens avec les mères d'élèves
	Dans quelle mesure le programme intègre-t-il les besoins des personnes avec handicap ?	- Analyse des documents de projet - Entretien avec la section WASH UNICEF - Entretiens avec la population scolaire fille/enseignantes - Entretiens avec les mères d'élèves
Environnement : Le programme a-t-il intégré des préoccupations concernant l'environnement ?	Dans quelle mesure le programme a contribué à améliorer l'environnement et a limité ses impacts environnementaux négatifs ?	- Analyse des documents de projet - Entretien avec la section WASH UNICEF - Entretiens avec les ONG et les entreprises - Entretiens avec la enfants et enseignantes - Entretiens avec les CGS

a) **Dans quelle mesure le programme prend en compte les besoins spécifiques des personnes vulnérables ?**

❖ **Prise en compte du genre**

F.1.1. Dans quelle mesure le programme intègre-t-il les besoins des filles et des femmes ?

Nous avons rencontré des jeunes filles dans 17 des 22 écoles visitées pour leur poser quelques questions. Dans 15 d'entre elles, les filles utilisaient les latrines de l'école. Dans 2, elles ne les utilisaient pas, mais seulement parce qu'elles étaient trop sales, pas par manque d'intimité. 15 des groupes de filles ont reconnu que la séparation fille/garçon les encourage à les utiliser. Cet aspect du programme est donc bien favorable aux filles.

Les filles utilisent des morceaux de tissus dans 9 écoles, du coton hygiénique ou des serviettes dans 3 écoles, et l'un ou l'autre dans 3 écoles. Dans aucune école les filles lavent leur pagne à l'école, et toutes les filles considèrent que ce ne serait pas possible pour des raisons de praticité et de pudeur. Il serait inacceptable pour elles de jeter leurs protections hygiéniques dans des poubelles, ayant reçu des consignes contraires de la part de leurs mères et de peur que quelqu'un les voie. Elles préfèrent rentrer chez elles pour gérer ça, ou jeter dans la latrine s'il ne s'agit pas d'un pagne, qu'elles réutilisent. Ainsi, rentrer chez soi pour gérer les protections hygiéniques reste la norme pendant les périodes de règles. C'était d'ailleurs ce qui avait été révélé par l'étude formative réalisée par Emory University, l'Université de Bamako, WaterAid et Save the children en 2013/2014, financée par le programme dans sa phase précédente.

Entre autres, cette étude montrait que la grande majorité des filles n'avaient pas été informées avant leurs premières règles, et n'en entendaient parler que dans leur entourage féminin proche, avec un manque d'information voire de la désinformation. Une des recommandations était donc d'informer les filles avant même leurs premières règles, une autre indiquait qu'il fallait former les enseignants à informer et répondre aux questions en matière d'hygiène menstruelle. De ce fait, un module de formation a été créé par le programme ainsi qu'un livret de sensibilisation et d'information à destination des enseignants, élèves et mères/tantes. Une séance de sensibilisation a été intégrée aux activités soft, et cela a porté ses fruits. En effet, dans 11 écoles sur 17, les filles ont reçu des informations sur la gestion des menstrues, notamment sur les matériels à utiliser et les besoins d'hygiène, dans 9 d'entre elles avant leurs premières règles. La deuxième recommandation consistait à faire en sorte que les filles puissent se référer à quelqu'un à l'école en cas de besoin. Dans 10 des 17 écoles, les filles ont indiqué qu'elles pouvaient se référer soit à une maîtresse (6) soit à des filles plus âgées (4). La dernière recommandation portait sur les installations et les ressources nécessaires pour éviter que les filles aient à quitter l'école pour gérer leurs règles. Les éléments principaux étaient des latrines propres, privées et séparées par genre, ainsi que de l'eau et du savon. Des sacs pour transporter des protections supplémentaires étaient aussi cités comme devant être fourni par les parents. Cette recommandation a été suivie en grande partie, cependant, nous pouvons remarquer que nous n'avons pas pu observer de savon à l'intérieur même des cabines, et il n'y a pas eu de réflexions sur les équipements hygiéniques et les accessoires pour transporter des rechanges et faciliter la gestion des règles au sein de l'école.

La parité filles/garçons est promue par le programme et effectivement assurée dans la quasi-totalité des clubs d'hygiène (seuls 2 n'en comptent que 25% et 38%). L'aspect genre est donc bien pris en compte dans la composition des clubs d'hygiène, ce qui est moins le cas pour les CGS. En effet, en moyenne, il n'y a que 3 femmes sur les 13 membres que comptent les CGS, il serait intéressant d'encourager les CGS à compter plus de femmes, notamment parce qu'il est reconnu au Mali qu'elles ont tendance à mieux gérer la caisse, et qu'elles s'intéressent plus aux questions d'hygiène que les hommes. De plus, cela pourrait permettre d'améliorer les relations et la confiance avec les associations de femmes et MJT qui ne sont pas toujours bonnes. En effet, selon l'ONG Alphalog, les groupes de femmes préfèrent donner des kits au CGS que de l'argent, et dans certains cas, elles préfèrent donner l'argent aux élèves qu'au CGS. Cela est lié à un manque de confiance de la communauté envers le CGS dans de nombreuses localités. Ainsi, l'ONG GAAS a encouragé les CGS à restituer dans le cadre d'assemblées générales les recettes et dépenses de l'année pour améliorer la transparence et favoriser la confiance.

Dans 15 écoles, les filles et les garçons sont tous impliqués dans le nettoyage des latrines, cependant, dans 5 écoles visitées, les filles uniquement sont chargées de cette tâche. Éviter une telle situation permettrait d'éviter une discrimination des filles, ainsi que d'aller à l'encontre de l'idée reçue que le ménage incombe aux femmes.

❖ Prise en compte du handicap

F.1.2. Dans quelle mesure le programme intègre-t-il les besoins des personnes vivant avec handicap ?

Le programme prévoit la construction de latrines accessibles aux personnes avec handicap, avec un siège DAMU, une rampe d'accès et une rampe d'appui. Les directeurs ont considéré que ces équipements étaient pertinents pour améliorer l'accès des enfants avec handicap aux latrines. Cependant, le siège DAMU semble trop éloigné de la rampe d'appui pour que les enfants puissent l'utiliser (voir partie C.2.2), et au moins une des latrines visitées avait une marche entre la rampe d'accès et la cabine et avait une porte étroite, ces deux aspects empêchant le passage d'une chaise roulante. À noter cependant que dans l'ensemble des 22 écoles visitées un seul élève utilisait une chaise roulante. Le siège DAMU permet en tout cas de limiter les efforts liés à la position accroupie pour les handicapés moteurs.

Conclusion préliminaire pour la dimension « Equité »	Notation
⇒ Le programme prend en compte les besoins spécifiques des filles et des personnes ayant un handicap. Certains aspects pourraient être améliorés pour y répondre complètement, notamment trouver des solutions en termes d'équipements pour la gestion des menstrues à l'école, et pour améliorer l'accessibilité des latrines spécifiques aux élèves avec handicap.	8 /10

b) **Le programme a-t-il intégré des préoccupations concernant l'environnement ?**

❖ **Prise en compte de l'environnement**

F.2.1. Dans quelle mesure le programme a contribué à améliorer l'environnement et a limité ses impacts environnementaux négatifs ?

Le programme, de par les efforts concernant la propreté et la salubrité des écoles, l'atteinte de l'état FDAL et les effets sur la propreté des communautés, ainsi que grâce à la construction de dépôts d'ordures par les communautés à proximité des écoles a permis l'amélioration de l'environnement.

Tous les dispositifs de lave-mains disposent d'un 1 puisard ou de récipients de récupération des eaux usées, pour éviter la stagnation des eaux usées dans la cour de l'école.

L'aspect de la vidange des fosses est peu abordé par le programme. Dans le plan-type des latrines, des dalles sont prévues pour la vidange. Au début l'UNICEF construisait des latrines double-fosse pour la réutilisation des boues en agriculture ou leur biodégradation mais cela a été abandonné car il a été constaté que le temps de remplissage de la fosse (dont le volume est très large et du fait du climat sec) équivalait presque à la durée de vie de l'ouvrage lui-même ; de ce fait, il ne devient plus nécessaire de la vider ce qui avait aussi pour but d'éviter des risques de mauvaise pratique. Toutefois un acteur nous a rapporté que dans une école de la zone (pas forcément ciblée par ce projet), les boues de la fosse des latrines avaient été vidangées et déposées juste à côté de celle-ci, avec tous les risques sanitaires afférant ; ce qui montre l'importance de fournir des enseignements aux acteurs pour éviter ce genre de mauvaises pratiques. De plus, lors de l'atelier de restitution, il a été rapporté par plusieurs acteurs que les communautés ont tendance à utiliser les latrines de l'école comme des douches, notamment lors des inondations et lorsque des gens de passage sont hébergés dans l'école, conduisant au remplissage des fosses plus rapidement que si seuls les élèves les utilisaient. Ainsi, la probabilité de la vidange est augmentée, les bénéficiaires doivent donc être informés des bonnes pratiques en la matière.

La destruction des anciennes latrines en trop mauvais état pour être réparées et/ou présentant un danger pour les élèves semble nécessaire pour éviter que celles-ci continuent à être utilisées et à polluer l'environnement.

Conclusion préliminaire pour la dimension « Environnement »	Notation
⇒ Le programme contribue à améliorer l'environnement des écoles et des communautés à proximité. Cependant il serait possible de mieux s'assurer de la bonne gestion des boues de vidange ainsi que de la non-utilisation de latrines en trop mauvais état ou dangereuses.	9 /10

Conclusion pour le critère « Aspects transversaux »

Notation générale pour ce critère: 8,5 /10.

Les aspects transversaux sont pris en compte et améliorés par le programme, bien que certaines réflexions soient possibles sur l'hygiène menstruelle et la réelle accessibilité des latrines pour les élèves avec handicap, ainsi que l'éducation sur la gestion des boues de vidange et la destruction des anciennes latrines.

D. Etat de prise en compte des recommandations de 2014

A) Procédures de mise en œuvre du programme

Catégorie : Cadre institutionnel et coordination sectorielle	
Recommandation	Etat de prise en compte / commentaires
1. Mettre en place un cadre formel de planification et de coordination au niveau national et régional avec les acteurs clés du Wash à l'école (CAP/Mairie/DRACPN/DRH) afin de tendre vers une prise de responsabilité plus importante des acteurs institutionnels et un rôle minoré de l'UNICEF	<p><u>Partiellement pris en compte, mais cadre à formaliser et leadership des autorités maliennes à renforcer</u></p> <p>Niveau national : Mise en place du « Comité de suivi des études WASH », mais qui n'est pas vraiment un cadre de planification et de coordination et qui n'inclut pas tous les acteurs clé du secteur (seulement les acteurs impliqués dans le programme UNICEF)</p> <p>Niveau régional : le cadre est opérationnel et très efficace, mais ce n'est pas formalisé/institutionnalisé et reste lié au programme UNICEF et impulsé et financé par l'UNICEF.</p>
2. Élaborer un plan prévisionnel de transfert de compétences aux institutions nationales, tout en maintenant un suivi-accompagnement important de la part de l'UNICEF	<p><u>Pas pris en compte, pas pertinent tel quel, mais nécessaire de renforcer les capacités nationales</u></p> <p>Actuellement, les conditions ne sont pas encore remplies pour pouvoir opter pour une maîtrise d'ouvrage nationale du programme, car les acteurs nationaux n'ont pas encore les compétences suffisantes. Cependant la responsabilisation et le leadership des acteurs étatiques a progressé par rapport au passé grâce aux actions menées au niveau « upstream ».</p>
3. Renforcer la synergie entre les programmes Wash et éducation de l'UNICEF pour identifier les zones prioritaires de planification, favoriser la complémentarité des interventions, notamment en répondant aux besoins exprimés par certains directeurs pour la construction d'infrastructure hors paquet Wash	<p><u>Bien pris en compte, mais synergie à pousser plus loin</u></p> <p>La collaboration et synergie entre section WASH et section Education a largement progressé depuis l'arrivée de la nouvelle chef de section Education. Les échanges sont fréquents et les deux sections ont travaillé ensemble sur les « normes et standards » en 2016, sur la formation des CGS et des AE (modules développés ensemble en 2016), sur l'appui à la CPS pour l'analyse des données statistiques et sur la recherche de financement (la section éducation inclut systématiquement une partie « WASH » dans toutes ses demandes de fonds et contribue avec ces fonds à financer le programme WINS). Il reste toutefois à améliorer la synergie sur le ciblage des écoles pour définir des critères de choix qui prennent en compte les priorités des 2 sections et mettre en place paquet « éducation » et paquet « WASH » dans les mêmes écoles, et poursuivre le renforcement des capacités des acteurs.</p>
4. Poursuivre la démarche de création d'un pool-fund multi-bailleurs permettant la mutualisation des fonds et leur décaissement selon une même procédure, la mutualisation des gestionnaires de programme et les mêmes aspirations techniques/sociales en	<p><u>Pas pris en compte, dialogue inter-bailleurs et recherche financements nécessaires</u></p> <p>L'UNICEF estime que c'est trop préliminaire car les conditions n'existent pas dans le pays et le secteur (pas assez de bailleurs, pas de capacité de gestion au niveau du ministère etc.) cependant le financement (disponibilité et modalité) du WINS est un vrai enjeu au Mali : un dialogue avec les autres bailleurs (ex. Banque Mondiale) et un appui</p>

matière de mise en œuvre du programme	au Ministère sur la recherche de financements (ex. table ronde bailleurs) seraient nécessaires.
Catégorie : Renforcement des capacités et transfert de compétences	
Recommandation	Etat de prise en compte / commentaires
5. Poursuivre le renforcement de capacités (learning-by-doing et formation des formateurs) des ONG d'intermédiation sociale qui est très positif et permet d'augmenter le nombre de partenaires fiables pour la mise en œuvre du programme	<u>Pas pris en compte car pas pertinent</u> La multiplication des ONG locales compétences sur le WINS ne semble pas pertinent, au contraire, il y a eu une dynamique inverse de création et renforcement d'un noyau dur d'acteurs bien compétents. Un vrai passage à l'échelle ne doit pas passer par les ONG mais à travers l'état et ses démembrements. Mais il faut continuer à renforcer et outiller les structures de l'éducation pour le WASH (pour les aspects « soft », éducation à l'hygiène). Aussi, il faut poursuivre les efforts de « mise à norme » des écoles par rapport à la construction (valider les normes et standards et appuyer le Ministère pour les appliquer).
6. Accentuer le transfert de compétence avec les CAP qui sont au plus proche du terrain : ce sont eux qui pourront, à terme, prendre le relai et suivre le programme en lieu et place d'un organisme international	<u>Pas pris en compte. les CAP sont à renforcer davantage</u> Les CAP participent à la formation des ONG mais sont formés de façon superficielle. Certains fonctionnaires des CAP sont bien impliqués et motivés et savent faire passer des messages, mais c'est rare. Leur implication reste formelle et restreinte. Il faudrait élaborer un outil de formation des CAP sur le WASH pour leur expliquer comment ils doivent faire pour former les écoles/ rafraichir les enseignants/ suivi pédagogique etc. et ça devrait être une activité à part du programme.
7. Permettre aux CAP de devenir formateurs des enseignants	<u>Pas pris en compte. les CAP sont à renforcer davantage</u> Rien n'a été fait sur ce volet, cela reste pertinent (voir ci-dessus).
Catégorie : Mise en place d'un suivi post – programme	
Recommandation	Etat de prise en compte / commentaires
8. Harmoniser les notations obtenues par les écoles et les inscrire dans une base de données nationale permettant de faire un benchmark des écoles critère par critère. Cela permettrait également de documenter les difficultés rencontrées par l'ONG dans la mise en œuvre de tel ou tel activité et/ou de documenter la performance de l'ONG	<u>Partiellement pris en compte. M&E national à renforcer davantage</u> Cette recommandation visait à consolider et harmoniser les données des différentes ONG dans le cadre de Dubai-Cares, cela n'est plus pertinent tel quel étant donné que toutes les ONG suivent désormais la même fiche pour le concours. Cependant ce qui est pertinent est de renforcer le système de suivi national via l'annuaire statistique, ce que l'UNICEF a fait à travers l'introduction de nouveaux indicateurs et l'enquête WINS. Cependant ce volet reste à renforcer notamment les capacités des acteurs à renseigner ces fiches et les capacités de la CPS à traiter et exploiter les données.

<p>9. Institutionnaliser un concours école propre chaque année avec l'ensemble des écoles de 1er cycle, via la mobilisation des inspecteurs des CAP. Plusieurs options peuvent être testées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Concours couplé aux tournées de suivi des examens ou de la rentrée réalisés chaque année par les CAP. L'annexe G.7. propose la grille utilisée par les inspecteurs (fiche C8) et la grille modifiée proposée par Hydroconseil en République Démocratique du Congo. Ce travail pourrait aisément être répliqué au Mali moyennant une forte institutionnalisation du programme au sein du Ministère de l'éducation qui pourrait ensuite instruire les CAP (de manière hiérarchique) pour réaliser ce travail et également. Cela demanderait également de travailler sur les fiches de contrôle pédagogique pour y intégrer les quelques éléments clefs nécessaires à la pérennisation des actions EHA dans les écoles. Sans pour autant utiliser un autre formulaire • Concours indépendant, pose alors la question du financement pérenne dans le temps (budget national ?), mais permet l'utilisation de la fiche « Ecoles Propres » et la continuité de la notation. 	<p><u>Pas pris en compte. ca reste pertinent.</u></p> <p>Rien n'a été fait à ce niveau, mais cela serait vraiment le bon levier pour un passage à l'échelle. Il faut trouver une activité de suivi ou contrôle qui existe déjà au niveau des CAP pour y rajouter cet aspect (donc plutôt en ligne avec l'Option 1 de la recommandation de 2014).</p> <p>Lorsqu'il s'agira de réfléchir à l'introduction de l'approche 3 étoiles, il faudra voir dans quelle mesure il est possible d'intégrer ce concours au sein de la classification 3 étoiles ou de fusionner en quelque sorte les deux catégories de notation. Pour cette institutionnalisation, il faudrait quand même élaborer une fiche plus simple par rapport à l'actuelle fiche du concours, avec maximum une dizaine d'indicateurs clé.</p> <p>Il faudra aussi examiner quel rôle pourra être joué par la Mairie et quelle reconnaissance pourrait avoir la Mairie si elle a un nombre plus important d'écoles 3 étoiles etc. (ex. une attestation)</p>
<p>10. Former les CAP à la réalisation du concours école propre : vision commune de la notation à adopter et du reporting à effectuer</p>	<p><u>Pas pris en compte. ca reste pertinent.</u></p> <p>Actuellement, dans le concours écoles propres, ce sont les CAP qui sont responsables de la notation, mais les services techniques eau et assainissement disent que le CAP ne peut pas être juge et partie... alors que les CAP ont toujours le rôle d'évaluer les écoles même sur les autres paramètres (ce sont les anciennes inspections scolaire). En tout cas, il y a une tension institutionnelle à régler à ce niveau, et également une formation renforcée des CAP pour pouvoir mener à bien cette évaluation, en plus de l'institutionnaliser /pérenniser (voir ci-dessus)</p>

<p>11. Doter les CAP des outils pour la réalisation de ce travail : il est recommandé l'utilisation d'un PDA (smartphone) qui permettrait la collecte des informations facile et fiable, la prise de photo, d'un point et des horaires de début/fin de travail (=contrôle de l'agent en charge), puis l'intégration des données dans une base de données</p>	<p><u>Pas pris en compte. ca reste pertinent (en partie).</u></p> <p>L'UNICEF-WASH ne fournit pas de matériel aux CAP, et c'est vrai qu'un vrai besoin d'équipement existe (certains CAP n'ont même pas d'ordinateur !). Cependant pour que cela soit institutionnalisé ça devrait être au Ministère de l'Education de doter les CAP en équipement ; et les smartphones ne sont pas la priorité. Le rôle de l'UNICEF serait plutôt de faire un plaidoyer auprès du MEN dans ce sens, en parallèle aux appuis fournis à la CPS pour l'annuaire statistique, et en synergie avec les initiatives des autres bailleurs (ex. l'UNESCO finance un gros projet de renforcement des capacités du MEN, aussi, la section éducation de l'UNICEF va acheter des ordinateurs pour certains CAP).</p>
<p>12. Créer un système d'alerte sur la base de données créée (seuil minimum à respecter par une école) et déclencher un système de visites approfondies, recyclage des messages, recherche des causes qui permettent de vérifier la durabilité des bonnes pratiques dans une école</p>	<p><u>Pas pris en compte. pas trop pertinent tel quel. mais suivi reste à renforcer.</u></p> <p>Cette recommandation visait à créer un système d'alertes sur les écoles déjà bénéficiaires, or tel que recommandé ça serait trop cher et non-soutenable. Cependant : (1) d'un côté, un minimum de suivi post-projet semble nécessaire pour améliorer la durabilité, (2) de l'autre côté, il faut renforcer le mécanisme de suivi des indicateurs WASH dans toutes les écoles du pays à travers le ministère de l'éducation. C'est vers cela qu'on a voulu aller avec l'introduction des indicateurs WASH dans l'annuaire statistique. Pour aller plus loin, il faut maintenant introduire un système de scoring/classification des écoles sur la base de ces indicateurs (en s'inspirant de l'approche « 3 étoiles », comme indiqué ci-dessus). Les écoles avec notation la plus faible pourront constituer une liste d'interventions prioritaires utilisée par le Ministère pour faire du fund-raising, par exemple.</p>
<p>13. Créer un système de suivi des affectations/mutations des enseignants formé au Wash via les fiches de rentrées (collectées par le CAP)</p>	<p><u>Pas pris en compte. car pas pertinent</u></p> <p>Les affectations/mutations dépendent de choix (parfois politiques) qui dépassent le rôle de l'UNICEF, et créer un système de suivi de ces mouvements nécessite pas mal de ressources alors que l'UNICEF n'a pas de marge de manœuvre pour influencer ces affectations/mutations. C'est plus pertinent de viser à former tous les enseignants sur le WASH : ce que l'UNICEF cherche à faire à travers l'introduction du WASH dans le curriculum des IFM et la formation des maitres (processus en cours).</p>
<p>Catégorie : Evaluation interne de l'impact et de la durabilité</p>	
<p>Recommandation</p>	<p>Etat de prise en compte / commentaires</p>

<p>14. Exploiter l'ensemble des notations concours école propre dès le 1er round de notation</p>	<p><u>Pas pris en compte. car pas pertinent</u></p> <p>Actuellement il y a 3 vagues de notations : la 1° et la 2° servent pour faire des recommandations aux écoles sur comment s'améliorer, et cela serait pénalisant de prendre en compte ces notations pour le concours lui-même (3° vague de notation).</p> <p>Par contre il est intéressant de garder trace de l'évolution, pour voir quelles sont les écoles qui ont fait les plus gros efforts de changements et ont beaucoup modifié leur situation grâce au projet, et quelles sont les écoles qui au contraire avaient dès le départ une plutôt bonne situation WASH. On pourrait peut-être proposer d'effectuer la 3° vague ou une 4° vague de notation un an après la fin des activités (par les services techniques) : cela pourrait servir pour mesurer la durabilité.</p>
<p>15. Intégrer un système d'alerte (suivi et délais de réalisation de chaque étape) intégrant le suivi durant le programme et le suivi-post programme pour identifier au fur des années :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le principal facteur impactant sur la durabilité des interventions ; • Le moment critique (année 1, année 2, etc.) à partir duquel la majorité des écoles n'arrive plus à maintenir de bonne condition d'hygiène et d'accès à l'eau 	<p><u>Pas pris en compte. mais ca reste pertinent</u></p> <p>Globalement, un suivi post-programme n'est pas effectué car cela est trop cher. Par contre, il faudrait essayer de plus en plus de le budgétiser (négociant avec les bailleurs et avec les ONG) au moins sur un échantillon d'écoles. Aussi, il faudrait renforcer les mécanismes de suivi nationaux (voir plus haut) et d'accroître l'implication des services techniques dans ce suivi.</p>

D.1.1. Réponses sociales et techniques proposées par le programme

Catégorie : Sélection des sites	
Recommandation	Etat de prise en compte / commentaires
<p>16. Limiter l'éparpillement des sites lors de la sélection pour maximiser l'impact sur une zone tout en veillant à ne pas saturer les services techniques, qui ne disposeront pas forcément des ressources humaines suffisantes pour accompagner le projet d'autant plus si le programme renforce leur participation dans le suivi/accompagnement du processus</p>	<p><u>Pris en compte</u></p> <p>Désormais, l'UNICEF sélectionne toutes les écoles d'une commune et privilégie les communes adjacentes, afin de multiplier l'impact. Il y a eu donc une évolution positive vers la concentration des sites d'intervention.</p>
<p>17. Coupler les sélections ATPC communauté et Wash in school</p>	<p><u>Pris en compte</u></p> <p>Désormais, l'UNICEF couple les sélections ATPC communauté et WINS. Dans toutes les écoles où le programme intervient, il y a également systématiquement la composante ATPC villageoise.</p>
Catégorie : Redevabilité et caractère inclusif du programme	
Recommandation	Etat de prise en compte / commentaires

<p>18. Mettre en place un mécanisme harmonisé d'estimation des besoins (diagnostic rapide) réalisé par l'école elle-même qui prendrait en compte d'autres composantes que les infrastructures Hydro-sanitaires seules</p>	<p><u>Pas pris en compte. car pas pertinent</u></p> <p>Cette recommandation n'était pas pertinente parce qu'un diagnostic qui va au-delà du WASH risque de susciter des attentes que le programme ne peut pas satisfaire. Au contraire, le programme incite les écoles à trouver elles-mêmes avec ses propres moyens les solutions aux problèmes qu'elle rencontre (ex. construction de clôtures). Aussi, l'école peut utiliser le prix monétaire du concours (si elle est gagnante) pour faire face à ces autres besoins non-WASH.</p> <p>Un diagnostic des besoins multi-sectoriel est toutefois pertinent dans le cas où on interviendrait dans une même école conjointement entre la section éducation et la section WASH.</p>
<p>19. Valoriser la contribution des bénéficiaires à la réalisation et à l'entretien des ouvrages ;</p>	<p><u>Pris en compte</u></p> <p>Avec l'approche de l'auto-alimentation (qui a remplacé les kits d'hygiène) et avec les MJT, le programme a beaucoup mis l'accent sur la contribution des bénéficiaires dans un souci d'appropriation et de durabilité</p>
<p>20. Capitaliser avec les bénéficiaires directs du programme sur les bonnes pratiques et les éléments du programme à améliorer</p>	<p><u>Pris en compte partiellement. à poursuivre et approfondir</u></p> <p>Les ONG font ce bilan au niveau local avec les directeurs des écoles mais ce n'est pas bien structuré et l'UNICEF n'a pas beaucoup d'informations, car les rapports des ONG sont trop synthétiques et simplifiés. Il faudrait que l'UNICEF structure mieux cette activité et élabore des outils spécifiques pour récolter ce feedback des bénéficiaires (un canevas, un guide, etc.). Il y a une activité de « capitalisation » dans le guide des ONG mais sans une fiche associée, donc le reporting reste flou. Il faudrait aussi approfondir cet aspect dans les ateliers de capitalisation à la fin du projet, qui ont lieu mais qui dans la réalité sont plutôt des ateliers de clôture qui ne mettent pas beaucoup l'accent sur la capitalisation.</p>
<p>Catégorie : Qualité, adéquation technique et pérennité des ouvrages</p>	
<p>Recommandation</p>	<p>Etat de prise en compte / commentaires</p>
<p>21. Conserver un suivi permanent des entreprises de construction par des BET de contrôle ayant fait leurs preuves</p>	<p><u>Pris en compte</u></p> <p>Le suivi des entreprises est effectué par le bureau de contrôle SID-SERTAS. L'UNICEF depuis quelques années travaille avec seulement 3 bureaux d'études pour le suivi depuis. IGIP, BSH et SID-SERTAS, qui se sont confirmés comme des prestataires compétents et fiables. A la fin de chaque contrat, l'UNICEF évalue également la prestation du bureau de contrôle.</p>
<p>22. Détruire les latrines déclarées irrécupérables avant toute construction de nouvelles latrines afin que ces dernières ne soient plus utilisées par les enfants</p>	<p><u>Pas pris en compte. ca reste pertinent</u></p> <p>Cela n'a pas été inclut dans le contrat des entreprises. Il faut le prévoir pour les latrines qui ne sont pas récupérables et qui posent des risques sécuritaires, sanitaires ou environnementaux : la destruction de la superstructure, le remplissage de la fosse et la fermeture du trou de défécation.</p>
<p>23. Mesurer l'utilisation des lave-mains devant les latrines : impossible à faire dans le temps imparti de l'évaluation mais la mise en fonctionnement (remplissage d'eau, mise à disposition de savon) et l'utilisation des lave-mains placés devant les latrines semblent faibles contrairement à l'utilisation des lave-</p>	<p><u>Pas pris en compte. ca reste pertinent</u></p> <p>Selon l'UNICEF, certains enfants lavent leurs mains devant leur classe après avoir été aux toilettes, et non pas devant les latrines. Peut-être les enfants sentent moins d'appropriation pour le lave-main devant les latrines alors que celui de leur classe leur appartient et ils s'en sentent responsables. Il faudrait que les ONG puissent surveiller cet aspect et, au besoin,</p>

<p>mains placés devant les salles de classes. Ce constat doit être vérifié. Par ailleurs, les lave-mains placés devant les salles sont plus facilement surveillés par les enseignants</p>	<p>renforcer le message sur le besoin de laver les mains à la sortie des toilettes ; ou bien, trouver une stratégie pour adresser la question. Dans d'autres pays (ex. Sierra Leone), la présence d'un miroir devant le lave-main à la sortie des latrines encourage les enfants à se laver les mains.</p>
Catégorie : Adaptation du temps de mise en œuvre du programme	
Recommandation	Etat de prise en compte / commentaires
<p>24. Etendre autant que possible le temps de mise en œuvre du programme (concerne uniquement les ONG d'intermédiation sociale) sur plusieurs années, sans pour autant augmenter le volume des activités à réaliser</p>	<p><u>Partiellement pris en compte. ca reste pertinent</u></p> <p>La durée du soft a été prolongée de 1 an (environ) à 1 an et demi, ce qui est positif mais reste insuffisant pour bien ancrer les bonnes habitudes en termes de comportements. Il faudrait pouvoir couvrir au moins 2 années scolaires entières. Un autre problème très important qui se pose est le décalage entre hard et soft : souvent les ONG terminent leur contrat avant la fin des travaux ce qui ne permet pas d'accompagner les écoles dans l'utilisation et l'entretien des ouvrages. Prolonger leur contrat permettrait de pallier ce problème majeur.</p>
<p>25. Adapter le volume des activités pour ne pas alourdir les coûts d'intervention par site</p>	<p><u>Pas pris en compte. ca reste pertinent</u></p> <p>Il s'agirait ici d'augmenter la durée de l'intervention de l'ONG mais non pas le nombre d'activités, afin que ça ne coute pas plus cher. Un contrat plus long mais avec moins de personnel par exemple pour avoir le même prix Il s'agit de mieux répartir la charge de travail entre les animateurs. Ex. 1 agent qui avait 6 site, on lui donne 10 sites mais avec plus de temps.... à réfléchir. Aussi, c'est possible que certaines activités ne soient pas nécessaires dans toutes les écoles (donc, il faut essayer d'affiner l'analyse du cas-par-cas pour tailler des interventions plus sur-mesure, au lieu d'appliquer le guide de la même façon partout). Ce qui reste pertinent est qu'il faut essayer de jongler avec les prix du soft pour pouvoir prolonger la durée tout en limitant le coût (mais sans trop pénaliser ou exploiter les ONGs).</p>
<p>26. Mettre en place un paquet d'activité de base essentielle à la mise en place d'une routine d'hygiène par les directeurs puis prévoir des séances de suivie semestrielle avec l'école (dont une à la rentrée scolaire) afin de les appuyer à mobiliser des financements Wash auprès des CGS, restimuler les enseignants et le directeurs et appuyer l'école dans le maintien de club d'hygiène actif (dans les anciennes écoles)</p>	<p><u>Partiellement pris en compte. ca reste pertinent</u></p> <p>Le programme essaye déjà à travers les ONG de mettre en place une routine d'hygiène, mais il faudrait responsabiliser davantage les directeurs dans le suivi-contrôle de cette routine et aussi les impliquer dans un mécanisme de suivi et rapportage régulier de la situation (ex. mensuellement). Après la fin du projet, ce reporting et contrôle pourrait se poursuivre pendant 6 mois (à négocier avec l'ONG pour qu'elle puisse assurer cette tâche de centraliser les infos en provenance des directeurs et les faire parvenir à l'UNICEF). Après ces 6 mois, il faudrait que les services techniques assurent le relais. La proposition d'effectuer la notation finale du concours un an après la fin des interventions peut être un aboutissement de ce processus et contribuer ainsi à le renforcer.</p>

E. Conclusions Finales

Ci-dessous les conclusions finales de l'évaluation, regroupées par critères de l'évaluation. Ces conclusions bâtissent sur les différents constats et conclusions préliminaire présentés dans la section précédente. Cependant, lesdites conclusions n'émanent pas uniquement de l'analyse de données réalisée par l'équipe de l'évaluation mais aussi des échanges tenus entre l'équipe et les différentes parties prenantes.

E.1. Conclusions par critère

Forces	Faiblesses
Pertinence	
<ul style="list-style-type: none"> Programme aligné sur le cadre sectoriel, qu'il contribue à renforcer. Programme qui répond à des besoins très importants au Mali, dans les écoles mais aussi dans l'administration aux différents niveaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Certaines composantes pourraient être ajoutées pour parfaire la pertinence du programme, notamment le suivi post projet, le GHM, la différenciation technique des sites et un plaidoyer politique de haut niveau plus soutenu.
Efficacité	
<ul style="list-style-type: none"> Les résultats attendus semblent atteints, ou le seront prochainement avec la fin des travaux Les activités sont de qualité, en général dans le respect des standards établis. Le suivi et la coordination du programme sont assez bons, surtout au niveau régional et local avec les réunions mensuelles. 	<ul style="list-style-type: none"> Il y a une désynchronisation entre hard et soft qui pose plusieurs problèmes La capitalisation est en perte de vitesse
Efficiace	
<ul style="list-style-type: none"> L'efficiace du projet semble bonne en général. Des efforts sont faits pour éviter des coûts trop importants. 	<ul style="list-style-type: none"> Les efforts faits pour réduire les coûts ne doivent pas pour autant venir au détriment de la qualité ou de la santé financière des acteurs locaux.
Impact	
<ul style="list-style-type: none"> L'Impact du projet dans les écoles à la fin du projet est élevé, les bénéficiaires et partenaires de mises en œuvre ont tous remarqué une amélioration des pratiques et conditions WASH dans les écoles et bien souvent dans les communautés attenantes. Des améliorations sur la santé ont été remarquées par les ONG de mise en œuvre. De nombreuses écoles et communautés non bénéficiaires ont fait part de leur intérêt pour le projet. 	<ul style="list-style-type: none"> Aucune baseline-endline n'a été effectué pour pouvoir mesurer quantitativement les résultats du programme sur les comportements et la gestion WASH dans les écoles.
Durabilité	

<ul style="list-style-type: none">• Des nombreux mécanismes ont été mis en place pour favoriser la durabilité• Des efforts importants ont été faits pour l'appropriation par les bénéficiaires et les services techniques• Certains résultats du plaidoyer vont dans le sens du passage à l'échelle de la	<ul style="list-style-type: none">• L'intervention est relativement courte par rapport à la quantité d'activités prévues, la volonté de changement de comportement. Elle manque de suivi post-projet pour éviter un relâchement.• Le respect des bonnes pratiques a tendance à diminuer dans le temps
---	--

formation des enseignants et du suivi du sous-secteur.	<ul style="list-style-type: none"> • Les services techniques n'assurent pas sur fonds propres un suivi post-projet • Les communes ne sont pas assez impliquées pour jouer leur rôle sur la durabilité des ouvrages. • Le programme ne peut pas être passé à l'échelle dans l'état actuel des choses • Les outils ne sont pas adaptés au passage à l'échelle
Aspects transversaux	
<ul style="list-style-type: none"> • L'équité entre les genres et les contraintes des enfants vivant avec un handicap physiques sont bien pris en compte • Le projet a contribué à améliorer l'environnement des écoles et de leurs alentours. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une meilleure prise en compte de l'hygiène menstruelle pourrait permettre que les filles ne restent pas à la maison pendant leurs périodes.

E.2. Récapitulatif des notations

Questions principales		Indicateurs		Score indicateur	Score dimension	Score critère
A. PERTINENCE : EVALUATION DES PROCEDURES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET						
A.1	Logique d'intervention : La logique d'intervention du programme WASH à l'école est-elle cohérente?	A.1.1.	Le programme s'aligne-t-il sur le Plan Stratégique de Promotion de l'Education à l'Hygiène en Milieu Scolaire ? Et sur les politiques et stratégies nationales en général? Contribue-t-il à renforcer le cadre réglementaire ?	9,5	9,25	8,2
		A.1.2.	Le programme, dans sa conception (activités et réalisations), est-il bien approprié et adéquat pour atteindre les objectifs poursuivis? Y a-t-il eu des changements dans la conception et/ou dans les activités depuis la précédente évaluation?	9,5		
		A.1.3.	Certaines interventions ont-elles été omises alors qu'elles permettraient d'atteindre plus sûrement les objectifs poursuivis ?	8		
		A.1.4.	Certaines interventions ont-elles été ajoutées afin de permettre d'atteindre plus sûrement les objectifs poursuivis ?	10		
A.2	Bonnes pratiques : Le programme a-t-il su intégrer les derniers développements et innovations dans le domaine?	A.2.1.	Dans quelle mesure le programme a-t-il su prendre en compte l'expérience d'autres partenaires au développement et les meilleures pratiques d'autres pays au niveau du volet "construction" / "intermédiation sociale" / "suivi-évaluation/capitalisation/coordination" ?	6,5	6	
		A.2.2.				
A.2.3.						
		A.2.4.	Dans quelle mesure le programme reflète-t-il les derniers développements de la recherche dans le domaine?	5,5		
A.3	Sensibilité aux besoins : Le programme a-t-il pu satisfaire les	A.3.1.	Le programme répond-il correctement aux besoins prioritaires et attentes des bénéficiaires (élèves, enseignants, CGS, parents d'élèves, etc.)?	9	8,3	

	préoccupations des différentes catégories de bénéficiaires et partenaires ?	A.3.2.	Le programme répond-il correctement aux besoins prioritaires et attentes des partenaires de mise en œuvre (communes, services techniques, ONG, prestataires de travaux, etc.)?	8		
		A.3.3.	Le programme a-t-il donné lieu à une implication suffisante des bénéficiaires et des partenaires ?	8		
B. EFFICACITE : EVALUATION DES APPROCHES PRECONISEES PAR LE PROJET						
B.1	Qualité et conformité : La mise en œuvre sur le terrain a-t-elle été en ligne avec ce qui été prévu ?	B.1.1.	Les principaux critères et standards préalablement établis par le programme sont-ils respectés ? Les ouvrages présentent-ils une qualité satisfaisante (respect des standards de construction, état de fonctionnement, accessibilité, degré de dégradation (usure, vandalisme)) ?	8	9,0	8,3
		B.1.2.	De quelle manière les activités sont-elles planifiées, exécutées et supervisées ?	9		
		B.1.3.	Résultat 1 : L'accès aux équipements WASH dans toutes les écoles appuyées par le Spanish Natcom est-il amélioré ?	9,5		
		B.1.4.	Résultat 2 : La gestion et le suivi des équipements WASH dans les écoles sont-ils améliorés ?	9,5		
		B.1.5.	Résultat 3 : La compréhension sur l'hygiène est-elle renforcée dans les écoles et dans les familles ?	10		
		B.1.6.	Résultat 4 : Le niveau de connaissance et d'implication des acteurs est-il augmenté dans le cadre du WASH à l'école ?	8		
B.2	Suivi et coordination : Quelle a été l'efficacité des activités de coordination, de suivi, évaluation et capitalisation?	B.2.1.	Dans quelle mesure les mécanismes de coordination interacteurs au niveau local et national sont adéquats?	7,5	7,5	
		B.2.2.	Dans quelle mesure les mécanismes et outils de suivi-évaluation-capitalisation sont adéquat pour permettre de mesurer des progrès et la qualité, et procéder aux éventuels ajustements à temps ?	7,5		
C. EFFICIENCE						
C.1	Utilisation des fonds : Les ressources ont-elles été utilisées de manière efficiente ?	C.1.1.	Les résultats sur les 3 volets ont-ils été à la mesure des sommes dépensées ?	9	9	9
C.2	Gestion administrative et financière du programme	C.2.1.	Aurait-il été possible d'atteindre les mêmes résultats à moindre coûts ?	9		
D. IMPACT : EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS DU PROJET						
D.1	Ressenti interne : Quels sont les impacts qui ont été perçus par les différents acteurs du programme ?	D.1.1.	Quels sont les principaux changements (effets positifs/négatifs) du programme qui ont été perçus par les différentes catégories de bénéficiaires ?	9,5	9,5	9,25
		D.1.2.	Quels sont les principaux changements (effets positifs/négatifs) du programme qui ont été perçus par les partenaires de mise en œuvre ?	9,5		
D.2	Ressenti externe : Les écoles du programme ont-elles suscité un intérêt particulier?	D.2.1.	Le projet a-t-il suscité des réactions (ou intérêt) dans les communautés non bénéficiaires (Ecole/village) ?	9	9	

E. DURABILITE ET APPROPRIATION DU PROJET						
E.1	Durabilité, appropriation: La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de durabilité ?	E.1.1	Les stratégies, mécanismes, outils mis en place au niveau des bénéficiaires comme des partenaires d'intervention sont-ils adéquats pour assurer une durabilité maximale des résultats compte tenu du contexte du pays?	6,5	6,5	6,5
		E.1.2	De quelles manières le programme pourrait-il avoir de meilleures chances de durabilité ?			
E.2	Mise à l'échelle : La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de mise à l'échelle ?	E.2.1	Les stratégies, mécanismes, outils mis en place au niveau des bénéficiaires comme des partenaires d'intervention sont-ils à même d'être mis à l'échelle compte tenu du contexte du pays?	6,5	6,5	
		E.2.1	De quelles manières le programme pourrait-il avoir de meilleures chances de généralisation ?			
F. CRITERES TRANSVERSAUX						
F.1	Équité et inclusion: Dans quelle mesure le programme prend en compte les besoins spécifiques des personnes vulnérables ?	F.1.1	Dans quelle mesure le programme intègre-t-il les besoins des filles et des femmes ?	8	8	8,5
		F.1.2	Dans quelle mesure le programme intègre-t-il les besoins des personnes avec handicap ?	8		
F.2	Environnement : Le programme a-t-il intégré des préoccupations concernant l'environnement ?	F.2.2	Dans quelle mesure le programme a contribué à améliorer l'environnement et a limité ses impacts environnementaux négatifs ?	9	9	
Moyenne Générale				8,3		

Note : Il s'agit de notations effectuées selon le point de vue de l'équipe d'évaluation en fonction de son expérience, pour donner un aperçu du niveau de chaque indicateur, il n'y a pas de méthode de calcul mécanique.

E.3. Conclusions par composante

Upstream

Le volet upstream n'était pas inclus dans le financement espagnol, mais il a fait partie des activités du programme en général. Les efforts ont permis d'améliorer le cadre du secteur et de faire valider plusieurs textes ou mécanismes importants :

- Le nouveau plan stratégique du WASH à l'école
- L'inclusion du WASH dans la formation des maîtres
- L'inclusion du WASH dans l'annuaire statistique du MEN
- La reconnaissance nationale des standards UNICEF

Cependant, ces textes ayant été validés récemment, leur mise en application n'est pas encore effective, et des efforts importants devront se poursuivre pour s'assurer que le ministère de l'éducation prenne le lead du secteur et le fasse progresser comme prévu, notamment à travers des réunions régulières et productives du comité de suivi du plan stratégique. Le WASH à l'école devra aussi être inclus dans les documents stratégiques des ministères concernés qui sont en cours de mise à jour. Les efforts concernant l'upstream doivent être maintenus pour permettre la durabilité et le passage à l'échelle au Mali de certaines activités

et résultats du programme. De plus, un plaidoyer au niveau des bailleurs devrait être organisé pour un appui au financement de la mise en œuvre du plan stratégique.

Soft

La composante soft a bénéficié de grandes améliorations introduites lors des phases précédentes du programme. Le guide des activités est très complet et cohérent et les ONG, formées par le programme, le mettent bien en œuvre. Il faudrait reprendre les ateliers de capitalisation avec elles pour continuer à améliorer le programme et mettre à jour certains outils.

Le recours aux ONG nationales (hors 2016) a permis de maintenir les coûts et de renforcer leurs capacités.

Pour éviter le relâchement dans les bonnes pratiques observées et ainsi permettre la durabilité des résultats du programme, un temps plus long de mise en œuvre (2 années scolaires) et l'introduction d'un suivi post-projet seraient souhaitables.

Hard

Les plans types des infrastructures sont devenus des références dans le secteur de facto, puis en étant inclus au nouveau plan stratégique en tant qu'annexes. La qualité des infrastructures construites favorise leur durabilité technique. La séparation physique des latrines par genre favorise leur utilisation par les filles. Certaines améliorations comme carreler les latrines pourraient être envisagées pour favoriser leur propreté. Certains aspects notamment en ce qui concerne l'accessibilité des latrines en chaise roulante doivent être vérifiés.

La compétition ouverte entre entreprises permet de limiter les coûts. Cependant, ceux-ci ont augmenté notamment en ce qui concerne les forages du fait du taux important de forages négatifs dans certaines zones couvertes, des problèmes sécuritaires de plus en plus répandus au Mali, et de la mauvaise accessibilité de certains sites. La contrainte des forages négatifs, qui repose sur les entreprises puisqu'ils ne sont pas payés, les pousse à augmenter le prix unitaire pour couvrir les risques. Les modalités de paiement, avec des tranches éloignées mettent en difficulté les entreprises moyennes, il serait opportun de les modifier pour éviter les retards qu'elles causent.

E.4. Leçons apprises

Lors de la collecte et de l'analyse des données, l'équipe d'évaluation a tiré des leçons d'ordre stratégique et opérationnelle qui méritent d'être prises en compte plus attentivement dans le futur, pas seulement dans le cadre de ce programme au Mali mais aussi d'autres interventions mise en œuvre dans le reste de la région, pourvu que ces dernières présentent les mêmes caractéristiques en termes de zone d'intervention et des cibles.

Critères	Lecons apprises	Conclusions
Pertinence, cohérence	LA1. Le paquet WASH est un aspect intégrateur pour les communautés. En effet, il favorise la cohésion du village grâce à l'engouement de toute la communauté qui s'organise pour gagner le concours. Ainsi, le secteur WASH se confirme comme une bonne « porte d'entrée » pour toute autre activité dans la communauté.	Le programme WASH in school de l'UNICEF au Mali est un programme très pertinent puisqu'il répond à des besoins importants dans les écoles mais aussi dans l'administration aux différents niveaux. Son approche est solide, aboutie et cohérente, élaborée à partir des leçons apprises des phases précédentes. Ces dernières années ont représenté une phase de consolidation nécessaire.
Efficience		L'efficience du projet semble bonne en général. Les efforts faits pour réduire les coûts sont réels, ils ne doivent pas pour autant venir au détriment de la qualité ou de la santé financière des acteurs locaux.
Efficacité	LA2. Coupler l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et le WASH à l'école permet une meilleure mobilisation des communautés, mais aussi une meilleure salubrité à l'échelle des communautés. LA3. Les activités du programme étaient de qualité et en adéquation avec les standards établis mais la désynchronisation entre hard et soft constitue un risque important	Les objectifs du projet seront prochainement atteints avec la fin des travaux. Les activités sont de qualité, en adéquation avec les standards établis. En général, les activités ont été à la hauteur de ce qui était prévu, malgré quelques exceptions, dont la plus importante est liée à la désynchronisation entre hard et soft. Le suivi et la coordination du programme sont assez bons, surtout au niveau local. La capitalisation est par contre en perte de vitesse.
Impact	LA4. Les élèves sont des vecteurs de messages et de bonnes pratiques à la maison. Ils constituent ainsi un élément clé de durabilité	L'Impact du projet dans les écoles à la fin du projet est élevé, les bénéficiaires et partenaires de mises en œuvre ont tous remarqué une amélioration des pratiques et conditions WASH dans les écoles et bien souvent dans les communautés attenantes. Des améliorations sur la santé ont été remarquées par les ONG de mise en œuvre, ce qui est en ligne avec les résultats de l'évaluation d'impact effectuée lors de la précédente phase du programme. Du fait des impacts positifs à l'école et en dehors (dont au sein des foyers) de nombreuses écoles et communautés non bénéficiaires ont fait part de leur intérêt pour le projet.
Durabilité	LA5. L'implication des Musow ka Jigiya Ton et Associations de Mères d'Elèves favorise les activités WASH à l'école grâce à leur appui aux CGS. Leur formation représente aussi une opportunité pour sensibiliser les communautés sur les bonnes pratiques.	Des efforts ont été effectués pour améliorer les capacités des différents acteurs dont les groupements et associations de femmes et favoriser l'implication des bénéficiaires et des autorités nationales et assurer la durabilité, mais ceux-ci doivent se faire

	LA6. Il arrive que les écoles servent aussi d'hébergement, notamment en cas d'inondations, mais aussi pour les élections... les latrines sont alors utilisées comme douches et les fosses peuvent se remplir plus vite que prévu. Il faut donc bien prendre en compte la vidange dans la formation des directeurs et des CGS et les responsabiliser quant aux utilisations non prévues des infrastructures.	<p>dans la durée et être appuyés par un suivi post-projet pour éviter un relâchement.</p> <p>D'autres formations pourraient être envisagées au niveau des Directeurs d'écoles et des CGS</p>
Équité & inclusion	LA7. La gestion de l'Hygiène menstruelle est un enjeu au Mali, et les efforts faits ont permis une meilleure information des jeunes filles. Il serait bon de renforcer la communication autour de cette thématique, autant à l'école que dans les communautés.	Les aspects transversaux sont pris en compte et améliorés par le programme, bien que certaines réflexions soient possibles sur l'hygiène menstruelle et la réelle accessibilité des latrines pour les élèves avec handicap, ainsi que l'éducation sur la gestion des boues de vidange et la destruction des anciennes latrines.

E.5. Défis

- L'hygiène menstruelle et les tabous associés sont un défi important pour le Mali, notamment pour améliorer la disponibilité, le confort et la santé des jeunes filles et des femmes pendant leurs règles.
- Il reste des efforts à faire pour que le secteur soit réellement sous le lead du ministère de l'éducation, avec une coordination avec les autres ministères concernés.
- La durabilité des résultats du programme est le défi le plus important, puisqu'il repose sur plusieurs composantes :
 - Les bénéficiaires doivent s'approprier les bonnes pratiques et la bonne gestion des équipements et infrastructures au-delà de la fin de l'intervention et notamment après la fin du concours écoles propres. Il faudrait donc arriver à perpétuer les bénéfices du concours, peut-être avec une organisation d'un concours annuel par les mairies, et/ou dans le cadre de l'approche trois étoiles.
 - Le WASH à l'école doit faire l'objet d'une bonne gouvernance au niveau local, notamment grâce à une répartition claire des rôles et responsabilités entre les CGS et les mairies et surtout une meilleure implication des communes en tant que maîtres d'ouvrage.
 - Les capacités financières des acteurs locaux doivent être améliorées. Pour cela, les CGS doivent améliorer leur transparence dans la gestion des fonds pour rassurer les parents sur leurs cotisations. Les mairies doivent mettre à disposition des CGS leur contribution, notamment, l'utilisation des fonds ADARS doit être clarifiée auprès des acteurs locaux.
 - La qualité des infrastructures permet d'éviter les risques en termes de durabilité technique si les bénéficiaires sont formés à bien les utiliser et les entretenir.
- Ce dernier point nécessite de régler un défi en lui-même : la désynchronisation hard et soft. En effet, il faut réussir à faire en sorte que les ONG soit encore présentes quelques temps après la fin de la construction des infrastructures pour s'assurer que les bénéficiaires les utilisent correctement et sachent les entretenir.
- Dans un souci d'amélioration de la qualité du service aux populations et donc leurs conditions de vie, pour éviter une surexploitation de la PMH de l'école parce que la communauté n'a pas de point d'eau et pour limiter les risques de forage négatifs, il serait intéressant de construire un AES à l'échelle du village, desservant l'école, la communauté et le centre de santé. Cependant, le défi est de trouver des solutions pour en financer la construction, plus coûteuse que celle des PMH.

F. Recommandations

Au terme de cette évaluation et à la lueur des différents constats et conclusions mises en évidences dans les sections antérieures, l'équipe d'évaluation a développé plusieurs recommandations stratégiques qui visent à informer la prise des décisions (programmatiques et financières) de différents utilisateurs de cette évaluation, qui ont été identifiés lors de la phase de démarrage de ce mandat (voir la section introductive du rapport).

F.1 Pour l'UNICEF

N	Recommandations	Entité Responsable	Niveau de priorité ²
1	Faire un plaidoyer de haut niveau pour l'introduction du WINS dans les documents politiques et stratégiques nationaux des 3 ministères (PNAEP, PRODEC II et PNA) actuellement en cours de révision, et mettre à jour et mettre en œuvre le plan de plaidoyer fait en 2013.	Sections WASH et Education	2
2	Accentuer le renforcement des capacités des acteurs ministériels et l'incorporation des normes et approches WinS dans les pratiques du gouvernement (formation des enseignants, supervision des écoles, incitation administrative des directeurs d'écoles par l'intégration du WASH dans les visites de supervision des CAP et de promotion des directeurs, construction des écoles avec toujours des infrastructures WASH adéquates etc.)	Sections WASH et Education	2
3	Renforcer les espaces de coordination et échange d'expériences avec les autres ONGs et structures qui font du WASH à l'école afin i) d'être plus inclusif avec les acteurs qui n'y participent pas encore tels que World Vision, CN-CIEPA, WaterAid, Banque Mondiale, USAID, etc. ; ii) de mieux les formaliser afin qu'elles deviennent effectivement des plateformes reconnues officielles de planification et de coordination.	Section WASH	1
4	Élaborer une stratégie de plaidoyer pour la mobilisation des financements claire et agressive à l'UNICEF.	Section WASH et Partenariat	1
5	Au sein du Pacte de Durabilité avec l'Etat, inclure un engagement de suivi des anciens sites sur budget étatique (budgétiser ce suivi au niveau des frais de fonctionnement des services techniques déconcentrés).	Section WASH	3
6	Afin d'améliorer la durabilité, plaider auprès de bailleurs de fonds ou chercher des co-financements afin de : (1) prolonger la durée de l'accompagnement « soft » pour couvrir 2 années scolaires entières et (2) inclure une phase de suivi post-projet dans le contrat des ONG (ex. 1 passage tous les 2-3 mois pendant 1 an) (au moins dans un certain nombre d'écoles, si cela n'est pas possible partout pour des raisons de coût). Une discussion avec les ONG d'intermédiation sociale pour trouver des facilitations ou flexibilité dans ce sens doit aussi être menée.	Section WASH et Partenariat	3
7	Adapter les activités et les outils de sensibilisation aux personnes ayant un handicap (pour rendre ces outils disponibles au niveau national, même s'ils ne seront pas	Section WASH	2

² 1: Hautement prioritaire; 2: Moyennement prioritaire; 3: Assez prioritaire.

	forcément appliqués dans le cadre du programme), et former les ONG sur l'équité et l'inclusion (surtout concernant l'identification et l'inclusion d'enfants avec besoins spéciaux dans le processus, à travers la collaboration de la communauté ; par exemple, si certains enfants avec handicap ne vont pas à l'école, les toucher à travers une visite au domicile).		
8	Renforcer la composante de l'hygiène menstruelle, à la fois sur l'éducation/ sensibilisation et aussi sur les solutions pratiques, en menant une réflexion à partir de dernières évolutions de la recherche et des expériences existantes au Mali (ex. fabrication serviettes en matériel local, cabines « adaptées ») et dans d'autres pays africains (ex. coupe menstruelle au Kenya).	Section WASH et Genre	1

Recommandations opérationnelles

N	Recommandations	Entité Responsable	Niveau de priorité
1	Élaborer un guide Wash In School national (paquet minimum + options supplémentaires optionnelles) validé par les ministères, y compris outils soft et plans- type en annexe et continuer à diffuser l'approche à tous les autres acteurs WASH et WinS dans le pays.	Section WASH	1
2	Actualiser l'analyse faite en 2013 pour une possible adaptation et introduction de l'approche 3 étoiles adaptée au Mali en fonction des conditions du pays qui ont évolué depuis, prenant aussi en compte le fait que l'approche 3 star en tant que telle n'a encore jamais été validée par une évaluation au niveau international (ni en termes d'efficacité ni de durabilité).	Section WASH et Education	1
3	Pour la formation des CGS, appliquer dans certains cas dans lesquels un co-financement est possible, le paquet complet de la section éducation, avec certes un focus WASH ; dans la session sur la mobilisation des fonds de cette formation, parler des fonds transférés aux collectivités (ADARS etc.) ainsi que s'assurer que la section éducation intègre la session WASH à sa formation des CGS. Dans tous les cas, pousser davantage l'intégration entre WinS et Education : essayer de cibler les mêmes écoles et d'améliorer le séquençage des activités WASH et Éducation.	Section WASH et Education	1
4	Estimer soigneusement les coûts pour les réhabilitations et/ou mieux cibler les sites à réhabiliter (parfois réhabiliter devient plus ardu / couteux que construire à nouveau).	Section WASH	3
5	Inclure des mini- Adduction d'Eau Potable (AEP), au lieu de simples Pompe à motricité humaine (PMH), pour fournir de l'eau à l'école, au village et au centre de santé en privilégiant aussi les couplages WASH à l'école et Assainissement Total Piloté par la Communauté afin de réaliser des économies d'échelle et ainsi réduire le prix unitaire par bénéficiaire.	Section WASH	1
6	Différencier les plans-type des latrines dans les DAO des entreprises en fonction du terrain (ex. latrines surélevées en terrain rocheux ou inondable).	Section WASH	2
7	Avancer la contractualisation entreprise par rapport à la contractualisation des ONG pour anticiper sur les retards.	Section WASH	2
8	Améliorer la participation des collectivités et faire des rafraichissements plus fréquents des formations / former les nouveaux élus en cas d'élection.	Section WASH	3
9	Tester des plans-type des latrines qui incluent carrelage (pour capitaliser sur le succès de l'expérience du WASH dans les centres de santé au Mali) et avec miroir (pour étudier l'impact sur le lavage des mains, qui s'est avéré très positif dans d'autres pays).	Section WASH	1

10	Rétablir les ateliers de capitalisation trimestriels avec les ONG et procéder à une révision et mise à jour du guide et des outils, y compris images PHAST et traduction de certains outils dans d'autres langues.	Section WASH	1
11	Institutionnaliser le concours "école propre" dans les procédures nationales (ex. organisé annuellement au niveau des CAPs ou des AE avec l'appui des DRH et DRACPN) pour systématiser cette bonne pratique.	Section WASH	2
12	Améliorer l'exécution des ouvrages pour personnes avec handicap / veiller aux défauts techniques (éviter les marches à l'entrée de la cabine, mettre les barres assez proches, etc.).	Section WASH	1
13	Inclure dans le contrat des entreprises la démolition des anciennes latrines (pour les latrines difficilement réhabilitables et présentant un danger de sécurité pour les enfants ou un risque de contamination pour la santé ou l'environnement.)	Section WASH	1

Dans le cadre de ce rapport, l'équipe d'évaluation s'est concentrée sur les recommandations à l'égard de l'UNICEF. Des recommandations supplémentaires ont été faites à l'égard des autres partenaires dont les priorités de mise en œuvre seront établies ultérieurement en concertation avec les différents acteurs.

F.2 Pour le gouvernement :

- Organiser (avec l'appui de l'UNICEF) une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la mise en œuvre du Plan Stratégique.
- Accélérer la mise en place du comité de pilotage du plan stratégique et veiller à son bon fonctionnement
- Utiliser les données récoltées chaque année pendant la campagne statistique pour rédiger un état des lieux du WASH à l'école au Mali et sur la base de ceci, calculer les fonds nécessaires pour combler les besoins identifiés ; Rendre ces données disponibles aux bailleurs de fonds et partenaires afin de les sensibiliser sur les gaps de financement et les solliciter à rendre disponibles des fonds.
- Etudier la faisabilité de mettre en place un fond spécifique dédié à l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement cofinancé par le Ministère de l'Education, de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Santé, avec l'appui des partenaires.
- Inclure l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement à l'école comme une composante importante des documents stratégiques nationaux (PRODEC II, PNAEP, PNA et SNA)
- Poursuivre la formation des maitres des IFM sur les modules WASH
- Renforcer la formation des agents des services techniques dans le WINS, inclure le suivi du WINS dans le cahier des charges des agents et leur fournir les moyens nécessaires pour ce suivi (budgétiser ce suivi au niveau des frais de fonctionnement : inclure dans le Pacte de Durabilité)
- Limiter le turn-over excessif et favoriser une mémoire institutionnelle et un transfert de compétences des anciens aux nouveaux agents qui interviennent sur cette thématique
- Pour la DNH et la DNACPN : désigner un point focal WASH in school à l'hydraulique et bien définir quelle est la division qui pilote
- L'état doit faire le plaidoyer auprès des partenaires pour inclure systématiquement les écoles dans tout projet WASH et aussi inclure le WASH dans tout projet éducation

F.3 Pour les partenaires de mise en œuvre (ONG) :

- Effectuer des séances de capitalisation avec le personnel de terrain pour pouvoir en discuter lors de réunions de capitalisation inter-ONG.
- Continuer à bien respecter les standards et participer à leur amélioration si besoin
- Améliorer la communication entre ONG et entreprises, notamment pour l'implantation des infrastructures
- Former les agents sur les questions de l'inclusion et de l'équité

F.4 Pour les partenaires de mise en œuvre (entreprises) :

- Bien prendre en compte les difficultés liées aux modalités de paiement, se concentrer sur 60% de latrines à terminer dans un premier temps, pour commencer la construction des 40% restants après avoir reçu la deuxième tranche pour éviter l'éparpillement, les problèmes de trésorerie et donc de retards.
- Bien respecter les plans types, notamment en ce qui concerne l'éloignement entre la

rampe d'appui et le siège DAMU dans la latrine accessible aux enfants vivant avec un handicap.

- Améliorer la communication entre ONG et entreprises, notamment pour l'implantation des infrastructures

F.5 Pour le gouvernement de Navarre :

- Continuer à financer le WASH à l'école au Mali
- Accepter que les prix unitaires par école augmentent en cas d'insécurité, d'isolement (difficulté d'accès et/ou d'approche plus complète
- Accepter de financer un suivi post-projet pendant un an après la fin du programme en lui-même.
- Financer une étude préliminaire suivie par un projet-pilote ou une recherche-action sur l'hygiène menstruelle

G. Annexes

G.1. Matrice des constats, conclusions et recommandations

Hydroconseil

Critère	Questions d'évaluation principales	Constats	Conclusions	Recommandations
PERTINENCE-COHERENCE	<p><u>Logique d'intervention</u> : La logique d'intervention du programme WASH à l'école est-elle cohérente ?</p> <p><u>Bonnes pratiques</u> : Le programme a-t-il su intégrer les derniers développements et innovations dans le domaine ?</p> <p><u>Sensibilité aux besoins</u> : Le programme a-t-il pu satisfaire les préoccupations des différentes catégories de bénéficiaires et partenaires ?</p>	<p>Le projet a su prendre en compte les leçons apprises des précédentes phases pour s'améliorer et devenir un ensemble cohérent hard-soft-upstream, bien rodé pour atteindre les objectifs. Certaines améliorations peuvent tout de même être apportées pour compléter l'ensemble et favoriser la durabilité et la mise à l'échelle du WASH à l'école.</p> <p>Le programme a beaucoup évolué de 2013 à 2014, mais a peu évolué depuis fin 2015, avec pour conséquence un manque d'intégration de nouvelles bonnes pratiques, ce qui se remarque notamment dans le secteur de l'hygiène menstruelle qui a connu des évolutions ces dernières années</p> <p>Le projet répond à des besoins très importants au Mali, en termes d'infrastructures, de sensibilisation aux bonnes pratiques et de renforcement de capacité des acteurs locaux et nationaux. Certains besoins persistent, notamment en termes de renforcement de capacité des acteurs locaux qui pourraient assurer la durabilité : les CGS et les communes. En outre, de nombreuses écoles maliennes restent démunies en matière de WASH, il</p>	<p>Le programme WASH in school de l'UNICEF au Mali est un programme très pertinent puisqu'il répond à des besoins importants dans les écoles mais aussi dans l'administration aux différents niveaux.</p> <p>Son approche est solide, aboutie et cohérente, élaborée à partir des leçons apprises des phases précédentes. Ces dernières années ont représenté une phase de consolidation nécessaire.</p> <p>Cependant, les efforts d'amélioration, de mise à jour et de capitalisation ont été relativement faibles, laissant certaines possibilités d'amélioration.</p> <p>Certaines composantes pourraient être ajoutées pour parfaire la pertinence du programme, notamment le suivi post projet, le GHM, la différenciation technique des sites et un plaidoyer politique de haut niveau plus soutenu.</p>	<p><u>Stratégiques :</u></p> <p><u>Pour UNICEF :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Faire un plaidoyer de haut niveau pour l'introduction du WINS dans les documents politiques et stratégiques nationaux des 3 ministères (PNAEP, PRODEC II et PNA) actuellement en cours de révision, et mettre à jour et mettre en œuvre le plan de plaidoyer fait en 2013 ; <p><u>Pour le gouvernement</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Inclure l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement à l'école comme une composante importante des documents stratégiques nationaux (PRODEC II, PNAEP, PNA et SNA) 2. Accélérer la mise en place du comité de pilotage du plan stratégique et veiller à son bon fonctionnement ; <p><u>Pour le gouvernement de Navarre</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Accepter que les prix unitaires par école augmentent en cas d'insécurité, d'isolement ou de difficulté d'accès ;

Critère	Questions d'évaluation principales	Constats	Conclusions	Recommandations
		serait donc utile que le projet continue à toucher de nouvelles écoles.		
PERTINENCE-COHERENCE	<p><u>Logique d'intervention</u> : La logique d'intervention du programme WASH à l'école est-elle cohérente ?</p> <p><u>Bonnes pratiques</u> : Le programme a-t-il su intégrer les derniers développements et innovations dans le domaine ?</p> <p><u>Sensibilité aux besoins</u> : Le programme a-t-il pu satisfaire les préoccupations des différentes catégories de bénéficiaires et partenaires ?</p>	<p>Le projet a su prendre en compte les leçons apprises des précédentes phases pour s'améliorer et devenir un ensemble cohérent hard-soft-upstream, bien rodé pour atteindre les objectifs. Certaines améliorations peuvent tout de même être apportées pour compléter l'ensemble et favoriser la durabilité et la mise à l'échelle du WASH à l'école.</p> <p>Le programme a beaucoup évolué de 2013 à 2014, mais a peu évolué depuis fin 2015, avec pour conséquence un manque d'intégration de nouvelles bonnes pratiques, ce qui se remarque notamment dans le secteur de l'hygiène menstruelle qui a connu des évolutions ces dernières années</p> <p>Le projet répond à des besoins très importants au Mali, en termes d'infrastructures, de sensibilisation aux bonnes pratiques et de renforcement de capacité des acteurs locaux et nationaux. Certains besoins persistent, notamment en termes de renforcement de capacité des acteurs locaux qui pourraient assurer la durabilité : les CGS et les communes. En outre, de nombreuses écoles maliennes restent démunies en matière de WASH, il serait donc utile que le projet continue à toucher de nouvelles écoles.</p>	<p>Le programme WASH in school de l'UNICEF au Mali est un programme très pertinent puisqu'il répond à des besoins importants dans les écoles mais aussi dans l'administration aux différents niveaux.</p> <p>Son approche est solide, aboutie et cohérente, élaborée à partir des leçons apprises des phases précédentes. Ces dernières années ont représenté une phase de consolidation nécessaire.</p> <p>Cependant, les efforts d'amélioration, de mise à jour et de capitalisation ont été relativement faibles, laissant certaines possibilités d'amélioration.</p> <p>Certaines composantes pourraient être ajoutées pour parfaire la pertinence du programme, notamment le suivi post projet, le GHM, la différenciation technique des sites et un plaidoyer politique de haut niveau plus soutenu.</p>	<p><u>Opérationnelles :</u></p> <p><u>Pour UNICEF :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Élaborer un guide Wash In School national (paquet minimum + options supplémentaires optionnelles) validé par les ministères, y compris outils soft et plans- type en annexe et continuer à diffuser l'approche à tous les autres acteurs WASH et WinS dans le pays ; 2. Actualiser l'analyse faite en 2013 pour une possible adaptation et introduction de l'approche 3 étoiles adaptée au Mali en fonction des conditions du pays qui ont évolué depuis, prenant aussi en compte le fait que l'approche 3 star en tant que telle n'a encore jamais été validée par une évaluation au niveau international (ni en termes d'efficacité ni de durabilité) ; 3. Réfléchir à un type de contrat de construction avec méthode de payment des entreprises plus adapté au contexte malien (qui se rapproche plus des procédures de passation des marchés nationales) ; revoir les procédures de sélection (ex. possibilité de négocier l'offre financière avec le meilleur techniquement) ; 4. Pour la formation des CGS, appliquer dans certains cas dans lesquels un co-financement est possible, le paquet complet de la section éducation, avec certes un focus WASH ; dans la session sur la mobilisation des fonds de cette formation, parler des fonds transférés aux collectivités (ADARS etc.) ainsi que s'assurer que la section éducation intègre la session WASH à sa formation des CGS. Dans tous les cas, pousser davantage l'intégration entre WinS et Education : essayer de cibler les mêmes

Critère	Questions d'évaluation principales	Constats	Conclusions	Recommandations
				écoles et d'améliorer le séquençage des activités WASH et Éducation.
EFFICIENCY	<p><u>Utilisation des fonds</u> : Les ressources ont-elles été utilisées de manière efficiente ? Que peut-on dire de la Gestion administrative et financière du programme ?</p>	<p>Les résultats sur les 3 volets ont été à la mesure des sommes dépensées. Les coûts du projet sont donc limités, mais peut-être le sont-ils trop sur certains aspects. Ainsi, certains objectifs peuvent demander un effort financier supplémentaire permettant d'intervenir dans des écoles particulièrement vulnérables du fait de leur isolement ou des problèmes sécuritaires dans leur région</p>	<p>L'efficience du projet semble bonne en général. Les efforts faits pour réduire les coûts sont réels, ils ne doivent pas pour autant venir au détriment de la qualité ou de la santé financière des acteurs locaux.</p>	<p>Stratégiques :</p> <p><u>Pour le gouvernement :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Utiliser les données récoltées chaque année pendant la campagne statistique pour rédiger un état des lieux du WASH à l'école au Mali et sur la base de ceci, calculer les fonds nécessaires pour combler les besoins identifiés ; Rendre ces données disponibles aux bailleurs de fonds et partenaires afin de les sensibiliser sur les gaps de financement et les solliciter à rendre disponibles des fonds. <p>Opérationnelles :</p> <p><u>Pour UNICEF :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Estimer soigneusement les coûts pour les réhabilitations et/ou mieux cibler les sites à réhabiliter (parfois réhabiliter devient plus ardu / coûteux que construire à nouveau) ; 2. Inclure des mini-Adduction d'Eau Potable (AEP), au lieu de simples Pompe à motricité humaine (PMH), pour fournir de l'eau à l'école, au village et au centre de santé en privilégiant aussi les couplages WASH à l'école et Assainissement Total Piloté par la Communauté afin de réaliser des économies d'échelle et ainsi réduire le prix unitaire par bénéficiaire ; 3. Dans le même sens, la construction systématique d'un point d'eau est également recommandée au niveau communautaire.

Critère	Questions d'évaluation principales	Constats	Conclusions	Recommandations
EFFICACITE	<p><u>Qualité et conformité</u> : La mise en œuvre sur le terrain a-t-elle été en ligne avec ce qui été prévu ?</p> <p><u>Suivi et coordination</u> : Quelle a été l'efficacité des activités de coordination, de suivi, évaluation et capitalisation ?</p>	<p>Mises à part quelques exceptions, les standards sont plutôt bien respectés, autant sur le soft que sur le hard. Les résultats sont atteints, excepté la construction de certaines infrastructures qui accumulent des retards. La difficulté la plus importante d'exécution des activités est le décalage entre les activités soft et les activités hard (en retard), qui sont pourtant planifiées de manière parallèle pour maximiser les résultats. Globalement, la capacité de gestion et le suivi des équipements WASH dans les écoles s'est amélioré grâce au projet. Pareillement, le niveau de connaissance et d'implication à la fois des bénéficiaires et des acteurs a augmenté grâce au projet, bien que des défis persistent surtout au niveau du personnel ministériel et des collectivités territoriales.</p> <p>La coordination des activités est très efficace au niveau local grâce aux réunions mensuelles. Elle est moins régulière au niveau national, le comité n'étant pas assez institutionnalisé.</p> <p>Le suivi des activités est d'un niveau acceptable, la capitalisation est en revanche en perte de vitesse.</p>	<p>Les objectifs du projet seront prochainement atteints avec la fin des travaux. Les activités sont de qualité, en adéquation avec les standards établis. En général, les activités ont été à la hauteur de ce qui était prévu, malgré quelques exceptions, dont la plus importante est liée à la désynchronisation entre hard et soft. Le suivi et la coordination du programme sont assez bons, surtout au niveau local. La capitalisation est par contre en perte de vitesse.</p>	<p>Stratégiques :</p> <p><u>Pour le gouvernement</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pour la DNH et la DNACPN : désigner un point focal WASH in school à l'hydraulique et bien définir quelle est la division qui pilote ; <p><u>Pour UNICEF :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Accentuer le renforcement des capacités des acteurs ministériels et l'incorporation des normes et approches WinS dans les pratiques du gouvernement (formation des enseignants, supervision des écoles, incitation administrative des directeurs d'écoles par l'intégration du WASH dans les visites de supervision des CAP et de promotion des directeurs, construction des écoles avec toujours des infrastructures WASH adéquates etc.) ; 2. Renforcer les espaces de coordination et échange d'expériences avec les autres ONGs et structures qui font du WASH à l'école afin i) d'être plus inclusif avec les acteurs qui n'y participent pas encore tels que World Vision, CN-CIEPA, Wateraid, Banque Mondiale, USAID, etc.;ii) de mieux les formaliser afin qu'elles deviennent effectivement des plateformes reconnues officielles de planification et de coordination <p>Opérationnelles :</p> <p><u>Pour UNICEF</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Différencier les plans-type des latrines dans les DAO des entreprises en fonction du terrain (ex. latrines surélevées en terrain rocheux ou inondable) ; 4. Avancer la contractualisation entreprise par rapport à la contractualisation des ONG pour anticiper sur les retards ; 5. Améliorer la participation des collectivités et

Critère	Questions d'évaluation principales	Constats	Conclusions	Recommandations
				<p>faire des rafraichissements plus fréquents des formations / former les nouveaux élus en cas d'élection ;</p> <ol style="list-style-type: none"> 6. Tester des plans-type des latrines qui incluent carrelage (pour capitaliser sur le succès de l'expérience du WASH dans les centres de santé au Mali) et avec miroir (pour étudier l'impact sur le lavage des mains, qui s'est avéré très positif dans d'autres pays ; 7. Rétablir les ateliers de capitalisation trimestriels avec les ONG et procéder à une révision et mise à jour du guide et des outils, y compris images PHAST et traduction de certains outils dans d'autres langues ; 8. Poursuivre les efforts internes d'intégration au sein du WASH et avec l'éducation et la santé <p><u>Pour les opérateurs de mise en œuvre (ONGs)</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Effectuer des séances de capitalisation avec le personnel de terrain pour pouvoir en discuter lors de réunions de capitalisation inter-ONG ;
Impact	<p><u>Ressenti interne</u> : Quels sont les impacts qui ont été perçus par les différents acteurs du programme ?</p> <p><u>Ressenti externe</u> : Les écoles du programme ont-elles suscité un intérêt particulier ?</p>	<p>Les bénéficiaires et partenaires du programme considèrent que le programme a des impacts importants, notamment sur les pratiques d'hygiène et la salubrité dans les écoles et les communautés. Ils ont aussi relevé une amélioration de la santé des élèves. Ces impacts sont d'ailleurs en ligne avec les résultats de l'évaluation d'impact effectuée lors de la précédente phase du programme. En général, ces impacts ressentis à la fois par les bénéficiaires et les acteurs de mise en œuvre correspondent bien aux impacts attendus selon la théorie du changement du programme</p> <p>Le programme suscite l'intérêt des communautés voisines, et a pu avoir certains impacts indirects.</p>	<p>L'Impact du projet dans les écoles à la fin du projet est élevé, les bénéficiaires et partenaires de mises en œuvre ont tous remarqué une amélioration des pratiques et conditions WASH dans les écoles et bien souvent dans les communautés attenantes. Des améliorations sur la santé ont été remarquées par les ONG de mise en œuvre, ce qui est en ligne avec les résultats de l'évaluation d'impact effectuée lors de la précédente phase du programme. De nombreuses écoles et communautés non bénéficiaires ont fait part de leur intérêt pour le projet.</p>	<p>Stratégiques :</p> <p><u>Pour le Gouvernement :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'état doit faire le plaidoyer auprès des partenaires pour inclure systématiquement les écoles dans tout projet WASH et aussi inclure le WASH dans tout projet éducation ; <p><u>Pour l'UNICEF :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'impact estime positif incite a capitaliser sur les activités du programmes en vue d'une diffusion de celles-ci a d'autres zones d'intervention du projet. <p>Opérationnelles :</p> <p><u>Pour l'UNICEF :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Effectuer des études baseline-endline pour pouvoir mesurer quantitativement les

Critère	Questions d'évaluation principales	Constats	Conclusions	Recommandations
		Aucune baseline-endline n'a été effectuée pour pouvoir mesurer quantitativement les résultats du programme sur les comportements et la gestion WASH dans les écoles.		<p>résultats du programme sur les comportements et la gestion WASH dans les écoles ;</p> <p><u>Pour le Gouvernement de Navarre :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Financer une étude préliminaire suivie par un projet-pilote ou une recherche-action sur l'hygiène menstruelle
Durabilité	<p><u>Appropriation</u> : La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de durabilité ?</p> <p><u>Mise à l'échelle</u> : La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de mise à l'échelle ?</p>	<p>Des efforts importants ont été faits pour améliorer les capacités et l'appropriation des acteurs locaux, on peut notamment citer le concours écoles propres et l'auto-alimentation des kits d'hygiène qui donnent un rôle très actif aux bénéficiaires. Cependant, certains acquis se perdent avec le temps, un suivi-post projet notamment permettrait d'éviter un relâchement.</p> <p>Le passage du programme à l'échelle du Mali, qui nécessiterait une prise en charge par les ministères, n'est pas possible du fait de la complexité et du fort besoin en financements du programme. Cependant, certains aspects sont en passe de passer à l'échelle grâce au travail de plaidoyer effectué.</p>	<p>Des efforts ont été effectués pour améliorer les capacités et favoriser l'implication des bénéficiaires et des autorités nationales et assurer la durabilité, mais ceux-ci doivent se faire dans la durée et être appuyés par un suivi post-projet pour éviter un relâchement. Le programme ne peut pas être passé à l'échelle dans l'état actuel des choses, mais certains résultats du plaidoyer vont dans le sens du passage à l'échelle de la formation des enseignants et du suivi du sous-secteur. De plus, certaines composantes du programme pourraient être sélectionnées dans un paquet minimum WASH à même d'être passé à l'échelle.</p>	<p>Stratégiques :</p> <p><u>Pour le Gouvernement du Mali :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Organiser (avec l'appui de l'UNICEF) une table ronde des bailleurs de fonds pour le financement de la mise en œuvre du Plan Stratégique (sur l'exemple de la table ronde organisée fin 2015 pour le financement du Plan de formation de la DNH) ; <p><u>Pour UNICEF :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Élaborer une stratégie de plaidoyer pour la mobilisation des financements claire et agressive à l'UNICEF ; Au sein du Pacte de Durabilité avec l'Etat, inclure un engagement de suivi des anciens sites sur budget étatique (budgétiser ce suivi au niveau des frais de fonctionnement des services techniques déconcentrés) ; Afin d'améliorer la durabilité, plaider auprès de bailleurs de fonds ou chercher des co-financements afin de : (1) prolonger la durée de l'accompagnement « soft » pour couvrir 2 années scolaires entières et (2) inclure une phase de suivi post-projet dans le contrat des ONG (ex. 1 passage tous les 2-3 mois pendant 1 an) (au moins dans un certain nombre d'écoles, si cela n'est pas possible partout pour des raisons de coût). Une discussion avec les ONG d'intermédiation sociale pour trouver des facilitations ou flexibilité dans ce sens doit aussi être

Critère	Questions d'évaluation principales	Constats	Conclusions	Recommandations
				<p>menée.</p> <p>Opérationnelles :</p> <p><u>Pour UNICEF</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Institutionnaliser le concours "école propre" dans les procédures nationales (ex. organisé annuellement au niveau des CAPs ou des AE avec l'appui des DRH et DRACPN) pour systématiser cette bonne pratique ; <p><u>Pour le Gouvernement du Mali :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Étudier la faisabilité de mettre en place un fond spécifique dédié à l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement cofinancé par le Ministère de l'Éducation, de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Santé, avec l'appui des partenaires ; 2. Poursuivre la formation des maîtres des IFM sur les modules WASH ; 3. Renforcer la formation des agents des services techniques dans le WINS, inclure le suivi du WINS dans le cahier des charges des agents et leur fournir les moyens nécessaires pour ce suivi (budgétiser ce suivi au niveau des frais de fonctionnement : inclure dans le Pacte de Durabilité) ; 4. Limiter le turn-over excessif et favoriser une mémoire institutionnelle et un transfert de compétences des anciens aux nouveaux agents qui interviennent sur cette thématique
Équité &	Dans quelle mesure le programme prend en compte les besoins spécifiques des personnes vulnérables ?	Le programme prend en compte les besoins des filles et des personnes avec handicap. Certains aspects pourraient être améliorés pour y répondre complètement, notamment trouver des solutions en termes d'équipements pour la gestion des menstrues à l'école, et pour améliorer l'accessibilité des latrines spécifiques aux élèves avec handicap.	Les aspects transversaux sont pris en compte et améliorés par le programme, bien que certaines réflexions soient possibles sur l'hygiène menstruelle et la réelle accessibilité des latrines pour les élèves avec handicap, ainsi que l'éducation sur la gestion des boues de vidange et la destruction des anciennes latrines.	<p>Stratégiques :</p> <p><u>Pour UNICEF :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Adapter les activités et les outils de sensibilisation aux personnes avec handicap (pour rendre ces outils disponibles au niveau national, même s'ils ne seront pas forcément appliqués dans le cadre du programme), et
















Critère	Questions d'évaluation principales	Constats	Conclusions	Recommandations
				<p>former les ONG sur l'équité et l'inclusion (surtout concernant l'identification et l'inclusion d'enfants avec besoins spéciaux dans le processus, à travers la collaboration de la communauté ; par exemple, si certains enfants avec handicap ne vont pas à l'école, les toucher à travers une visite au domicile) ;</p> <p>2. Renforcer la composante de l'hygiène menstruelle, à la fois sur l'éducation/sensibilisation et aussi sur les solutions pratiques, en menant une réflexion à partir de dernières évolutions de la recherche et des expériences existantes au Mali (ex. fabrication serviettes en matériel local, cabines « adaptées ») et dans d'autres pays africains (ex. coupe menstruelle au Kenya).</p> <p>Opérationnelles :</p> <p><u>Pour UNICEF :</u></p> <p>1. Améliorer l'exécution des ouvrages pour personnes avec handicap / veiller aux défauts techniques (éviter les marches à l'entrée de la cabine, mettre les barres assez proches, etc.) ;</p> <p><u>Pour les partenaires de mise en œuvre (ONG)</u></p> <p>1. Former les agents sur les questions de l'inclusion et de l'équité</p>
Respect de l'environnement	Le programme a-t-il intégré des préoccupations concernant l'environnement ?	Le programme contribue à améliorer l'environnement des écoles et des communautés à proximité. Cependant il serait possible de mieux s'assurer de la bonne gestion des boues de vidange ainsi que de la non-utilisation de latrines en trop mauvais état ou dangereuses.		<p>Stratégiques :</p> <p>Opérationnelles :</p> <p><u>Pour UNICEF</u></p> <p>1. Poursuivre les efforts internes d'intégration des préoccupations concernant l'environnement au sein du WASH et avec l'éducation et la santé ;</p> <p>2. Inclure dans le contrat des entreprises la démolition des anciennes latrines (pour les latrines difficilement réhabilitables et présentant un danger de sécurité pour les</p>

Critère	Questions d'évaluation principales	Constats	Conclusions	Recommandations
				enfants ou un risque de contamination pour la santé ou l'environnement.)

G.3. Liste des documents lus et utilisés

- Proposition au bailleur (Spanish NatCom) 2014
- Proposition au bailleur (Spanish NatCom) 2016
- Rapport final enquête WINS Mali 2017
- Rapport final au bailleur Spanish NatCom 2016
- Rapport final au bailleur Spanish NatCom 2018
- Décision Ministérielle sur la mise en place du Comité de Pilotage
- Plan Stratégique National de la promotion de l'eau, l'hygiène et l'assainissement à l'école 2018-2022
- Management Response Audit de Durabilité DGIS Mali 31012018
- Management Response Audit de durabilité DGIS Mali draft
- TDR du Comité de Pilotage du Plan Stratégique
- Résultats d'analyse de l'étude de base « Zones de couverture de Norad » (section éducation)
- Outils de collecte de données de l'enquête de base des écoles Koika
- Lettre de prolongement des délais des travaux pour fin mai (entreprise STB-Mali)
- Etude formative sur l'hygiène menstruelle, Emory University
- Points d'eau, latrines, lave-mains, et kits d'hygiène en milieu scolaire, Normes, spécifications techniques, plans-types et photos pour les entreprises et les bureaux de contrôle
- Rapport final de l'enquête WINS Mali

Outils IEC WINS :

-  1. Boîte à images - Unicef Mali 2015
-  9. Livret du club d'hygiène_FR_061117
-  2. Guide d'animation pour l'hygiène scolaire_ONG_251017
-  3. Guide Equipements EAH en milieu scolaire_pour Entreprises et Bureaux d'etudes_FR_251017
-  4. Guide Equipements EAH en milieu scolaire_pour écoles beneficiaires_FR_251017
-  5. Guide du maitre Hygiene en milieu scolaire_061117
-  6. Guide du maitre_Pratiques essentielles d'hygiène à promouvoir _061117
-  7. Livret formation du CGS_FR_061117
-  8. Livret sur la puberte et hygiène menstruelle_FR_061117
-  10. Affiche Comment se laver les mains (pour écoles)_061117
-  11. Affiche Moments critiques pour se laver les mains (pour écoles)_061117
-  12. Affiche Nettoyage de la cours et des latrines (pour écoles)_061117
-  13. Autocollant EAU DE JAVEL
-  14. Carte Lièvre_061117
-  15. Carte Tortue_061117

G.4. Liste des personnes rencontrées

Personnes interviewées à Bamako

Structure	Prénom	Nom
UNICEF		
UNICEF Mali	Yagouba	Diallo
UNICEF Mopti	Soma	Konare
UNICEF sikasso	Crescent	Dabou
UNICEF éducation	Elena	Locatelli
UNICEF spanish natcom	Rocio	VICENTE
Acteurs institutionnels maliens		
DNP (Direction Nationale de la Pedagogie)	Bagara	COULIBALY
DNEF (Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental)	Bréhima	KONATE
CPS Education	Diakalia	KONE
DNH	Boubacar	SANOGO
DNACPN	NIAFO Fatoumata	ASCOFARE

ONG de mise en œuvre		
REHA	Assad	Tolo
ALPHALOG	Dogodiougo	DOLO
ACTION MOPTI	Madi	BAGAYOGO
WATER AID	Sambourou	TRAORE
GAAS MALI	Nouhoum	COULIBALY
Care	Kadidia	Sidiba Cisse
STB	Oumar	Diallo
Bureau de contrôle		
SID-SERTAS	Ousmane	KANAKOMO
Entreprises de travaux		
Entreprise CHIC	Chiaka	COULIBALY
Entreprise FALAISE	Papa	NAPO
Entreprise ETT	Dramane	TRAORE

G.4.1. Personnes interviewées dans les régions

Institution	Zone géographique	Nom	Poste
Au niveau des cercles			
SLH	Bougouni	Djiguiba Sidibé	Chef de Service
SLH	Koutiala	Issa Doumbia	chef service
SACPN	Bougouni	Ba Abdoulaye Yattara	Chef de Service
SACPN	Koutiala	Amadou Keita	chef service
SACPN	Bandiagara	makan Souley Diallo	chef service
SACPN	Koro	Fulbert Dacko	chef service
CAP Bougouni	Bougouni	Lamine Sanogo	Point focal projet EHA à l'école
CAP	Koumantou	Rachelle Diarra	Directrice
CAP	Madougou	ousmane Oula	Directeur
CAP	Koutiala	Yaya Coulibaly	Point focal
CAP	Bandiagara	Sidiki Traore	Point focal
Au niveau des régions			
DRH	Sikasso	Abdoul Karim Bagayoko	Point focal
DRH	Mopti	Brahima Sow	Directeur
DRACPN	Mopti	Salif Diarra	Point focal
DRACPN	Sikasso	Issa Fofana	directeur
AE Koutiala	Koutiala	Broulaye Sanogo	Point focal

AE Bougouni	Bougouni	Adama Diarra	chargé des infrastructures
AE	Douentza		directeur
Au niveau des communes			
Mairie	Youwarou	Demba Konta	2ème adjoint
Mairie	Koutiala	Moumini Konate	3ème adjoint
Mairie	Koumantou	Sory S Coulibaly	Maire
Mairie	Bandiagara	Garibou Yalcouyé	Maire
Mairie	Bandiagara	Boureïma Naparé	Maire
Mairie	Koro	Fatoumata Kelly	1 ère Adjointe

G.5. Liste des écoles visitées

Région	Cercle	Commune	Académie	NOM Ecole	ONG d'intervention	Date de début	Date de fin
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	ATTbougou	ALPHALOG	oct-14	déc-15
sikasso	koutiala	koutiala	Koutiala	Medina-Coura	PLAN MALI	août-13	janv-15
sikasso	koutiala	koutiala	Koutiala	Wala-Wala	PLAN MALI	août-13	janv-15
sikasso	koutiala	koutiala	Koutiala	Lafiala	PLAN MALI	août-13	janv-15
sikasso	koutiala	koutiala	Koutiala	Koko Darsalam 1er A	PLAN MALI	août-13	janv-15
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	Dougounina A	ALPHALOG	oct-14	déc-15
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	Dougounina B	ALPHALOG	oct-14	déc-15
Sikasso	Bougouni	Zantiébougou	Bougouni	Mozondougou Koloni	ALPHALOG	oct-14	déc-15
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Bougouni	Chobougou	ALPHALOG	oct-14	déc-15
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Bougouni	Diawoye Diakité de Koumantou	ALPHALOG	oct-14	déc-15
Mopti	Youwarou	Youwarou	Mopti	Amadou Faye B	ACTION MOPTI	sept-15	déc-16
Mopti	Youwarou	Youwarou	Mopti	OURO	ACTION MOPTI	sept-15	déc-16
Mopti	Bandiagara	Oudougou	Douentza	Guinékinda	GAAS MALI	nov-16	janv-18
Mopti	Koro	Madougou	Douentza	Simerou	WATERAID	sept-15	déc-16
Mopti	Bandiagara	Kendé	Douentza	Kendé 2é cycle	GAAS MALI	nov-16	janv-18
Mopti	Koro	Madougou	Douentza	Bamikane	WATERAID	sept-15	déc-16
Mopti	Koro	Diangabou	Douentza	Soye	WATERAID	sept-15	déc-16
Mopti	Bandiagara	Ondougou	Douentza	Ondougou	GAAS MALI	nov-16	janv-18
Mopti	Bandiagara	Dogani Bère	Douentza	Sirou	GAAS MALI	nov-16	janv-18
Mopti	Koro	Madougou	Douentza	sorou	WATERAID	sept-15	déc-16
Mopti	Bandiagara	SéguéTré	Douentza	Marifatou dinoul Islam de Amala	GAAS MALI	nov-16	janv-18
Mopti	Koro	Madougou	Douentza	Gangarabouro	WATERAID	sept-15	déc-16

G.6. Liste des écoles du projet

Région	AE	CAP	Commune	Localité	Nom de l'école	Garçons	Filles	Total
Sikasso	Koutiala	Koutiala	Koutiala	Koutiala / Darsalam I	Koko Darsalam 1er cycle A	2533	2306	4839
					Koko Darsalam 1er cycle B			
					Koko 1er cycle "B"			
					Koko Darsalam 2ème cycle A			
					Koko Darsalam 2ème cycle B			
Sikasso	Koutiala	Koutiala	Koutiala	Koutiala / Darsalam I	Koko 2ème cycle	376	356	732
Sikasso	Koutiala	Koutiala	Koutiala	Koutiala / Wala wala	Koutiala Wala wala A	536	497	1033
					Koutiala Wala wala B			
Sikasso	Koutiala	Koutiala	Koutiala	Koutiala / Hamdallaye	Hamdallaye 1er C Extension	910	931	1841
					Hamdallaye Extension 2ème cycle B			
					Hamdallaye Extension 2ème cycle C			
Sikasso	Koutiala	Koutiala	Koutiala	Koutiala / Lafiala	Koutiala 1er C A1	2250	1996	4246
					Koutiala 1er C A2			
					Koutiala 1er C B			
					Koutiala 1er C D			
					Koutiala 2ème cycle A			
					Koutiala 2ème cycle B			
					Koutiala 2ème cycle C			
Sikasso	Koutiala	Koutiala	Koutiala	Koutiala / Koulikoro	Koulikoro 1er C	827	805	1953

					Koulikoro 2ème C			
Sikasso	Koutiala	Koutiala	Koutiala	Koutiala / Medina-coura	Medina-coura 1er C	658	646	1304
					Medina-coura 2ème C			
Sikasso	Koutiala	Koutiala	Koutiala	Koutiala / Koko	Koko A1	617	607	1224
					Koko A2			
Sikasso	Koutiala	Koutiala	Koutiala	koutiala / koko	Koutiala 1er C C	430	369	799
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	Niebala	ATT Bougou	182	191	373
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	Heremakono C	Danou Moussa A	274	235	509
					Danou Moussa B	88	108	196
					Danou Moussa 2è C	224	226	450
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	Dialanikoro	Dialanikoro A	468	414	882
					Dialanikoro B	122	124	246
					Dialanikoro 2ècycle	131	139	270
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	Dougounina	Dougounina A	328	320	648
					Dougounina B	137	150	287
					Dougounina 2è C	164	135	299
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	Heremakono N	Hèrèmakono N A	290	248	538
					Hèrèmakono N B	242	210	452
					Hèrèmakono N 2è C	185	183	368
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	Massabla	Massabla	76	69	145
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	Djerila	Djérila B	65	42	107
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	Fougani	Fougani	55	46	101
Sikasso	Bougouni	Bougouni	Bougouni	Kodougou	Kodougou	69	69	138

Sikasso	Bougouni	Koumantou	Koumantou	Koualé	Koualé 1°C	177	145	322
					Koualé 2è C	74	38	112
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Koumantou	Koumantou V	Ktou 1°C'A'	209	232	441
					Ktou 1°C'B'	344	391	735
					Koumantou 2è C'A'	164	113	277
					Koumantou 2è C'B'	150	148	298
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Koumantou	Niamala	Niamala 1°C	120	92	212
					Niamala 2è C	94	58	152
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Koumantou	Siobougou	Siobougou	57	46	103
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Koumantou	Tabakoro	Tièfang-Togola 2è C	157	104	261
					Tièfang Togola 1°C	184	131	315
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Koumantou	Tienkougoba	Tienkougoba 2e C	37	12	49
					Tienkougoba 1°C	147	62	209
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Koumantou	Winkala	Winkala	73	60	133
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Zantiebougou	Todougoukolondie	Todougoukolonie	134	69	203
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Zantiebougou	Toumou	Toumou	50	54	104
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Zantiebougou	Monzondougou-Koloni	Monzondougou-Koloni	72	30	102
Sikasso	Bougouni	Koumantou	Zantiebougou	Oure	Oure	60	40	100
Mopti	Mopti	Youwarou	Deboye	Guidio Saré	Guidio Saré 1er Cycle	62	143	205
Mopti	Mopti	Youwarou	Deboye	Guidio Saré	Guigio Saré 2e Cycle	16	25	41

Mopti	Mopti	Youwarou	Deboye	Gouraw Fulbe	Gouraw Fulbe 1er Cycle	95	123	218
Mopti	Mopti	Youwarou	Deboye	Akka	Akka 1er Cycle	100	111	211
Mopti	Mopti	Youwarou	Deboye	Feroibé	Feroibé 1er Cycle	88	134	222
Mopti	Mopti	Youwarou	Deboye	Sobé	Sobé 1er Cycle	110	110	220
Mopti	Mopti	Youwarou	Farimaké	Gathi Loumo	Gathi Loumo 2e Cycle	100	144	244
Mopti	Mopti	Youwarou	Farimaké	Gathi Loumo	Gathi Loumo 1er Cycle			
Mopti	Mopti	Youwarou	Farimaké	Tiouky	Tiouky 1er Cycle	63	66	129
Mopti	Mopti	Youwarou	Farimaké	Koubita	Koubita 1er Cycle	35	64	99
Mopti	Mopti	Youwarou	Youwarou	Aouré	Aouré 1er Cycle	61	67	128
Mopti	Mopti	Youwarou	Youwarou	Youwarou	Amadou Faye A	532	505	1037
Mopti	Mopti	Youwarou	Youwarou	Youwarou	Amadou Faye B			
Mopti	Mopti	Youwarou	Youwarou	Youwarou	Amadou Faye 2e Cycle			
Mopti	Mopti	Youwarou	Youwarou	Youwarou-Ouro	Youwarou-Ouro 1er Cycle	62	75	137
Mopti	Mopti	Youwarou	Youwarou	Kangourou	Kangourou 1er Cycle	38	61	99
Mopti	Mopti	Youwarou	Youwarou	Diolly	Diolly 1er Cycle	64	121	185
Mopti	Mopti	Youwarou	Youwarou	Koira	Koira 1er Cycle	72	104	176
Mopti	Mopti	Youwarou	Dirma	Modioko	Modioko 1er Cycle	84	132	216
Mopti	Mopti	Youwarou	Dirma	Ambiri	Ambiri 1er Cycle	178	236	414
Mopti	Douentza	Madougou	Diankabou	Indem	Indem 1er cycle	22	88	110
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Mantérou	Mantérou 1er cycle	67	96	163
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Orokamba	Orokamba 1er cycle	74	52	126
Mopti	Douentza	Madougou	Madoudou	Simérou	Simérou 1er cycle	104	140	244
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Anakédiè	Anakédiè 1er cycle	58	57	115

Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Domonossogou	Domnossogou 1er cycle	128	165	293
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Sorou	Sorou 1er cycle	32	50	82
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Bandé	Bandé 1er cycle	70	91	161
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Naye-Dogon	Naye-Dogon 1er cycle	37	62	99
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Banikani	Banikani 1er cycle	69	73	142
Mopti	Douentza	Madougou	Kassa	Pelinga	Pelinga 1er cycle	90	80	170
Mopti	Douentza	Madougou	Kassa	Berdosso	Berdosso 1er cycle	118	104	222
Mopti	Douentza	Madougou	Kassa	Berdosso	Berdosso 2ème cycle			
Mopti	Douentza	Madougou	Kassa	Konona	Konona 1er cycle	59	30	89
Mopti	Douentza	Madougou	Kassa	Kilimba	Kilimba 1er cycle	35	51	86
Mopti	Douentza	Madougou	Bamba	Yanda Guinée	Yanda Guinée 1er cycle	66	74	140
Mopti	Douentza	Madougou	Bamba	Damassongo	Damassongo 1er cycle	95	99	194
Mopti	Douentza	Madougou	Bamba	Yanda Tourgo	Yanda Tourgo 1er cycle	127	116	243
Mopti	Douentza	Madougou	Bamba	Kaouli	Kaouli 1er cycle	80	87	167
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Borè	Borè 1er cycle	53	34	87
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Gangarabourou	Gangarabougou 1er cycle	54	65	119
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Kassawanda	Kassawanda 1er cycle	104	84	188
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Taoua Ibi	Tanoua Ibi 1er cycle	60	71	131
Mopti	Douentza	Madougou	Madougou	Gama	Gama 1er cycle	54	75	129
Mopti	Douentza	Madougou	Bamba	Irebane	Irèbane 1er cycle	78	158	236
Mopti	Douentza	Madougou	Bamba	Dianga	Dianga 1er cycle	80	94	174
Mopti	Douentza	Madougou	Bamba	Koundianga	Koundianga 1er cycle	70	69	139
Mopti	Douentza	Madougou	Bamba	Déguéré	Bamba Déguéré II	152	138	290

Mopti	Douentza	Madougou	Diankabou	Soye	Soye 1er cycle	85	115	200
Mopti	Douentza	Madougou	Bamba	Ogory Pèpè	Ogory Pèpè 1er cycle	93	83	176
Mopti	Douentza	Bandiagara	Segue Iré	Amala	Ecole fondamentale de Amala	122	107	229
Mopti	Douentza	Bandiagara	Segue Iré	Doumougou	Ecole de Doumougou	43	48	91
Mopti	Douentza	Bandiagara	Segue Iré	Ningari 1er cycle A	Ningari 1er cycle A et B	408	340	748
Mopti	Douentza	Bandiagara	Segue Iré	Ningari	Ningari 2ème cycle	299	126	425
Mopti	Douentza	Bandiagara	Segue Iré	Kedou	Ecole fondamentale de Kedou	159	119	278
Mopti	Douentza	Bandiagara	Segue Iré	Amala	Medersa Marifatou Dinou Islam	87	40	127
Mopti	Douentza	Bandiagara	Segue Iré	Komberou	Komberou 1er cycle	129	140	269
Mopti	Douentza	Bandiagara	Segue Iré	Nangalandoumbo	Nangalandoumbo 1er cycle	288	243	531
Mopti	Douentza	Bandiagara	Segue Iré	Nangalandoumbo	Nahar Djoliba 1er cycle	468	346	814
					Nahar Djoliba 2nd cycle			
Mopti	Douentza	Bandiagara	Ondougou	Tegou	Ecole fondamentale de Tegou 1er cycle	30	37	67
Mopti	Douentza	Bandiagara	Ondougou	Banakane	Medersa Banakane 1er cycle	77	48	125
Mopti	Douentza	Bandiagara	Ondougou	Guinekanda	Guinekanda 1er cycle	120	126	246
Mopti	Douentza	Bandiagara	Ondougou	Guinekanda	Guinekanda 2ème cycle	27	46	73
Mopti	Douentza	Bandiagara	Ondougou	Indell	Ecole fondamentale d'Indell 1er cycle	103	149	252
Mopti	Douentza	Bandigara	Ondougou	Guinekanda	Medersa de Guinekanda 1er cycle	111	65	176
					Medersa de Guinekanda 2nd cycle			
Mopti	Douentza	Bandiagara	Ondougou	Ondougouda	Ondougouda 1er cycle	183	281	464
Mopti	Douentza	Bandiagara	Ondougou	Ondougouda	Ondougouda 2ème cycle	54	73	127

Mopti	Douentza	Bandiagara	Dogani Bere	Dogani	Dogani 1er cycle	194	190	384
					Dogani 2nd cycle			
Mopti	Douentza	Bandiagara	Dogani Bere	Sirou	Ecole de Sirou	42	41	83
Mopti	Douentza	Bandiagara	Dogani Bere	Menthy	Ecole de Menthy	29	48	77
Mopti	Douentza	Bandiagara	Dogani Bere	Dogani	Medersa Dogani	121	153	274
Mopti	Douentza	Bandiagara	Kende	Kendé	Kendé 1er cycle	98	154	252
Mopti	Douentza	Bandiagara	Kende	Kendé	Kendé 2ème cycle	130	95	225
Mopti	Douentza	Bandiagara	Kende	Dantiandé	Ecole fondamentale de Dantiandé 1er cycle	81	101	182
Mopti	Douentza	Bandiagara	Kende	Dany	Ecole fondamentale de Dany 1er cycle	49	56	105
Mopti	Douentza	Bandiagara	Kende	Bondi	Medersa de Bondi	40	29	69
Mopti	Douentza	Bandiagara	Kende	Toupéré	Toupéré 1er cycle	64	71	135
Mopti	Douentza	Sangha	Pelou	Pelou	Pelou 1er cycle	258	443	701
					Pelou 2nd cycle			
Mopti	Douentza	Sangha	Pelou	Pelou	Medersa Mounirate AB Komod de Pelou	90	31	121
Mopti	Douentza	Sangha	Pelou	Wedié	Wedié 1er cycle	125	125	250
					Wedié 1er cycle			
Nombre d'écoles d'intervention :					145	22,543	22,161	44,704

G.7. Outils de collecte de données

FICHE 1 : Entretien avec le Directeur

Nom de l'Ecole : _____

Nom de l'interlocuteur :

Contact :

A IDENTIFICATION									
A1	Région		NOM Ecole		N° élèves filles				
A2	Cercle		Cycle		N° élèves garçons				
A3	Commune		Type (public ou comm)		N° Enseignantes femmes				
A4	Académie		Année création		N° enseignants hommes				
	Travaux latrines	Construction		Travaux eau	Construction		Type de point d'eau	Robinet	
		Réhabilitation			Réhabilitation			Borne fontaine	
		Rien			Rien			PMH	
B SELECTION DE L'ECOLE									
B1	De quelle manière avez-vous intégré ce programme ?								
B2	Quelles étaient vos motivations pour participer ?								
C ROLE DU DIRECTEUR									
C1	Quels sont les rôles des directeurs dans le programme WASH à l'école ?								

C2	Cela vous a-t-il bien été expliqué au démarrage du programme ?	Oui / non
D	ROLE DU CGS	
D1	Y a-t-il un CGS dans l'école ?	Oui / non
D2	Date création CGS (mois/année)	
D3	Dernier renouvellement (mois/année)	
D4	Est-il actif en général ?	Très actif Moyennement actif Un peu actif Pas actif
D5	Précisez	
D6	Quel est le rôle joué par le CGS en général ?	
D7	Quel est son rôle spécifique dans le WASH / comment participe-t-il au programme WASH-à-l'école ?	
E	CLUB D'HYGIENE	
E1	Existe-t-il un club d'Hygiène dans votre école	oui / non
E2	De combien d'élèves est-il constitué ?	
E3	Dont combien de filles ?	
E4	Quelles sont les activités du club d'Hygiène ?	

E5	Est-ce que le Club d'Hygiène est renouvelé chaque année ?	Oui Non, mais renouvelé régulièrement (deux ans, trois ans) Non, il n'est pas renouvelé
F	GESTION OUVRAGES ET PRATIQUES D'HYGIENE	
F1	Qui nettoie les latrines ?	1. CGS 2. APE 3. AME 4. Enseignant 5. Directeur 6. Elèves filles 7. Elèves garçons 8. Elèves filles et garçons 9. Club d'hygiène 10. Gardien Autres à préciser :
F2	Qui gère les points d'eau ?	1. CGS 2. APE 3. AME 4. Enseignant 5. Directeur 6. Elèves 7. Club d'hygiène 8. Gardien Autres à préciser :
F3	L'école partage-t-elle le point d'eau avec :	1. Une ou plusieurs autres écoles 2. La communauté avoisinante 3. Plusieurs communautés avoisinantes 4. Personne
F4	S'il y a partage, cela pose-t-il des problèmes pour l'utilisation ou l'entretien des ouvrages ?	oui / non,
F5	Expliquez :	
F6	Qui se charge de la surveillance de l'application des bonnes pratiques dans l'école ?	1. CGS 2. APE 3. AME 4. Enseignant 5. Directeur 6. Elèves 7. Club d'hygiène 8. Gardien Autres à préciser :

F7	En cas de mauvaises pratiques constatées, que se passe-t-il ?	
F8	Comment l'école paye pour les intrants (savon, balais, les produits de nettoyage) ?	
F9	Comment l'école paye pour la maintenance des ouvrages (robinets, crochets latrines, etc.) ?	
G	FORMATION DU CORPS ENSEIGNANT	
G1	Combien d'enseignants (y compris le directeur) ont reçu une formation par le programme ?	
G2	Que se passe-t-il pour les enseignants non formés ? (Restitution) ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rien 2. Ils sont formés par le directeur 3. Ils sont formés par les enseignants en charge du WASH 4. Autre, précisez : _____
G3	Des nouveaux enseignants sont-ils arrivés à la rentrée scolaire ?	Oui / non
G4	Si oui, ont-ils été formés sur le WASH à l'école ?	Oui / Non
G5	Sinon, pourquoi pas ?	
G6	Etes-vous satisfait de la qualité de la formation reçue	(Exercices pratiques, lieu, durée, formateurs, facilité de compréhension, etc.). Très satisfait / satisfait / un peu satisfait / pas satisfait
G7	Expliquez	
G8	La formation proposée vous semble-t-elle suffisante ?	Oui / non.

G9	Pourquoi ?	
X1	Est-ce qu'il y a au moins un enseignant désigné comme responsable de la propreté à l'école et qui encadre le club d'hygiène ?	Oui (3 points) Non (0 point)
H	MATERIEL DIDACTIQUE	
H1	De combien de boîtes à images disposez-vous ?	
X2	Est-ce que la boîte à images est facilement accessible aux enseignants ?	Oui (2 points) Non (0 point)
X3	Est-ce que <u>tous</u> les enseignants l'ont utilisé au moins une fois depuis le début de l'année ?	Oui (5 points) Non (0 point)
H2	De combien de posters disposez-vous ?	
H3	De combien de guides WASH à l'école disposez-vous ?	
H4	Quel est votre niveau de satisfaction des outils ?	1. Très satisfait 2. Satisfait 3. Un peu satisfait 4. Pas satisfait
H5	Pourquoi ?	
H6	A quelle fréquence sont-ils utilisés ?	1. Tous les jours 2. Toutes les semaines 3. Tous les mois 4. Tous les trimestres 5. Une fois par an 6. Moins d'une fois par an 7. Autre, précisez : _____
H7	Pensez-vous que les outils d'animation vont durer dans le temps ?	Oui / non
H8	Pourquoi ?	

H9	Est-ce que vous pourriez remplacer ces outils ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Oui, facilement 2. Oui, difficilement 3. Non
H10	Pensez-vous que les animations vont durer dans le temps ?	<ol style="list-style-type: none"> 4. Oui, très longtemps 5. Oui, au moins tant que je suis là 6. Oui, au moins tant que l'enseignant en charge du WASH est là 7. Non, c'est déjà en perte de vitesse 8. Non, on va arrêter l'an prochain
I	LATRINES	
I1	Etes-vous satisfaits des latrines ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Très satisfait 2. Satisfait 3. Un peu satisfait 4. Pas satisfait
I2	Expliquez : (localisation, choix technique, qualité)	
I3	Sont-elles séparées filles/garçons ?	Oui / non
I4	A quelle distance ?	
I5	Combien d'enfants handicapés y a-t-il dans l'école ?	
I6	Combien d'entre eux utilisent des chaises roulantes ?	
I6bis	Pensez-vous que les rampes sont utiles ? expliquez	
I7	Est-ce que les enseignants utilisent des latrines séparées ?	Oui / non
I8	Les latrines de l'école sont-elles toutes fonctionnelles ?	Oui / non
I9	Si non, combien ne sont pas fonctionnelles ?	
I10	Si non, quelle est la raison pour cela ?	
I11	Avez-vous été confronté à ce que l'une des fosses des latrines soit pleine ?	Oui / non
I12	Si oui, combien de fois ?	
I13	Si oui, avez-vous pu la vidanger ?	Oui / non

I14	Si non, pourquoi ?	
I15	Si oui, expliquez la méthode de vidange utilisée, combien ça a coûté et qui a payé	Méthode : manuelle / camion / autre : Prix : Payeur : CGS, MJT, autre :
I16	Si non, comment comptez-vous faire si cela arrive un jour ? (Expliquez la méthode de vidange prévue et le payeur)	
J	POINT D'EAU	
J1	Type de point d'eau	PMH avec forage / Borne fontaine d'AEP / Puits / autre :
J2	Est-il déjà tombé en panne ?	Oui / non
J3	Si oui, c'était avant ou après le projet ?	Avant / après
J4	Si oui, comment avez-vous fait pour réparer ? (qui a été réparé, combien ça a coûté, qui a payé, etc.)	
J5	Si non, comment comptez-vous faire si jamais ça arrive ? (qui contacter, comment payer etc.)	
K	ROLE DES PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	
K1	Quelle est votre perception en sur la performance de l'entreprise de forage ?	Très bien / bien / moyen / mauvais
K2	Pourquoi ?	
K3	Quelle est votre perception en sur la performance de l'entreprise qui a construit les latrines ?	Très bien / bien / moyen / mauvais
K4	Pourquoi ?	
K5	Est-ce qu'il y a eu une réception formelle des ouvrages ?	Oui / non

K6	Quels services techniques/collectivités étaient présents ?	Commune SACPN Hydraulique CAP
K7	Quelle est votre perception sur la qualité du contrôle des travaux ?	
K8	Quelle est votre perception en sur la performance de l'ONG ?	
K9	Quelle est l'activité que vous avez le plus appréciée et pourquoi ?	
K10	Quelle est l'activité que vous avez le moins appréciée et pourquoi ?	
K11	Combien de fois par an, l'école reçoit-elle la visite des CAP, des AE ?	Nombre de fois : Raisons des visites :
L	IMPACTS DU PROJET	
L1	Quels ont été à votre avis les impacts du projet ?	
L2	Qu'avez-vous remarqué concernant l'absentéisme des enfants ?	
L3	Quel impact en particulier y a-t-il eu sur les jeunes filles ?	
L4	Pouvez-vous me donner des exemples de bonnes pratiques initiées dans l'école et qui sont reprises par les Communautés ?	

L5	Est-ce que le projet a suscité l'intérêt des communautés ou écoles non-bénéficiaires ?	Oui / non
L6	Si oui, lesquelles ? sur quels aspects ?	
M	CONCOURS « ECOLES PROPRES »	
M1	Avez-vous participé au concours	Oui / non
M2	Quel était votre notation ?	___/100
M3	Quel a été le classement de l'école ?	
M4	Si vous avez gagné, qu'avez-vous fait de la somme remportée ?	
M5	Avez-vous apprécié ce type de compétition ?	Oui / non
M6	Pourquoi ?	
RECOMMANDATIONS pour l'UNICEF ou pour le MIN EDU pour améliorer le programme à l'avenir		

FICHE 2 – Entretien avec les membres du CGS

Participants :

Nom	Rôle dans le CGS	Femme/homme	Contact
-----	------------------	-------------	---------

N°	Questions	Modalités
1	Date de création du CGS	
2	Date du dernier renouvellement	
3	Combien y a-t-il de membres ?	
4	Combien sont des femmes ?	
5	A quelle fréquence le CGS se réunit-il ?	1. Toutes les semaines 2. Tous les mois 3. Plusieurs fois par an 4. Une fois par an 5. Moins d'une fois par an
6	Quelles est la date de la dernière réunion du CGS ? (Vérifier sur les PV de réunion)	Moins d'un mois (2) Plus d'un mois (0)
7	Est-ce qu'il y a de l'argent dans la caisse du CGS aujourd'hui ?	Oui (3) Non (0 FCFA) (0)
8	De quelle manière l'école a intégré le programme WASH à l'école de l'UNICEF ? (Sélection de l'école)	
9	A quelles activités du projet avez- vous participé ?	
10	Combien de membres du CGS ont- ils été formés sur le WASH à l'école dans le cadre du projet ?	
11	Qu'avez-vous appris de nouveau pendant cette formation ?	
12	Est-ce qu'il y a eu une restitution aux autres membres ?	Oui Non Non applicable
13	Satisfaction par rapport à la qualité de la formation	Très satisfait Satisfait Un peu satisfait Pas satisfait
14	Expliquer (c'est suffisant ?)	

15	Avez-vous reçu un recyclage de la formation à la fin du projet ?	Oui Non
16	Est-ce que vous êtes satisfaits de l'ONG d'intermédiation sociale qui est venue dans le cadre du projet ?	Oui Non
17	Pourquoi ?	
18	Est-ce que le projet a répondu aux besoins du CGS en termes de WASH?	Oui Non
19	Quels sont les rôles du CGS par rapport au WASH dans l'école ?	
20	Est-ce que le CGS a élaboré un plan d'action ?	Oui Non
21	Si oui, quelles activités liées au WASH sont incluses dans ce plan d'action (demander à voir le document) ?	
22	Etes-vous satisfaits des latrines qui ont été construites ou réhabilitées par le projet ?	Oui Non Non applicable
23	Pourquoi ?	
24	Etes-vous satisfaits du point d'eau qui a été construit ou réhabilité par le projet ?	Oui Non Non applicable
25	Pourquoi ?	
26	Qui nettoie les latrines ?	1. Elèves 2. Club d'hygiène 3. Enseignants 4. Directeur d'école 5. Gardien 6. AME 7. CGS 8. Autre à préciser :
27	Qui est chargé de la gestion et de l'entretien des points d'eau ?	11. CGS 12. APE 13. AME 14. Enseignant 15. Directeur 16. Elevés 17. Club d'hygiène 18. Gardien 19. Autres à préciser :

28	Est-ce que vous êtes satisfaits du niveau d'implication de la mairie dans le cadre de ce projet ?	Oui Non
29	Pourquoi ?	
30	Est-ce que vous êtes satisfaits du niveau d'implication de Services techniques : <ul style="list-style-type: none"> • CAP et Académies ? 	Oui Un peu Non
31	<ul style="list-style-type: none"> • Hydraulique ? 	Oui Un peu Non
32	<ul style="list-style-type: none"> • Assainissement ? 	Oui Un peu Non
33	Pourquoi ?	
34	Est-ce que vous êtes satisfaits du travail de l'entreprise : <ul style="list-style-type: none"> • De forage/robinet 	Oui Un peu Non
35	<ul style="list-style-type: none"> • De construction de latrines 	Oui Un peu Non
36	<ul style="list-style-type: none"> • Bureau de contrôle 	Oui Un peu Non
37	Y a-t-il du matériel de nettoyage, savon, etc en stock ?	
38	Utilisez-vous une liste de vérification pour suivre et contrôler les stocks de matériels d'hygiène ?	Oui Non
39	De quelles manières la communauté s'est-elle mobilisée pour améliorer la situation WASH dans l'école ?	

40	L'école a-t-elle une APE, AME, association féminine, MJT ou autre active ?	APE AME Association Féminine MJT Autre, précisez :
41	Si oui, quel est son rôle en matière de WASH ? (Donner des exemples)	
42	Si oui, est ce qu'elle mène des Activités Génératrice des Revenus (AGR) pour financer le WASH ?	Oui Non
43	Lesquelles ?	
44	Quelles sont les difficultés rencontrées par le CGS pour assurer le renouvellement et l'entretien des intrants et équipements WASH ?	
45	Selon vous, quels sont les trois impacts les plus importants du projet ?	1. 2. 3.
46	Avez-vous des recommandations pour le projet ?	
47	Commentaires de l'enquêteur : (activisme du CGS? très actif, peu actif ?...)	

FICHE 3 – Grille d'observation

Concours « écoles propres » : Grille de notation de l'école
.....n° :....

A Lavage des mains au savon		Commentaires		
A 1	Y a-t-il un lave-mains <u>fonctionnel</u> devant <u>chaque</u> bloc de latrines à l'école ? (<i>pas de robinet gâté par exemple – comptabiliser les tippy-taps</i>)	Oui (3)	Non (0)	

A 2	(*) Y a-t-il un lave-mains <u>fonctionnel</u> pour <u>chaque</u> salle de classe ?	Oui (3)	Non (0)	
A 3	Les lave-mains sont-ils <u>tous</u> propres (<i>extérieur et intérieur</i>) ?	Oui (2)	Non (0)	
A 4	Y a-t-il de l'eau dans <u>tous</u> les lave-mains au moment de la visite ?	Oui (3)	Non (0)	
A 5	Y a-t-il du savon pour <u>tous</u> les lave-mains au moment de la visite ?	Oui (3)	Non (0)	
A 6	Les eaux perdues sont-elles correctement évacuées autour de <u>tous</u> les lave-mains ? (<i>aire anti-bourbier, pas d'eau qui stagne</i>)	Oui (2)	Non (0)	
A 7	Est-ce que les enseignants et le club d'hygiène organisent tous les matins le lavage des mains collectif avant d'entrer en classe ?	Oui (4)	Non (0)	
A 8	Et à la récréation avant que les élèves aillent payer à manger ?	Oui (4)	Non (0)	
A 9	Liste des Problèmes constatés			

B Latrines

B 1	La séparation filles / garçons est-elle clairement indiquée sur <u>toutes</u> les latrines ?	Oui (1)	Non (0)	
B 2	La séparation filles / garçons est-elle <u>effectivement</u> respectée ?	Oui (2)	Non (0)	
<u>B</u> <u>3</u>	<u>Tous</u> les éléments des latrines sont-ils en bon état de fonctionnement ? (<i>portes, toit, murs, dalles, crochets de fermeture intérieurs, cheminée d'aération</i>)	Oui (2)	Non (0)	
B 4	Est-ce que les latrines sont propres, sans trace d'excrétas ou d'urine, dans aucune cabine ?	Oui (3)	Non (0)	
B5	L'odeur dans toutes les latrines est-elle acceptable ? (<i>pas de forte odeur</i>)	^e Oui (2)	Non (0)	
B 6	Les trous de défécation en service sont-ils <u>tous</u> équipés de fermeture ?	Oui (1)	Non (0)	
B 7	Y a-t-il autant de bouilloires disponibles pour les élèves que de cabines de latrine ? (<i>une bouilloire par cabine... mais pas forcément gardée dans la cabine même !</i>)	Oui (2)	Non (0)	
B 8	Y a-t-il des traces de défécation en plein air dans la cour de l'école ou aux alentours ? (<i>regarder derrière les latrines, autour de l'école, etc.</i>)	Oui (0)	Non (2)	

B 9	Liste des problèmes constatés			
C Eau potable				
C 1	Le ou les points d'eau sont-ils <u>tous</u> en bon état de fonctionnement ?	Oui (2)	Non (0)	
C 2	Pour un puits : y a-t-il une margelle (au moins 80cm) <u>et</u> un couvercle ? Pour un forage ou robinet : y a-t-il un puisard fonctionnel qui évite aux eaux usées de stagner ?	Oui (2)	Non (0)	
C 3	Les réservoirs et bidons utilisés pour transporter l'eau sont-ils <u>tous</u> propres et fermés ?	Oui (1)	Non (0)	
C 4	(*) Y a-t-il des postes d'eau potable (<i>glacières, jarres sur trépied</i>) <u>avec robinet</u> dans <u>toutes</u> les salles de classe ?	Oui (2)	Non (0)	
C 5	(*) Les postes d'eau potable utilisés pour conserver l'eau dans les classes sont-ils <u>tous</u> bien fermés et propres ?	Oui (2)	Non (0)	
C 6	(*) Y a-t-il des gobelets <u>propres</u> dans <u>chaque</u> classe ?	Oui (2)	Non (0)	
C 7	Liste des problèmes constatés			
D Matériel d'hygiène				
D 1	Y a-t-il du savon en réserve, en prévision des besoins futurs ?	Oui (3)	Non (0)	
D 2	Y a-t-il du grésil <u>ou</u> de l'OMO en réserve dans l'école ?	Oui (1)	Non (0)	
D 3	Y a-t-il de l'eau de Javel en réserve ?	Oui (1)	Non (0)	
D 4	Liste des problèmes constatés			
E Propreté de la cour et des salles de classe				
E 1	Y a-t-il au moins 3 poubelles dans la cour de l'école ?	Oui (1)	Non (0)	
E 2	Les poubelles sont-elles toutes couvertes par une fermeture ?	Oui (1)	Non (0)	

E 3	Y a-t-il des déchets (sacs plastiques, ordures, papier, reste de repas) qui traînent dans la cour de l'école ? <i>(bien regarder partout)</i>	Oui (0)	Non (2)	
E 4	(*) Y a-t-il des déchets (sacs plastiques, ordures, papier, reste de repas) qui traînent dans les salles de classe ? <i>(regarder dans toutes les classes)</i>	Oui (0)	Non (3)	
E 5	Y a-t-il un dépôt d'ordures aménagé à l'école, dans lequel le contenu des poubelles est vidé ?	Oui (3)	Non (0)	
E 6	Y a-t-il des animaux en liberté dans la cour ?	Oui (0)	Non (1)	
E 7	L'école est-elle entièrement clôturée ?	Oui (4)	Non (0)	
E 8	Liste des Problèmes constatés			

F Organisation de l'école (les questions sont dans les autres outils)

F 1	Est-ce qu'il y a 2 enseignants désignés comme responsables de la propreté à l'école et qui encadrent le club d'hygiène ?	Oui (3)	Non (0)	
F 2	La boîte à images « Hygiène à l'école » et les affiches sont-elles utilisées comme supports pédagogiques <u>1 fois par semaine dans toutes les classes</u> ? <i>(demander aux enseignants et à 2 élèves de 2 classes différentes pris au hasard)</i>	Oui (4)	Non (0)	
F 3	Quelles est la date de la dernière réunion du club d'hygiène ? <i>(vérifier sur le cahier du club, dans les PV de réunion)</i>	Il y a moins d'une semaine (2)	Plus d'une semaine (0)	
F 4	Le club d'hygiène a-t-il une caisse alimentée par des sanctions financières contre les mauvais comportements d'hygiène ?	Oui (5)	Non (0)	
F 5	Est-ce que le cahier du club d'hygiène prouve qu'un membre du club d'hygiène passe chaque matin dans toutes les classes pour la notation de la compétition « Classes propres » ?	Oui (4)	Non (0)	
F 6	Quelles est la date de la dernière réunion du CGS ? <i>(vérifier sur les PV de réunion)</i>	Moins d'un mois (2)	Plus d'un mois (0)	
F 7	Est-ce qu'il y a de l'argent dans la caisse du CGS aujourd'hui ?	Oui (3)	Non (0 FCFA) (0)	

F 8	Liste des problèmes constatés			
G Assainissement dans la communauté				
G 1	Est-ce que la communauté a atteint l'état FÉDAL ?	Oui (5)	Non (0)	
G 2	Est-ce que la communauté a exécuté au moins la moitié de ses engagements ?	Oui (2)	Non (0)	
G 3	Liste des problèmes constatés			
			/	
			1	
			0	
			0	

Questions complémentaires :

H1	Les latrines présentent-elles des défauts de construction ?	Oui / Non
H2	Si oui, lesquels (+ prendre photo)	
H3	Les latrines sont-elles accessibles aux handicapés ? (siège damu, barre d'appui, rampe – pas de marche pour y accéder)	Oui / Non
H4	Le point d'eau présente-t-il des défauts de construction ?	Oui / Non
H5	Si oui, lesquels ?	
H6	Le point d'eau est-il fonctionnel ?	Oui / Non

FICHE 4 - Guide pour le Focus Groupe avec les Club hygiène et élèves

Viser un groupe de 5-8 enfants, d'environ 12 ans, équilibré filles/garçons.

Rôle	Nom	Classe	Age	Fille/garçon	Nombre total de participants
------	-----	--------	-----	--------------	------------------------------

Président club d'hygiène					Nombre de filles participantes	
Vice-président					Age minimum	
					Age maximum	

1. Quel est le rôle du club d'hygiène dans l'école ?
2. Quelles sont les enseignements ou bonnes pratiques que vous avez appris sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement ? (Demander qu'ils fournissent des exemples)
3. Quand est-ce que vous vous lavez les mains (pratique)?
4. Quels sont les moments où il faut se laver les mains dans la journée (connaissance)?
5. Quels changements le projet a apporté dans votre vie ?
6. Quelles sont les activités du projet que vous avez le plus aimé ?
7. Est-ce qu'il y a des conseils qui sont difficiles à mettre en œuvre ? pourquoi ?
8. Quand était la dernière réunion du club d'hygiène ?
9. Quel a été votre rôle dans le concours écoles propres ?
10. Quel a été le classement de l'école ? ____
11. Comment expliquez-vous ce résultat ?
12. Quel a été votre rôle dans le concours classe propre ?
13. A quelle fréquence les visites sont-elles effectuées ?
Est-ce que le cahier du club d'hygiène prouve qu'un membre du club d'hygiène passe chaque matin dans toutes les classes pour la notation de la compétition « Classes propres » ? Oui / Non
14. Quelle est la classe la plus propre ?
15. Est-ce qu'il y a des élèves qui continuent avec des mauvaises pratiques d'hygiène ? Oui/Non
16. Si oui, lesquelles et pour quelles raisons ? (si non mentionné, parler de la non utilisation des latrines, et pourquoi certains ne les utilisent pas).

Qu'est-ce qu'il se passe si un élève est pris en train de mal se comporter par rapport à l'hygiène, l'utilisation des latrines ou du point d'eau ? ? (Y a-t-il des sanctions ? lesquelles ? qui les fait appliquer ?)
17. Combien y a-t-il dans la caisse ? FCFA

FICHE 5 : Guide pour le focus group avec les jeunes filles en âge de menstruer

Merci de lire toutes les questions avant le début du focus groupe pour s'imprégner, et ne jamais répondre à la place des élèves : il faut que la réponse notée corresponde à ce qu'elles ont dit. Cette Conversation doit être tenue avec 4-6 jeunes filles âgées de 12 à 15 ans.

Demander à une enseignante femme de tenir cette conversation avec 4-6 jeunes filles de l'école âgées de 12-15 ans environ (filles qui ont déjà eu leur menstruation).

1. Est-ce que vous utilisez les toilettes de l'école ? si non, pourquoi ?
2. Est-ce que la séparation fille / garçon vous encourage à utiliser plus souvent les toilettes ? (si les toilettes n'étaient pas séparés, cela vous empêcherait ou découragerait de les utiliser ?)
3. Est-ce que vous avez reçu des informations à l'école sur l'hygiène menstruelle ? si oui, expliquer (quelles informations, qui les a fournies, dans quel cadre)
4. Est-ce que vous aviez eu ces informations avant ou après vos premières règles ? si après, est-ce que vous saviez ce qui vous arrivait quand cela s'est produit ?
5. Est-ce qu'il y a une femme ou une fille âgée à l'école qui sert de référente pour cette question, à qui vous pouvez poser vos questions ou exprimer vos difficultés ? qui est-ce ?
6. Quand vous avez vos règles, est-ce que vous restez à la maison pendant quelques jours ou bien vous venez à l'école ? si vous restez à la maison, quelles sont les raisons ?
7. Si vous venez, quelles sont les difficultés que vous rencontrez à l'école pendant cette période ?
8. Quel matériel hygiénique utilisez-vous ?
9. Quand vous avez les règles, est-ce que vous changez votre pagne/serviette hygiénique dans les toilettes de l'école ? ou bien quand c'est rempli de sang, vous rentrez à la maison ?
10. Est-ce que vous avez déjà lavé votre pagne dans les toilettes de l'école ? est-ce que cela serait possible ou trop compliqué ? expliquer.
11. Est-ce que vous avez déjà jeté votre pagne sale ou serviette sale dans les poubelles de l'école ? est-ce que cela serait possible ou c'est trop compliqué ?
12. S'il y avait une poubelle fermée (avec couvercle) au sein de la cabine, vous pourriez la jeter dedans ou pas ? expliquer.

6. FICHE 6 - Guide pour le Focus Groupe avec les parents

Type de participants _____ (ex. APE ou AME ou association féminine)

Nombre de participants :

Total :

Hommes :

Femmes :

1. Quels étaient les besoins en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans votre communauté avant le projet ?

Communauté	Ecole

2. Auxquels de ces besoins le projet a-t-il répondu ? (Entourer dans la liste précédente)
3. Quels sont selon vous les meilleurs changements / impacts apportés par le projet dans votre vie ?
4. Votre enfant vous parle-t-il de l'hygiène et de ce qu'on lui a dit à l'école ? Que vous dit-il ?
5. Les enfants sont-ils capables de pratiquer les enseignements de l'hygiène à la maison ? Pourquoi ?
6. Quels ont été les changements induits par les enfants dans vos ménages et dans votre communauté ?
7. Etes-vous satisfaits du travail de l'ONG d'intermédiation sociale ? si non, pourquoi ?
8. Etes-vous satisfaits du travail des entreprises de travaux ? si non, pourquoi ?

9. De quelle manière votre communauté s'est-elle mobilisée pour améliorer la situation WASH dans l'école ? (Rebondir sur l'auto-mobilisation, les activités génératrices de revenu pour payer les équipements et les intrants ; construction d'infrastructures provisoires...)
10. Est-ce que certains d'entre vous ont bénéficié de formation sur le projet ? si oui, sur quels thèmes ? est-ce que c'était utile ?
11. Est-ce que le village dispose d'une MJT ? Si oui, quel est leur rôle au niveau de l'école concernant le WASH ?
12. Avez-vous des recommandations pour le projet concernant le WASH ?

7. Fiche 7 – Grille d'entretien avec les services techniques déconcentrés

Date	
Institution	
District sanitaire ou Région concernée	
· Nom et prénom des interlocuteurs	
· Fonctions	
· Contacts	
Pensez-vous que le projet répond aux besoins des acteurs du sous-secteur WASH à l'école? des bénéficiaires? Quels sont les besoins WASH à l'école auxquels le projet n'a pas répondu selon vous?	
Est-ce que le ciblage des écoles était pertinent ? Quels étaient les critères de choix des écoles ?	
Citez trois points forts du projet ?	
Citez trois points faibles du projet ?	
Quel a été votre rôle dans la mise en œuvre du projet ?	
Quelles sont les activités auxquelles vous avez participé ? Etes-vous satisfait avec ce niveau d'implication ? Etaient-ce des activités de qualité ?	
Combien de fois en moyenne vous rendez-vous dans les écoles pendant le projet ? Y a-t-il des écoles du projet dans lesquelles vous n'êtes jamais allé ?	
Quels sont les autres projets dans la région ? Comment se fait la coordination et la collaboration avec les autres projets ?	
Quelles sont les principales différences entre ce projet et les autres projets dans le WASH à l'école dans la région, s'il y en a (originalité /valeur ajoutée) ?	
Qu'est-ce que vous pensez du concours écoles propres ? Est-ce que ce serait possible de le passer à l'échelle par les services de l'état ? pourquoi ?	

Quels sont, selon vous, les principaux résultats du programme ?	
Quels sont selon vous les impacts du projet sur la santé et la scolarisation des enfants ? y a-t-il d'autres impacts ?	
Le projet a-t-il suscité l'intérêt d'écoles ou de communautés non bénéficiaires ?	
Que va-t-il se passer après la fin du projet ? Qui va assurer le suivi dans les écoles ? Disposez-vous d'outils de suivi ?	
Pensez-vous que les résultats du projet sont durables ? Quelles sont les contraintes à la durabilité ?	
Avez-vous des recommandations ?	

G.8. Termes de Références de l'évaluation

TERMES DE REFERENCE

1. Contexte et historique du programme

Au Mali, selon le Ministère de l'Éducation, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales (MEALN), plus d'une école sur deux manquent d'un point d'eau et 42% ne disposent d'aucune latrine. Même lorsque ces équipements existent, ils sont souvent inadéquats, en mauvais état de fonctionnement, et mal utilisés. Ils sont très rarement accompagnés de lave-mains et de modalités durables de gestion et d'entretien.

Parce que cette situation affecte la santé, l'accès à l'éducation et le développement cognitif de l'enfant, et parce que l'accès à l'eau et l'assainissement est un droit fondamental, l'Etat malien a décidé de réagir. L'élaboration d'un Plan Stratégique de Promotion de l'Éducation à l'Hygiène en Milieu Scolaire a été lancée en 2009 par le Ministère de l'Éducation avec le concours des ministères en charge de la santé, de l'eau et de l'assainissement. L'année suivante, l'agence de coopération danoise DANIDA et la fondation philanthropique DUBAI CARES ont choisi de soutenir la mise en œuvre de cette stratégie. En lien avec les ministères concernés, l'UNICEF s'est associé à 10 ONG internationales et 15 ONG nationales pour promouvoir l'approvisionnement en eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) dans les écoles du pays. Depuis, d'autres donateurs ont joint leurs efforts, tels que les gouvernements du Canada et des Pays-Bas, les comités nationaux belges et espagnols pour l'UNICEF, ou encore la fondation Hilton. Cette coalition de donateurs a permis d'assurer la continuité et la mise à l'échelle du programme dans une grande partie du pays.

2. Description du programme

L'objectif du programme est de mettre les écoles au « standard eau, hygiène & assainissement » et, ce faisant, de contribuer simultanément à l'atteinte de plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement. La logique d'intervention et les activités du programme sont présentées ci-dessous.

Les écoles bénéficiaires sont des écoles publiques ou communautaires, rurales comme urbaines, réparties dans 6 des 9 régions du pays dont le district de Bamako. 2 166 écoles, 600 000 enfants et 12 000 enseignants sont ciblés d'ici fin 2017. Les communautés avoisinantes sont également prises en compte dans le programme à travers l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) et d'autres activités de sensibilisation.

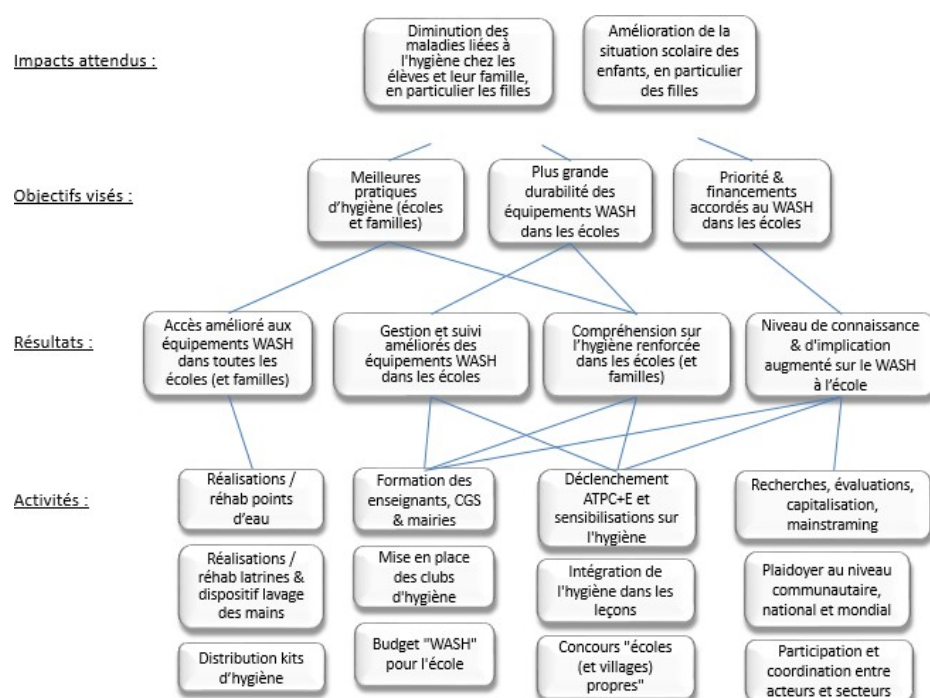
Parmi les écoles des régions de Koulikoro, Sikasso, Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal où la mise en œuvre a été assurée directement par l'UNICEF, 145 écoles (Annexe 5) dans les régions de Sikasso et Mopti ont bénéficié d'un financement principal du Gouvernement de Navarre à travers Comité national espagnol pour l'UNICEF, pour un montant total de 1 316 000 EUR sur la période Mars 2014 – Décembre

2017. Les fonds complémentaires pour couvrir ces écoles ont été obtenus grâce à un co-financement de la fondation Dubaï Cares, de la Suède, du Comité national français pour l'UNICEF et d'autres partenaires du Comité national espagnol pour l'UNICEF.

Analyse causale et stratégie d'intervention du programme

Constats / défis	Causes	Stratégie d'intervention
Manque d'équipements d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH) suffisants et adaptés	Insuffisance du budget d'investissement de l'Etat et des collectivités locales	1. Construction / réhabilitation de points d'eau 2. Construction / réhab. de latrines 3. Installation de lave-mains et tippy-taps
	Obligation de construire les équipements WASH en même temps que les écoles / salles de classe non respectée	4. Plaidoyer auprès du MEALN pour le respect de cette obligation
	Absence de normes pour la construction de ces équipements WASH	5. Etablissement de normes pour l'initiative et respect de ces normes 6. Plaidoyer pour intégrer ces normes dans les stratégies nationales 7. Développement d'un système de suivi administratif du respect de ces normes
Faible durabilité des équipements existants	Manque de matériel d'entretien à disposition / manque de moyens financiers au sein de l'école	8. Distribution d'un kit d'hygiène complet dans chaque école 9. Identification & renforcement de la filière d'approvisionnement 10. Mise en place d'un budget pérenne réservé au WASH
	Manque d'organisation pour la gestion des équipements & turn-over au sein des écoles	11. Création de clubs d'hygiène scolaires et définition du rôle de chaque acteur 12. Renforcement des capacités des organes de gestion de l'école 13. Mise en place d'un suivi régulier et participatif des équipements
	Manque de motivation et d'incitation / sanction pour une bonne gestion des équipements	14. Contrôle externe de l'état des équipements par les services techniques compétents 15. Concours de propreté entre élèves, classes, écoles, villages
Mauvaises pratiques d'hygiène à l'école comme dans les communautés	Connaissance approximative des bons comportements et des raisons de leur importance	16. Intégration de l'éducation à l'hygiène dans les programmes scolaires et formation des maîtres 17. IEC dans les écoles et communautés 18. Responsabilisation des enfants comme agents de changement de comportement auprès des autres enfants et des familles
	Habitude / réflexe / norme sociale peu développés	19. « ATPC » à l'école et dans la communauté 20. Routine de lavage des mains quotidien et obligatoire à l'école

Théorie du changement



3. Principaux acteurs

La construction des infrastructures WASH dans les écoles est assurée par des entreprises de travaux recrutées par l'UNICEF, contrôlées par un bureau d'études et les services techniques régionaux et locaux. Les activités d'intermédiation sociale sont mises en œuvre par des ONG internationales et nationales déployées sur le terrain. Ces deux volets construction et intermédiation sociales sont suivis par les spécialistes WASH de l'UNICEF basés à Bamako et dans les différentes régions d'intervention. Le suivi-évaluation-capitalisation-plaidoyer est animé par l'équipe WASH de l'UNICEF à Bamako.

4. État des connaissances sur le programme

L'UNICEF possède une base de données détaillée et actualisée sur les réalisations du programme, y compris celles cofinancées par le Comité espagnol pour l'UNICEF. Avec ses partenaires, des ateliers de capitalisation réguliers ont été organisés, permettant une documentation approfondie du programme depuis ses débuts. Une évaluation similaire commanditée en 2014 par le Comité national espagnol pour l'UNICEF a été conduite et le rapport est disponible. Une évaluation externe du cadre partenarial et du volet suivi-évaluation-capitalisation a été menée en 2013 pour le compte de Dubai Cares. Des études ont été conduites sur des thèmes spécifiques : études CAP, études formatives sur les déterminants de l'utilisation du savon et des latrines, et sur la gestion de l'hygiène menstruelle. Enfin, deux évaluations d'impact quantitatives ont été réalisées avec l'appui de l'université d'Emory (USA) : sur l'hydratation et les capacités cognitives des élèves d'une part, et sur leur état de santé et leur scolarité d'autre part.

5. Objectifs

L'objectif de l'évaluation est de déterminer, par une méthode d'évaluation bien définie, la pertinence des résultats et de l'impact du projet réalisé dans les écoles des régions de Sikasso et Mopti qui ont bénéficié d'un financement principal du Gouvernement de Navarre à travers Comité national espagnol pour l'UNICEF, sur la période Mars 2014 – Décembre 2017.

Cette évaluation permettra d'estimer le bien-fondé et la valeur du programme, sur la base des critères recommandés par le Comité de l'Aide au Développement de l'OCDE (pertinence, efficacité, impact, durabilité), selon la demande du Comité espagnol pour l'UNICEF, et avec une perspective sur le genre et les droits de l'Homme conforme à la philosophie de l'UNICEF. L'évaluation renforcera ainsi la redevabilité de l'UNICEF auprès de son donateur mais aussi de ses bénéficiaires, auxquels les résultats seront restitués.

Les présents TdR visent à recruter un cabinet d'évaluation ou un bureau d'étude, suivant les procédures d'UNICEF, et respectant toutes les conditions pré-requises pour ce type d'intervention, afin d'atteindre ces objectifs. Les critères et questions d'évaluation sont décrites ci après.

Critère	Questions d'évaluation principales
Pertinence, cohérence	<p><u>Logique d'intervention</u> : La logique d'intervention du programme WASH à l'école est-elle cohérente ?</p> <p><u>Bonnes pratiques</u> : Le programme a-t-il su intégrer les derniers développements et innovations dans le domaine ?</p> <p><u>Sensibilité aux besoins</u> : Le programme a-t-il pu satisfaire les préoccupations des différentes catégories de bénéficiaires et partenaires ?</p>
Efficience	<p><u>Utilisation des fonds</u> : Les ressources ont-elles été utilisées de manière efficiente ? Que peut-on dire de la Gestion administrative et financière du programme ?</p>
Efficacité	<p><u>Qualité et conformité</u> : La mise en œuvre sur le terrain a-t-elle été en ligne avec ce qui était prévu ?</p> <p><u>Suivi et coordination</u> : Quelle a été l'efficacité des activités de coordination, de suivi, évaluation et capitalisation ?</p>
Impact	<p><u>Ressenti interne</u> : Quels sont les impacts qui ont été perçus par les différents acteurs du programme ?</p> <p><u>Ressenti externe</u> : Les écoles du programme ont-elles suscité un intérêt particulier ?</p>
Durabilité	<p><u>Appropriation</u> : La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de durabilité ?</p> <p><u>Mise à l'échelle</u> : La conception du programme et ses modalités de mise en œuvre permettent-ils de maximiser les chances de mise à l'échelle ?</p>
Equité & Inclusion	<p>Dans quelle mesure le programme prend en compte les besoins spécifiques des personnes vulnérables ?</p>
Respect de l'environnement	<p>Le programme a-t-il intégré des préoccupations concernant l'environnement ?</p>

6. Activités et Tâches

Méthodologie de collecte des données

Les présents termes de références étant rédigés en vue de recruter un bureau d'études qui :

- Proposera le cadre complet et le plan d'exécution de l'évaluation externe des activités financées par l'Union Européenne en se basant sur les orientations proposées plus bas, en complémentarité avec les données déjà disponibles sur le programme
- Conduira cette même évaluation dans les régions concernées au Mali, en mobilisant les compétences nécessaires dans les délais indiqués.

Pour répondre à ces questions d'évaluation, le bureau d'études devra utiliser une approche essentiellement qualitative, non expérimentale, et une combinaison de plusieurs méthodes de collecte des données : revue documentaire au Mali et sur internet, entretiens individuels et en groupe semi-structurés (analyse quantitative et qualitative) avec les parties prenantes (services techniques de l'Éducation, Assainissement, Hydraulique et Santé au niveau national, régional et/ou cercle, quelques communes, ONGs de mise en œuvre du volet intermédiation sociale, entreprises de travaux et bureaux d'études pour le volet construction...), des bénéficiaires (élèves, enseignants, parents d'élèves, comités de gestion scolaires, clubs d'hygiène, incluant si possible la méthode du « most significant change » et capturant la perspective des différentes catégories par sexe, âge, situation de vulnérabilité etc.) et d'autres personnes ressources (autres bailleurs et ONG intervenant dans le même domaine...), observations sur le terrain (échantillon d'écoles et communautés environnantes), mesures / tests.

L'équipe d'évaluateurs commencera son travail à Bamako avant de se rendre sur le terrain dans les 2 régions concernées. Les sites à visiter et les parties prenantes à interviewer seront sélectionnés basé sur un échantillonnage proposé par les évaluateurs (dans un souci de représentativité mais en tenant compte des contraintes logistiques, de temps et de budget)...et validé avec le comité de suivi de

l'évaluation.

Le Bureau d'Etude est sollicité à proposer une méthodologie détaillée, en adéquation avec les besoins de UNICEF, et respectant un cadre logique pour atteindre les objectifs de la mission, à savoir, il faut démontrer :

- Le plan de travail et les approches de la mise en œuvre des activités, suivant les orientations du TdR ;
- La stratégie de réalisation, de suivi et le mécanisme de contrôle qualité des données et des analyses.

7. Résultats attendus

Il sera attendu de cette évaluation les résultats suivants :

Résultat 1 : Disponibilité des données et analyses de qualité, permettant de mesurer (i) les véracités et impacts des résultats du programme à évaluer, (ii) l'étendue de la collaboration entre toutes les parties prenantes et (iii) la redevabilité de UNICEF et de ses partenaires vis-à-vis du bailleur de fond ;

Résultat 2 : Disponibilité des documents et/ou rapports d'évaluation de qualité (selon la liste des produits livrables), suivant les normes internationales, mettant en exergue les perspectives de continuité et de durabilité des actions entreprises en termes de WASH dans les écoles, et les pistes d'amélioration des actions futures.

8. Produits attendus

L'évaluation devra permettre de proposer des améliorations relatives à la conception, à la mise en œuvre, et à la durabilité des actions entreprises et des résultats obtenus. Ainsi, l'évaluation sera un moyen d'assurer la prise en compte des bonnes pratiques recensées au niveau international et de proposer d'autres innovations possibles. L'UNICEF utilisera ces recommandations pour réviser son approche et ses outils en concertation avec ses partenaires.

Suivant le calendrier provisoire établi dans la présente demande de proposition, le cabinet fournira les produits suivants :

1. Rapport de démarrage (au plus tard deux semaine après le briefing de démarrage et de cadrage) qui comprendra :

- Une brève description du programme, de son contexte, zones d'intervention, chronologie, modalités de mise en œuvre et acteurs impliqués
- La description détaillée de la méthodologie à appliquer, le planning réel par rapport au deadline et l'organisation logistique et ressources humaines.

2. PowerPoint de la réunion de débriefing à Bamako ;

3. Rapport d'évaluation en version draft, base de données des données collectées (le cas échéant) avec présentation en PowerPoint (au plus tard 2 semaines après la réunion de débriefing) ;

4. Rapport provisoire (au plus tard 1 semaine après la version draft)

5. Rapport final en français et présentation PowerPoint (au plus tard 1 semaine après la version provisoire) : en version électronique et 3 copies papier.

Le rapport final de l'évaluation comprendra, au moins, les éléments suivants :

- Résumé exécutif
- Brève description du programme, de son contexte, montage financier, zones d'intervention, chronologie, modalités de mise en œuvre et acteurs impliqués
- Objectifs, méthodologie, chronogramme de l'évaluation et difficultés rencontrées / limites de l'analyse
- Résultats en termes de pertinence, efficience, efficacité, impact, durabilité
- Analyses et remarques additionnelles (genre, droits de l'Homme)
- Leçons apprises, défis, conclusions, recommandations, plan d'action
- Droit de réponse de l'UNICEF
- Annexes

Note : Le rapport final devra respecter les standards UNICEF relatifs à la qualité des rapports d'évaluation⁵. La grille d'évaluation sera fournie. Le rapport et l'ensemble des données collectées et produites par l'équipe d'évaluation restent la propriété exclusive de l'UNICEF et du Comité espagnol pour l'UNICEF.

9. Lieux et durée

La prestation d'évaluation débutera approximativement le 1er Février 2018, s'étalera sur 60 jours et devra être terminée avant 31 mars 2018.

Le Bureau d'études proposera un chronogramme détaillé dans son offre technique, précisant la répartition de tâches entre les membres de l'équipe d'évaluation et le nombre d'hommes-jours de chacun des membres au niveau de chaque activité.

Séquençage de la prestation

Le séquençage dans le tableau ci-dessous est une proposition indicative qui peut être améliorée par le Soumissionnaire dans son offre technique. La colonne de droite indique une durée prévisionnelle pour l'activité et non une quantité d'hommes-jours.

N°	Activité	Durée
1	Réunion de cadrage avec le comité de suivi de l'évaluation, entretiens individuels avec l'UNICEF, et collecte des documents clefs	2 jours
2	Revue documentaire	2 jours
3	Finalisation des questions et sous-questions d'évaluation	1 jours
4	Identification de la méthodologie d'évaluation, du mode de collecte des données pour chaque question d'évaluation, de l'échantillonnage pour les entretiens et les visites de terrain, et développement des outils de collecte, et Elaboration du planning détaillé de la prestation	4 jours
5	Rédaction du rapport de démarrage	1 jour

⁵ http://www.unicef.org/evaldatabase/files/UNEG_UNICEF_Eval_Report_Standards.pdf

6	Collecte des données à Bamako (entretiens et revue documentaire complémentaire)	4 jours
7	Collecte des données dans les zones d'intervention (2 régions) : entretiens avec les parties prenantes et les bénéficiaires, observations terrain, mesures / tests...	12 jours
8	Réunion de débriefing à Bamako (PowerPoint)	1 jour
9	Traitement (éventuellement base de données) et analyse des données collectées, rédaction du rapport draft	8 jours
10	Présentation du rapport draft au comité de suivi pour feedback (par écrit et présentation orale)	1 jour
11	Rédaction du rapport provisoire et une proposition de plan d'action priorisé pour l'UNICEF et les autres parties prenantes (intégrant le feedback du comité de suivi)	2 jours
12	Rédaction du rapport final et d'une présentation PowerPoint intégrant le feedback et le droit de réponse de l'UNICEF	1 jours
Durée prévisionnelle = 39 jours		

10. Qualifications requises

L'évaluation sera conduite par un cabinet d'évaluation ou un bureau d'étude disposant des expériences et qualifications suivantes :

i. Dans la conduite d'une étude de baseline ou d'évaluation de projet d'envergure similaire dans le domaine de WASH et/ou d'autres secteurs.

ii. Le cabinet ou bureau d'évaluation devra disposer d'une équipe formée d'au moins 2 professionnels, au profil décrit ci-dessous :

- Un chef de mission et un expert, de formation initiale dans un domaine relatif à l'eau, l'hygiène et/ou l'assainissement, ou sciences politiques et sociales, gestion, suivi-évaluation de projet ou autres domaines en rapport avec le travail requis ;
- Le chef de mission disposant d'au moins 5 expériences professionnelles dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes, spécifiquement eau, hygiène et assainissement dans les pays en développement ; au moins 2 expériences dans l'évaluation de projets WASH en Afrique subsaharienne est exigée ;
- Un expert, assistant le Chef de Mission, disposant d'au moins 5 expériences professionnelles dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes eau, hygiène et assainissement dans les pays en développement ; Présentant au moins une solide expérience en WASH subsaharienne, de préférence au Mali. Des expertises en traitement analyses de données souhaitables ;
- Compétences pluridisciplinaires de l'équipe mise en place par le cabinet d'études : aspect technique sur le volet WASH ; aspect gouvernance dans le secteur santé et gestion technique, organisationnelle et financière des ouvrages WASH dans le contexte de la décentralisation ; aspect sensibilisation, changement de comportement et techniques de formation ; aspect collaboration avec les acteurs étatiques et leurs partenaires au développement ; aspects suivi-évaluation ;
- Compétences en recherche qualitative et en approches d'évaluation participative ;
- Aptitudes à travailler en autonomie ;
- Qualité en communication et en rédaction de documents/présentations en Français.

La liste des personnels proposés dans l'offre technique doit être accompagnée par les CV de ces mêmes personnes.

Le bureau d'étude peut proposer des compétences jugées nécessaires, en plus des minimums exigés, si c'est justifié et en adéquation avec la méthodologie proposée.

iii. Le cabinet ou bureau d'évaluation doit être apte à développer, et devra fournir une offre technique incluant la méthodologie telle que demandée dans le présent TdR.

11. Management du Projet

La prestation et la validation des résultats sera faite par le Spécialiste Wash d'UNICEF Mali

Liste des Annexes :

Annexe 1 : FORMULAIRE DE PROPOSITION

Annexe 2 : TERMES ET CONDITIONS GENERAUX DES CONTRATS DE L'UNICEF (Les TERMES ET CONDITIONS GENERAUX DES CONTRATS DE L'UNICEF

Annexe 3 : PROFIL DU FOURNISSEUR

Annexe 4 : QUESTIONNAIRE

Annexe 5 : LISTE DES ECOLES

G.9. Présentation de l'équipe d'évaluation

Position	Nom	Profil (éléments clé)
Chef de mission	Martina RAMA	Politologue, spécialiste des aspects institutionnels des services EHA, 11 ans d'expérience dans le secteur avec une dizaine d'évaluations
Adjointe à la chef de mission	Camille SALAUN	Socio-économiste spécialiste des services EHA dans les pays en développement, 3 ans d'expérience dont 4 évaluations EHA et 6 enquêtes
Assistant à la chef de mission – consultant national	Garba KEBE	Socio-économiste géographe, 19 ans d'expérience en tant qu'expert eau, assainissement, hygiène et santé au Mali.
Enquêteur	Boubacar BOCOUM	Socio-anthropologue, 11 ans d'expérience en projets EHA
Enquêteur	Mahamane KEBE	Economiste, 11 ans d'expérience en suivi-évaluation et supervision de projets, dont EHA

